

SELECTION OVINE
FACTEUR D'ORIENTATION DE L'ELEVAGE
SITUATION ACTUELLE

T H È S E

présentée

à l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD DE LYON
(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 15 Décembre 1980

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VETERINAIRE

par

YVES GARAUDEAUX

né le 3 Novembre 1949

à Mulhouse (Haut-Rhin)



SELECTION OVINE

FACTEUR D'ORIENTATION DE L'ELEVAGE

SITUATION ACTUELLE

T H È S E

présentée

à l'UNIVERSITE CLAUDE BERNARD DE LYON

(Médecine-Pharmacie)

et soutenue publiquement le 15 Décembre 1980

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR VETERINAIRE

par

YVES GARAUDEAUX

né le 3 Novembre 1949

à Mulhouse (Haut-Rhin)



Digitized by the Internet Archive
in 2026

A ma femme bien aimée

A mes enfants

A mes parents

A ma famille

A tous mes amis

A Monsieur le Professeur COUDERT
de la Faculté de Médecine de Lyon

qui nous a fait le grand honneur
de présider notre jury.
Respectueux hommages.

A Monsieur le Professeur FONTAINE
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

qui a bien voulu accepter de
juger notre travail.
Notre profonde gratitude.

A Monsieur le Professeur PRAVE
de l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon

qui a bien voulu faire partie
de notre jury.
Notre sincère reconnaissance.

A tous nos maîtres de l'Ecole Nationale Vétérinaire
de Lyon.

A tous ceux qui ont contribué par leur attention
à la réalisation de ce travail.



I N T R O D U C T I O N

On peut s'interroger sur le bien fondé de la tendance productiviste de l'Elevage, définie par la Loi d'Orientation Agricole (1960-1962) et la Loi sur l'Elevage (1966), à l'élevage ovin, et en conséquence sur un des aspects qu'elle comporte : l'amélioration génétique comme facteur d'intensification.

Nous évoquerons tout d'abord la situation de l'élevage ovin français replacé dans son contexte économique, en particulier communautaire.

Nous présenterons ensuite les grandes modalités d'amélioration génétique du cheptel, en insistant sur la sélection en race pure.

Nous tenterons, en conclusion, de juger de l'opportunité de l'amélioration génétique des ovins, et, par voie de conséquence, de l'intensification.

ETAT DES MEMBRES DU CORPS ENSEIGNANT EN FONCTION

CHAIRES	PROFESSEURS	Professeurs. sans Chaire
Alimentation	-	M. JEAN-BLAIN
Anatomie	M. BARONE	-
Chirurgie	M. COULON	M. LE NIHOUANNEN
Histologie - Anatomie pathologique	M. GUISSEUR	M. GASTELLU
Hygiène et Industrie des Aliments d'Origine animale	M. CHANTEGRELET	-
Maladies Contagieuses	M. JOUBERT	M. PRAVE
Parasitologie	M. EWZEBY	-
Pathologie Générale Microbiologie	M. OUDAR	-
Pathologie médicale du bétail	M. COTTEREAU	-
Pathologie médicale des Equidés	M. FONTAINE	M. LAPRAS
Pathologie de la Reproduction	M. BERTRAND	M. DESCHANEL
Pharmacie-Toxicologie	M. LORGUE	-
Physiologie	M. BOST	M. BODVIN
Physique-Chimie	M. DELATOUR	-
Zootéchnie	M. FROGET	-
C. F. T. S. V.	M. FLACHAT	-
	15	7

L'Université Claude Bernard (Médecine-Pharmacie de Lyon et l'Ecole Nationale Vétérinaire de Lyon déclare que les opinions émises dans les dissertations qui leur

A L'ECOLE NATIONALE VETERINAIRE DE LYON

Directeur : Professeur Ph. COTTEREAU

Maîtres de Conférences 11 postes	Maîtres Assistants Agrévés	Maîtres Assistants 20 postes	Assistants 15 postes
-	-	-	M. GRANCHER
-	-	M. DENOIX	-
-	-	M. EAU	M. DULAC
-	-	M. BELLI	Mme CHAPPUIS
-	-	M. DEMONT	M. DROMIGNY
-	-	M. CHOMEL	M. DULLOS
-	M. GEVREY	Mme CHAUVE	M. NGO TAN Hung
-	M. RICHARD	M. EUZEBY	M. GUERIN
Mme BRUGERE	-	-	M. THIN
-	-	M. LEGEAY	M. BOUVIER
-	-	Mme RACHAIL	M. PEPIN
-	M. KECK	M. JAUSSAUD	Mme PEPIN
-	-	-	M. THIEBAULT
-	-	M. GARNIER	Melle MARTIN
M. FRANCK	-	Melle COURSAT	-
2	3	12	13

sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation ni improbation.

P R E M I E R E P A R T I E ---

SITUATION ACTUELLE DE L'ELEVAGE OVIN FRANCAIS ---

REPLACE DANS SON CONTEXTE ECONOMIQUE ---

CHAPITRE I

CARACTERISTIQUES DE L'ELEVAGE OVIN EN FRANCE

A . STRUCTURE DU TROUPEAU

1. Evolution et localisation du cheptel (14-22-27)

Le cheptel ovin français a diminué d'environ 70% entre 1872 et 1963, régression qui a porté essentiellement sur les moutons (mâles castrés de 1 ou 2 ans). Cet état de fait résulte d'un changement d'orientation de l'élevage : de la laine vers la viande, en rapport avec l'affaïssement des cours de la laine, dû à la concurrence des marchés de l'hémisphère Sud.

Depuis 1947 l'effectif brebis augmente régulièrement.

En 1977 le cheptel ovin compte environ 10.900.000 têtes et est en augmentation de près de 4% par rapport à 1975. Il se répartit de la façon suivante :

- femelles en âge de reproduire ; 6.400.000
- agnelles _____ 1.850.000
- béliers _____ 210.000
- autres catégories _____ 2.440.000
(animaux de boucherie)

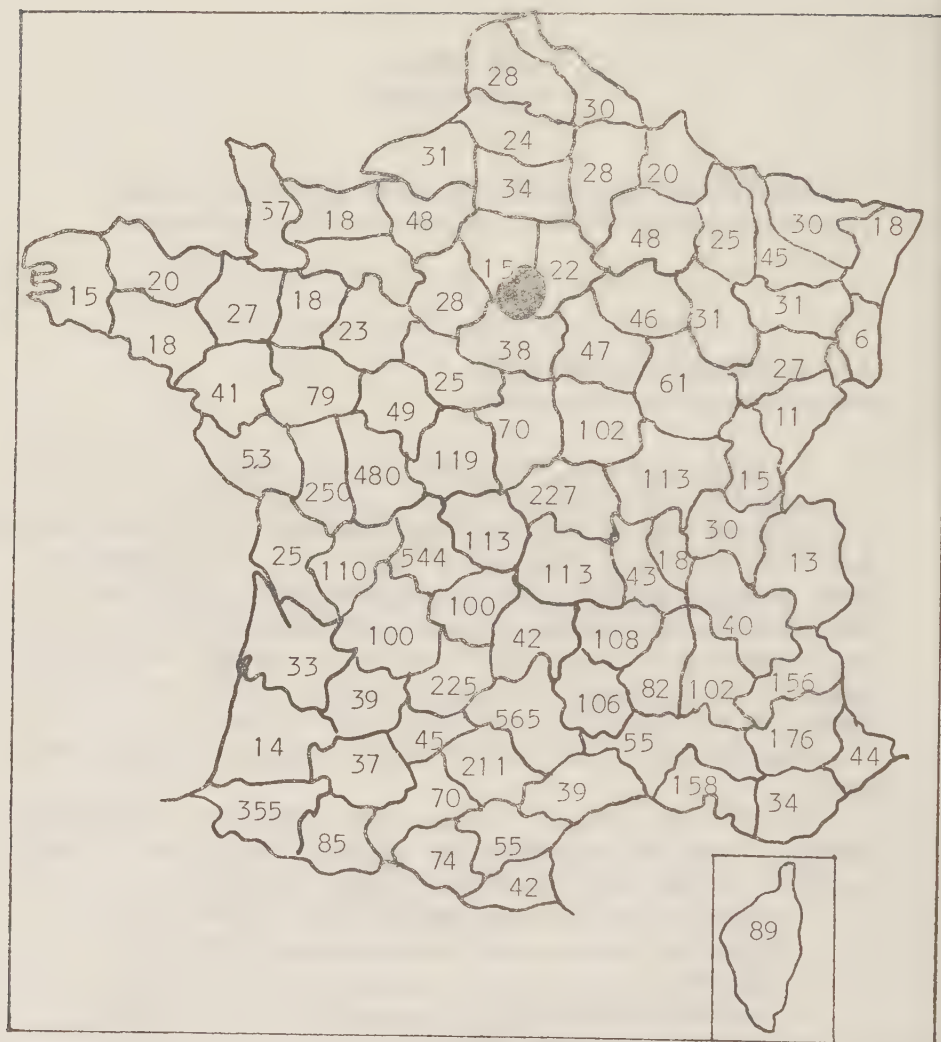
La répartition de ces effectifs se fait irrégulièrement par zones. L'effectif de brebis mères est l'image la plus fidèle de la population.

Voir tableau 1. page 6 .

L'essentiel de l'implantation ovine se situe au Sud de la Loire, autour de 4 pôles principaux de concentra-

Tableau 1.

CHEPTEL OVIN



- Effectifs départementaux de brebis mères en 1978 -
(en milliers de têtes)

in (27)

tion : - le Centre-Ouest (Vienne, Indre-et-Vienne et Deux-Sèvres) où l'on trouve 1.500.000 têtes, exploitées en grande partie pour la production d'agneaux d'hiver.

- le Sud du Massif Central (Aveyron, Lot, Tarn, Lozère) comprenant 1.700.000 têtes. Cette zone est orientée partiellement vers la production laitière pour la fabrication de fromage de Roquefort, et, surtout pour le département du Lot, vers la production de viande.

- les Pyrénées Occidentales (Pyrénées Atlantiques et Hautes-Pyrénées) qui totalisent environ 750.000 têtes. Une partie du cheptel des Pyrénées Atlantiques est également tournée vers la production laitière..

- les Alpes du Sud (Bouches-du-Rhône, Vaucluse, Drôme, Hautes-Alpes, Alpes de Haute-Provence, Var et Alpes Maritimes) qui regroupent plus de 1.200.000 têtes.

Au Nord de la Loire l'élevage ovin est implanté pratiquement partout :

- faible densité (20.000 têtes par département) dans les départements bretons, dans l'Est, en Alsace et dans le Jura.

- densité moyenne (20.000 à 80.000 t/ dép.) en particulier dans le Bassin Parisien, le Nord et la Normandie.

- densité plus forte (100.000 à 200.000 t/ dép.) dans les départements situés au Nord du Massif Central, qui sont des zones d'herbage où le mouton est élevé le plus souvent en association avec les bovins (Indre, Cher, Creuse, Allier, Nièvre et Saône-et-Loire).

En conclusion de différentes enquêtes menées par le Service Central des Enquêtes et Etudes Statistiques du Ministère de l'Agriculture, sur l'évolution de l'effectif ovin selon les régions, il apparaît que l'élevage ovin en France est principalement une production des zones méditerranéennes et de montagne. Cependant le Centre-Ouest (Poitou et Limousin) conserve une certaine importance. Dans les autres régions, où l'élevage ovin est le plus souvent complémentaire des bovins ou des céréales, les effectifs ont tendance à diminuer.

2. Les principaux groupes de races ovines

En 1965, M.Quittet dénombrait en France environ 40 races ovines différentes. Outre les animaux exploités en race pure, il ne faut pas oublier l'utilisation d'ani-

Tableau 2.

RACES DOMINANTES PAR REGION



in (1)

maux croisés, en particulier en 1/2 sang ou en 1/4 sang.

Etant donné cette pluralité sur laquelle nous reviendrons plus loin, nous nous contenterons, dans ce paragraphe, d'évoquer les principales races exploitées en France.

Elles peuvent se répartir en 5 groupes essentiels dans lesquels elles comportent des caractéristiques particulières communes relatives au milieu dans lequel elles évoluent, à leur phénotype et à leurs performances d'élevage. Elles sont plus ou moins dominantes selon les régions. *Voir tableau 2. page 8.*

a) Races régionales, de montagne ou 1/2 montagne, races rustiques (14-22)

Elles composent en 1977 28% du total des effectifs, soit 2.900.000 têtes. Ce sont les plus nombreuses. Elles occupent toutes les régions difficiles de montagne, de colline ou de piémont auxquelles elles sont adaptées. De format et de conformation moyens, elles portent une toison semi-fine à commune. Elles représentent un effectif important dont les performances de production sont limitées par les conditions d'élevage difficiles où elles sont placées. Elles sont très utilisées pour le croisement, en particulier 2 races étrangères classées dans ce groupe pour leur rusticité : Finnoise et Romanov, Berri-chon de l'Indre, Blanc du Massif Central, Bizet, Causses du Lot, Noir du Velay, Préalpes du Sud, Rava, Solognot, Tarasconnaise.

b) Races Mérinos (750.000 t soit 7% du total) :

4 races, dont 2 seulement représentent une population importante. Elles sont caractérisées par la finesse de la toison. Ce sont des animaux de parcours par excellence, de tempérament calme. Mérinos de Rambouillet et Mérinos Précoce sont en effectif très réduit. La race de l'Est à laine Mérinos est de grand format, le Mérinos d'Arles de petit format.

On leur reconnaît, outre les caractères de qualité de toison recherchés au départ, une grande rusticité et des qualités de reproduction maternelles élevées; ce qui fait que les femelles sont très recherchées comme femelles de base du croisement industriel.

c) Races laitières (850.000 t soit 8% du total)

Ce sont les races régulièrement soumises à la traite. On distingue les races de format moyen à petit, à laine

grossière et de conformation moyenne (Basco-Béarnaise, Corse, Manech à tête rouge, Manech à tête noire) et la race Lacaune, à laine fine et de bonne conformation.

Les productions de lait sont très variables entre les populations au sein de chaque race (80 à 200 l /an par brebis).

d) Races d'herbage (500.000 + : 4 à 5% du total)

Ce sont des races très lourdes et très prolifiques. Leur productivité est excellente, en relation toutefois avec leur niveau d'exigence alimentaire. Elles sont élevées en général en association avec les bovins. Elles fournissent en outre une bonne toison de type croisé. Avranchin, Bleu du Maine, Cotentin, Rouge de l'Ouest, Texel

e) Races précoces (2.500.000 + : 24% du total)

D'origines et de types divers, ce sont des races de gros format (sauf 2) et d'excellente conformation bouchère. Elles sont exigeantes pour le rationnement alimentaire, et chaque variété est plus ou moins bien adaptée au régime de plein-air ou de stabulation. Les toisons sont de type croisé fin. 2 races sont de format plus léger et de moindre exigence : Charmoise et South-down. Les autres comprennent : Berrichon du Cher, Dorset Down, Hampshire, Ile de France, Mouton Charollais, Mouton Vendéen, Suffolk.

3. Répartition des effectifs (22-32)

Les résultats publiés par le SCEES à partir de l'enquête sur le cheptel ovin de 1974 et du 1er trimestre 1975, montrent que le nombre des exploitations élevant des ovins est en constante diminution depuis 1955 et ceci parallèlement à celle du nombre total des exploitations agricoles françaises. En 1970 on dénombrait 174.000 exploitations avec brebis, 150.000 en 1974, soit une baisse de 13,7%.

On constate un double mouvement dans les structures: les petites exploitations de moins de 20 brebis mères progressent légèrement en proportion de l'ensemble, passant de 51,7% à 52,6%, mais la part des effectifs qui s'y trouve contenue est au contraire en diminution puisqu'elle passe de 10,3% à 9% du cheptel total de brebis mères.

Les exploitations moyennes (de 20 à 99 brebis) sont en légère régression avec 40% du cheptel de brebis.

Les exploitations de plus de 100 brebis mères augmentent en nombre et en effectifs, elles passent de 9,2% à 10,5% du total des exploitations, mais de 46% à 50,1% de l'effectif des brebis.

Donc, début 1975, la moitié des brebis mères étaient élevées dans des exploitations comptant moins de 100 brebis mères, exploitations qui représentaient les 9/10èmes de l'ensemble. Cela signifie à l'inverse que 10% des éleveurs, les plus importants, entretiennent autant de brebis à eux seuls que les petits éleveurs 9 fois plus nombreux.

Les troupeaux de taille moyenne se trouvent principalement dans l'Aquitaine, l'Auvergne, le Midi-Pyrénées, les troupeaux plus importants en Limousin, Poitou-Charentes et Provence-Côte d'Azur.

L'effectif moyen en nombre de brebis mères par élevage est en hausse : 1963 : 33,87 - 1970 : 36,72 - 1974 : 40,02 .

4. Aptitudes des races ovines exploitées en France (3)

Cette étude porte sur 31 races. Les données sont issues du Service Contrôle d'Aptitudes de l'ITOVIC et portent sur la campagne 1973-1974. Les chiffres concernent des brebis multipares, non soumises à la synchronisation de l'oestrus, et sur des agneaux élevés par leur mère. Pour les brebis soumises à la traite, le critère est la production laitière par lactation, calculée par le CTI sur les données du contrôle laitier officiel.

a) La pro_lif_i_c_i_t_é Voir tableau 3. pages 12-13 .

Le taux varie du simple au double selon les races.

- groupe de tête : Romanov (269%)
Finnoise (241%)
- groupe des races d'herbage :
Avranchin (202%)
Races ovines du Maine (201 et 105%)
Mouton charollais (178%)
Cotentin (174%)
Texel (164%)
Mouton Vendéen (163%)

Tableau 3.

PROLIFICITE ET VALEUR LAITIERE :

RACE	PROLIFICITE		(3)	GAIN 10 - 30 (g/j) chez les mâles doubles	
	(1)	(2) %		(1)	(4)
Avranchin	202	218	16	225	218
Berrichon du Cher	150	162	43	206	263
Berrichon de l'Indre	143		4	254	283
Bizet	128		7	200	218
Blanc du Massif Central	123	139	51	216	297
Bleu du Maine	201	241	75	276	343
Causse du Lot	133	143	23	238	320
Charmois	116	126	23	182	262
Clun Forest	162		5	222	281
Cotentin	174	189	17	303	318
Finnois	241			185	(a) triples
Hampshire	146	146	10	244	264
Ile de France	150	174	64	229	293
Lacaune	139	154	35	232	293
Limousin	133	156	58	211	271
Mérinos d'Arles	120		8	204	230
" de l'Est	135	140	12	269	321
" de Rambouillet	107		1	146	146
" Précoce	125		8	203	267

G.M.Q entre 10 et 30 jours des agneaux.

Mouton Charollais	178	210	71	255	363
Mouton Vendéen	163	196	67	225	300
Noir du Velay	125		6	196	221
Préalpes du Sud	127	136	22	203	246
Rava	129	130	11	214	246
Romanov	269 (b)	313 (c)		176 (b)	
Rouge de l'Ouest	195	217	60	286	357
Solognot	154		5	248	284
Southdown	159	171	22	202	259
Suffolk	159	178	21	270	323
Tarasconnais	113		10	249	
Texel	164	194	116	283	380

- (1) Moyenne de tous les élevages
- (2) Moyenne des 10 meilleurs élevages
- (3) Nombre d'élevages contrôlés
- (4) Moyenne dans le meilleur troupeau sur au moins dix agneaux
- (a) sur plusieurs campagnes
- (b) Hors troupeau INRA, sur plusieurs campagnes
- (c) le meilleur troupeau

in (3)

Tableau 4.

G.M.Q 30/70 jours - poids à 70 jours.

RACE	GAIN 30-70 (g/j) chez les mâles doubles	POIDS à 70 jours (kg) chez les mâles doubles
Avranchin	(1) 305	(1) 24,5
Berrichon du Cher	268	22,5
Berrichon de l'Indre	285	25,9
Bizet	220	24,0
Blanc du Massif Central	245	18,9
Bleu du Maine	314	26,6
Causseard du Lot	272	29,7
Charmois	200	23,6
Clun Forest	244	20,7
Cotentin	331	23,8
Finnôis	211 (a)	27,7
Hampshire	268	16,2 (b)
Ile de France	272	24,9
Lacaune	281	25,8
Limousin	238	25,9
Mérinos d'Arles	224	23,6
" de l'Est	295	20,4
" de Rambouillet	188	29,9
		16,0

"	Précoce	214	274	18,9	23,0
Mouton Charollais	295	392	23,5	29,1	29,1
Mouton Vendéen	246	363	19,9	30,3	30,3
Noir du Velay	252	275	19,3	20,8	20,8
Préalpes du Sud	242	300	21,3	22,4	22,4
Rava	248	272	21,6	22,5	22,5
Romanov	213	201	16,9	16,1	16,1 (d)
Rouge de l'Ouest	314	399	25,9	30,2	30,2
Solognot	253	271	20,4	21,7	21,7
Southdown	221	272	18,0	21,2	21,2
Suffolk	269	364	24,4	32,0	32,0
Tarasconnais	299		24,3		
Texel	308	396	24,8	31,2	31,2

- (1) Moyenne de tous les élevages
 (2) Moyenne du meilleur troupeau, sur au moins 10 agneaux
 (a) Gain 30-90 chez les simples sur plusieurs campagnes
 (b) " " chez les multiples sur plusieurs campagnes
 (c) Mâles doublés sur plusieurs campagnes
 (d) Triples sur plusieurs campagnes

- groupe intermédiaire (140 à 160%) : ce sont de grandes races à aptitudes bouchères. Remarquons la présence de la race ovine solognote dont les aptitudes sont en contradiction avec son extinction qui faillit être totale sans les mesures de sauvegarde de 1969.

- dernier groupe (moins de 140%) : tous les Mérinos, Charmois, races des zones arides de montagne peu favorables à des portées multiples qui ne sont d'ailleurs pas toujours désirées par l'éleveur.

La prolificité moyenne des 10 meilleurs troupeaux laisse entrevoir l'importance de la marge de progrès possible intra-race. Ex. : OIF : prolificité moyenne générale : 137% en 1966, 150% en 1975. Prolificité moyenne des meilleurs troupeaux : 174% en 1975.

b) Gain Moyen Quotidien entre 10 et 30 jours
(=valeur laitière des mères) Voir tableau 3. pages 12-13

Au seuil de prolificité de 133%, il y a autant de doubles que de simples naissances. Les races prolifiques ont plus de mal à allaiter leurs petits (Finnoise, Romanov). Mais les moins prolifiques ne sont pas les meilleures laitières (Charmoise).

Les meilleures laitières sont : Cotentin, Texel et Bleu du Maine.

Les différences sont-elles dues au milieu ou à des potentiels génétiques différents ? Les deux interviennent (ex : Tarasconnaise). A milieu et prolificité identiques, il existe 78 g de différence de GMQ en faveur de la Cotentine par rapport à l'Avranchine.

Pour l'ensemble des races, les écarts meilleurs troupeaux/moyenne de race sont du même ordre (50 à 60 g).

Les plus grands écarts se trouvent chez les races déjà bien situées : Charollais (+ 108 g), Texel (+ 97 g).

De faibles écarts sont aussi le résultat du nombre d'élevages limité figurant dans l'étude (Hampshire) ou de l'élimination d'élevages n'ayant pas 10 animaux dans la catégorie (troupeaux à petits effectifs : Cotentin).

c) G.M.Q. 30 / 70 jours Voir tableau 4. pages 14-15.

Pendant cette phase la croissance quotidienne s'accroît (+ 30 g) et les 2/3 des races se situent dans la fourchette 250-330 g. Le classement est voisin du GMQ 10 30 jours mais le milieu (niveau alimentaire) joue un rôle

accru. Souvent le meilleur élevage se détache nettement de la moyenne de sa race, ex: Mouton Vendéen et Blanc du Massif Central : le meilleur élevage atteint 363 et 362 g, soit + 117 g dans les deux cas.

d) Poids à 70 jours *Voir tableau 4. pages 14-15 .*

Selon les origines le poids va de 16 à 27 Kg. Il y a donc un écart considérable qui souligne les différences de format de nos races.

A la vente, le marché n'offre pas une telle fourchette de poids possible autour d'un poids commercial qui prend en compte des notions qualitatives telles que conformation et état d'engraissement. L'adéquation est alors possible pour le choix de la race et le mode de conduite approprié : rythme de croissance avant 70 jours et pendant la phase d'engraissement.

e) Les brebis traites

Productions laitières moyennes par lactation des femelles soumises au contrôle laitier officiel en 1974.

	Corse		Basco-Béarn. et Manech		Lacaune	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
Primipares	69,9 (13)	87,4	73,5 (2.058)	105,7	109,2 (19.889)	128
Multipares	109 (193)	152,7	97,9 (9.060)	135,3	133,2 (48.532)	165

(1) Quantités en litres

(2) Durée en jours

() Effectifs contrôlés

La disparité de la production laitière s'explique par :

- la durée de traite différente : la lactation d'une brebis est liée à la durée de la traite.

- milieu et évolution technique différents : race
Corse : milieu difficile, très peu d'amélioration génétique

que. Race Basco-Béarnaise : situation plus favorable.
Race Lacaune en tête car : - contrôle laitier depuis 1957
- amélioration des conditions
d'élevage. - début de testage des béliers
depuis 1964.

B . STRUCTURE DES EXPLOITATIONS

1. Les systèmes d'élevage ovins (22)

La diversité des systèmes d'élevage ovins: caractéristique de la production française. Elle est une conséquence du fait que l'élevage ovin est pratiqué dans la plupart des régions françaises, et s'est adapté aux différents contextes naturels et socio-économiques locaux, soit comme production spécialisée, soit en association avec d'autres productions animales ou végétales.

La majorité des élevages ovins pratiquent aujourd'hui le naissage, l'élevage et l'engraissement des agneaux. Il n'existe pas en France de chaîne de production, comme en Angleterre par exemple, sauf dans le cas des élevages de brebis laitières où les naisseurs peuvent être associés sous des formes diverses à des ateliers d'engraissement artisanaux ou semi-industriels.

— On distingue classiquement 3 systèmes :

- plein-air (15%)
- semi-bergerie ou semi-plein-air (84%) avec de nombreuses variantes.
- stabulation permanente, encore rare.

On fait, au sein de ces systèmes, une distinction entre :

- troupeaux sédentaires (93%)
- troupeaux transhumants d'été (6%)
- troupeaux nomades (1%)

Cette classification se réfère essentiellement au type d'habitat du troupeau au cours des saisons, et au mode d'utilisation des ressources fourragères. Elle ne rend compte qu'imparfaitement de la logique interne des systèmes d'élevage : moyens, organisation, niveau de productivité des facteurs, qui rejoint la notion d'intensification.

La contrainte de base autour de laquelle s'établit un système d'élevage est due à la nature, au niveau de productivité et à l'éloignement des ressources fourragères.

res utilisables par le troupeau (facteur 1). Cette contrainte de base détermine pour une large part le choix possible du matériel animal (race, croisement) et de son rythme de reproduction : une lutte par an ou 3 luttes en 2 ans (facteur 2). La combinaison de la contrainte fourragère et du système de reproduction choisi conditionne ensuite l'alimentation complémentaire nécessaire (facteur 3) et le mode d'habitat du troupeau au cours des saisons (facteur 4) ainsi que le recours possible, voire obligatoire, à la mécanisation pour l'affouragement (facteur 5).

Le tableau 5 présente une analyse de 3 grands systèmes d'élevage français selon une grille de 8 sous-systèmes, établie en fonction de la mise en oeuvre de ces différents facteurs. Dans ce tableau n'apparaissent pas les types de production, qui ne sont pas strictement liés aux systèmes d'élevage. L'agneau blanc, par exemple, peut être produit par les systèmes 3, 4, 5, 6, 7, 8.

Voir tableau 5. pages 20-21 .

Dans la réalité, la variété des situations implique la variété des systèmes d'élevage ovin, qui vont du type extensif au type intensif avec tous les intermédiaires possibles. Les 2 extrêmes sont représentés par l'herbacier et la production en zéro-pâturage. (27)

" - L'Herbacier est un éleveur sans terre qui entend ne dépendre que du parcours. L'achat de fourrage en période difficile correspond à un pis-aller plutôt qu'à une charge habituelle. La quête d'herbe à bon marché commande la vie du troupeau qui va la chercher lui-même là où elle se trouve. La maximisation du poids de viande par brebis reste l'objectif final, mais dans les limites permises par la vie de parcours. On cherche à protéger le troupeau des grosses intempéries, des maladies et de l'infécondité mais avec le minimum de frais pour les abris et les soins.

On prend le risque d'une dépendance complète des aléas climatiques interannuels, en tablant sur la rusticité du cheptel et sur les subtilités pastorales du berger.

Le rendement zootechnique reste faible, mais la modicité des charges opérationnelles fait que produit net et produit brut se rapprochent beaucoup et que le rendement du capital peut rester bon. Le résultat optimisé serait ici de sauver 0,8 broutard par brebis sans avoir à acheter de fourrage.

Ce système existe encore dans les franges méridionales du Massif Central et des Alpes, ainsi que dans les Pyrénées Orientales, à cause de la proximité relative des

Tableau 5.

TYPLOGIE DES SYSTEMES D'ELEVAGE

Facteurs Systèmes d'élevage			1. Ressources fourragères					
			Hors exploitation			De l'exploitation		
			Parcours lointains	Parcours proches	Parcours	Prairie permanente	Cultures fourragères	Cultures dérobées
8	Stabulation permanente	Avec cultures dérobées					• • •	• • •
7		Sans cultures dérobées					• • •	
6	Semi-bergerie	Sans utilisation de parcours				• • •	• • •	• • •
5		Avec utilisation de parcours			• • •	• • •	• • •	•
4				• • •	•	• • •	•	
3			• • •	•	•	• • •	•	
2		Avec abri			•	• • •	•	
1	Plein air	Sans abri			•	• • •	•	

Elevages non sédentaires
Elevages sédentaires

Difficile		Possible		2. Accélération du rythme de reproduction		3. Utilisation d'aliments concentrés		4. Bâtiments		5. Mécanisation de l'alimentation	
						Type	Durée d'utilisation	Fonctions			
Faible	Moyenne à forte	Moyenne	Bergerie	Toute l'année	- Agnelage(s) - Alimentation brebis et agneaux - Soins au troupeau	Obligatoire					
		Forte	Bergerie	Toute l'année	- Agnelage(s) - Alimentation brebis et agneaux - Soins au troupeau						
	Moyenne à forte	Bergerie	De 3 à 6 mois	- Agnelage - Alimentation brebis ou brebis et agneaux - Soins au troupeau en hiver	Possible en hiver						
	Abri Occasionnel	- Agnelage - Compléments alimentaires									

in (22)

sites complémentaires de parcours d'hiver en plaine et de parcours d'été en altitude. On signale une centaine de troupeaux de ce type dans les Alpes Maritimes et le Var, et autant dans les garrigues de l'Hérault et du Gard, ainsi que dans les coteaux secs du Razès dans l'Aude. L'effectif total représente 60.000 à 70.000 brebis.

Le système herbacier strict devient rare à cause de la charge croissante du facteur main d'oeuvre et du mode de vie imposé au berger, et à cause de l'aggravation contemporaine des risques sanitaires de l'errance.

Un système voisin correspond à l'ensemble de la population Mérinos d'Arles. Il concerne la majorité des 150 à 180.000 brebis localisées dans un rayon de 50 km autour de St Martin de Crau, de part et d'autre de la route d'Arles à Salon de Provence, ainsi que les 20.000 brebis de Petite Camargue, dans le Gard. Le régime de transhumance est celui des herbaciers mais l'appoint fourrager d'hiver est plus systématique. La plupart des troupeaux sont rattachés à des mas pourvoyeurs de ressources fourragères et la production se polarise sur l'agneau d'hiver.

- la production en zéro-pâturage : ce système se donne comme impératif de rendre le troupeau complètement indépendant des aléas climatiques interannuels et de consentir à toutes les charges exigées par la recherche du produit brut maximal. Pour un assortiment judicieux de ressources fourragères distribuées à l'auge, il tend à éviter toute perte de charge dans l'ajustement précis des apports aux besoins. Par l'immobilisation complète du troupeau dans un bâtiment rationnel, il tend à optimiser les conditions de soin et de conduite de l'élevage.

Les races précoces et prolifiques ainsi que les technologies productivistes avancées y trouvent leur terrain d'élection. L'objectif de production optimisé est la production de 2 agneaux blancs précoces d'hiver, tout en cherchant à maximiser la production de viande par hectare de SFP. Artificielisé, il peut être mis en oeuvre presque partout en France. Sa présence dans une exploitation signale à la fois une bonne structure, de la technicité et du capital disponible.

Mais il reste très dépendant des aptitudes naturelles du site. La vie du troupeau reste étroitement liée à la SFP, et donc à la SAU dans son ensemble. La performance du système dépend beaucoup du coût de production du kilo de matière sèche au stade final de sa distribution à l'auge. Les marges sont toujours meilleures dans les sites à

bonne production fourragère. La pertinence d'ajustement du système au site se mesure ici en terme de coût de production de la tonne de matière sèche rendue disponible à l'auge.

Dans sa version poussée ce système reste rare. On le trouve en Lorraine, Vendée, Loire, Dordogne.

On peut lui rattacher les systèmes de semi-plein-air avec pâturage rationné, dans la mesure où la volonté productiviste y est très affirmée et manifestée par l'objectif de maximisation du poids de viande produit par brebis et par hectare. Les producteurs qui tendent vers ce système constituent la catégorie des ateliers modernisés et plus ou moins spécialisés, qui correspond à une part importante de la clientèle comme aux groupements de producteurs et aux organismes de développement."

Après avoir décrit les systèmes intermédiaires, l'auteur décrit 3 systèmes optimisés pour économiser les charges, pousser la productivité numérique et obtenir un haut niveau de qualité du produit.

• Système herbager typique (Ouest Atlantique) :

- 9 à 10 mois de pâturage de bonne qualité.
- clôture des herbages
- frais limités des abris et de report fourrager.
- race d'herbage prolifique, précoce et de bonne

qualité bouchère.

- production de 2 agneaux d'herbe "primeur" par brebis en une seule saison de reproduction.

• Système bergerie typique (plaine céréalière) :

- affourragement d'hiver complètement maîtrisé.
- bergerie très fonctionnelle.
- race précoce, désaisonnante, prolifique et de

bonne qualité bouchère.

- production de 2 agneaux par brebis, extra, en une seule saison de reproduction, vendus en période de hauts cours.

• Systèmes de base des races rustiques :

- 4 à 6 mois d'herbe bon marché.
- affourragements d'hiver bien maîtrisés.
- bergerie fonctionnelle.
- race rustique, prolifique et désaisonnante.
- production de 2 agneaux par brebis en hiver, en

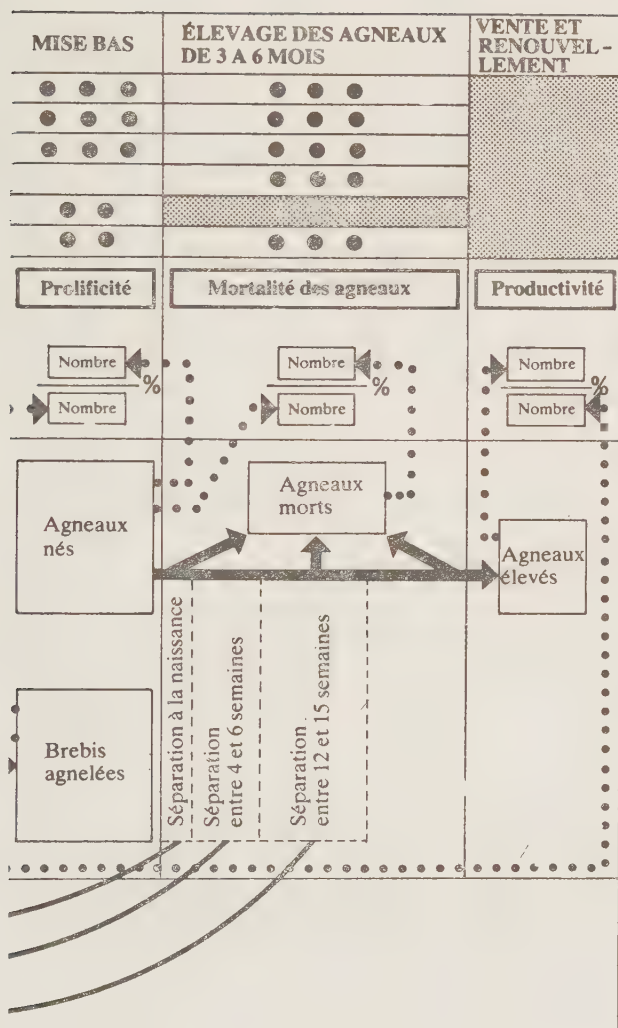
une seule saison de reproduction.

- qualité bouchère moyenne à bonne selon les possibilités du croisement industriel.

Tableau 6.

CYCLE DE PRODUCTION
EN ELEVAGE OVIN VIANDE

			LUTTE	GESTATION	
				3 premiers mois	2 derniers mois
Importance des facteurs	Elevage	Surveillance	● ●		● ● ● ●
		Organisation	● ●		● ● ● ●
	Techniques	Conditions d'ambiance	●		●
		Pathologie	● ●		● ● ● ●
		Alimentation	● ● ●		● ● ● ●
		Physiologie de la reproduction	● ● ●		● ● ● ●
	Génétique	● ● ●		● ● ● ●	
Critères de résultat par cycle de production	INTITULÉ	Fertilité			
	MODE DE CALCUL	Nombre Nombre %			
SCHEMA D'UN CYCLE DE PRODUCTION					
NOMBRE DE CYCLES DE PRODUCTION POSSIBLES PAR AN			3 cycles en 2 ans ou 2 cycles par an 1 cycle par an ou 3 cycles en 2 ans 1 seul cycle par an		



in (22)

Ces systèmes optimisés correspondent aux résultats optima d'études technico-économiques des systèmes d'élevage.

2. Approche technico-économique des systèmes d'élevage

Les éléments à prendre en considération doivent témoigner de la façon dont l'éleveur maîtrise:

- . d'une part l'efficacité technique des facteurs de production utilisés,

- . d'autre part le rapport entre le prix des produits (valorisation commerciale du facteur 2) et les coûts de production : coût de fonctionnement de l'atelier (représenté par le coût des facteurs 1 et 3) et coût de l'organisation (facteurs 4 et 5), auxquels s'ajoute, le cas échéant, le coût de la main d'oeuvre salariée.

La productivité est le critère final de fonctionnement du troupeau pendant un cycle de production. De nombreux critères intermédiaires sont nécessaires pour mesurer le bon ou le mauvais résultat des étapes successives du cycle de production.

Facteur 1	}	Efficacité techni-
Atelier fourrager		
Facteur 2		
Production du troupeau	}	que de la transfor-
Facteur 3		
Alimentation complémentaire	}	
Facteur 4	}	Efficacité de l'or-
Facteur 5		
Equipements		
		ganisation de l'a-
		telier

3. Place de l'élevage ovin dans les exploitations françaises (22)

Diverses études permettent de la déterminer.

Tableau 7.

TYPOLOGIE DES EXPLOITATIONS AGRICOLES

ET

PLACE DE LA PRODUCTION OVINE SELON TYPES D'EXPLOITATIONS

GROUPES	OVIN	ÉLEVAGE DOMINANT						CULTURES			CULTURES SPÉCIALES				ÉLEVAGE HORS SOL		Ensemble
Orientation des productions Type d'exploitation	Ovins spécialisés (1)	Élevage extensif (2)	Vaches reproductrices (3)	Poly-élevage (4)	Bovins boucharde (5)	Polyculture élevage (6)	Vaches laitières (7)	Céréales (8)	Grande culture (9)	Mais (10)	Viticulture (11)	Légumes (12)	Marabout, horticult. (13)	Porcins (14)	Vitellines (15)		
A. Répartition des types d'exploitations (%)	3,9	3,6	9,2	8,8	6,4	4,7	25,9	8,3	1,3	3,5	10,6	2,4	4,1	4,5	2,9		100
B. Exploitations de chaque type ayant des ovins (%)	100	26,8	18,1	16,5	7,7	5	3,9	6,3	6,1	3,3	0,3	1,9	0,4	4,9	3,8		10,6
C. Répartition des exploitations ayant des ovins	35,9	8,9	15,4	13,4	4,6	2,2	9,2	4,8	0,7	1,1	0,3	0,4	0,1	2	1		100
D. Effectif moyen d'ovins par type d'exploitation (nbre de têtes)	78,3	53,4	27,6	21,4	13,2	11,7	6,2	31,8	53,4	27,5	13,4	39,1	18,7	19,4	12,7		45,3
E. Répartition des effectifs entre les types d'exploitations (%)	63,4	10,7	9,5	6,5	1,3	6,1	1,3	3,4	0,9	0,6	1,7	0,8	1	0,9	0,3		100

in (22)

a) Typologie des exploitations agricoles françaises et place de la production ovine dans les différents types d'exploitations - Voir tableau 7. page 27.

A cette époque la production ovine intéresse 10% des exploitations françaises qui se répartissent en 3 groupes :

- groupe d'exploitations ovines spécialisées (type 1). Il représente 4% des exploitations françaises, 36% des effectifs de brebis. Situées dans la moitié Sud du pays surtout, ces exploitations, pour la plupart extensives, étaient menées par des éleveurs assez âgés et procuraient l'un des plus faibles revenus agricoles français.

- groupe à dominante d'élevage (types 2,3,4,5,6,7) où le mouton est le plus souvent associé aux bovins. Cet ensemble comprend 54% des troupes ovines mais ne totalise que 29% des effectifs de brebis. Ces exploitations se répartissent dans toutes les zones traditionnelles d'élevage, et plus particulièrement dans les régions d'élevage extensif (type 2) ou d'herbage (types 3 et 4).

- petit groupe d'exploitations associant une troupe ovine à une production dominante de céréales ou de cultures industrielles (types 8, 9, 10).

- exploitations de cultures spéciales (11,12,13) ou d'élevage hors sol (14 et 15) : l'élevage ovin y est rarement présent.

b) Typologie et résultats, en 1975, des exploitations ayant des ovins

Les résultats de l'enquête ovine 1974-1975 ont confirmé ces informations et particulièrement l'importance de l'association ovin-bovin, même dans les zones traditionnellement moutonnières.

Le tableau 8. présente une typologie des exploitations ayant une troupe ovine, et situe la part économique de l'élevage ovin ainsi que le revenu moyen dans chaque type d'exploitation.

4 . Résultats de l'enquête ovine 1975 (3)

C'est une enquête menée conjointement par le Ministère de l'Agriculture et l'ITOVIC en 1975. L'échantillonnage concerne les 20 départements les plus moutonniers.

Tableau 8.

TYPOLOGIE ET RESULTATS DES EXPLOITATIONS AYANT
DES OVINS (1975)

TYPES D'EXPLOITATIONS	ÉLEVAGE				CULTURE	
	AVEC PARCOURS	SANS PARCOURS				
		Ovins Viande	Ovins Lait-viande	Ovins Viande		Bovins Lait-viande
Nombre d'exploitations	32	29	35	35	33	
Surface agricole utile (ha)	40	45	53	57	122	
Main-d'œuvre (UTH)	2,2	2,4	1,7	1,9	2,5	
Brebis (têtes)	178	173	243	67	138	
Produit ovin	64	76	71	17	12	
Produit d'exploitation						
Emprunts totaux (F/ha)	2 500	2 100	3 100	1 900	2 400	
Revenu agricole (F/ha)	1 300	1 620	1 060	877	990	
Revenu agricole (F/UTH)	26 000	35 000	40 000	33 000	93 000	

in (22)

a) Les exploitations dont une des spéculations utilise les ovins.

- superficie moyenne : 34,5 ha (50% ont moins de 20 ha). 26 ha y sont uniquement consacrés aux animaux. Les plus grandes se trouvent dans les Bouches-du-Rhône et en Lozère; les plus petites dans la Manche. 76% de ces exploitations possèdent des ovins.

- la spéculation ovine concerne principalement la production d'agneaux de boucherie élevés et engraisés sur place (91%). Le lait de brebis est produit par 16% des éleveurs de l'échantillon. La production de reproducteurs reste limitée (2,65%).

- les troupeaux : 55 brebis en moyenne. Un élevage sur deux a moins de 25 brebis. Les troupeaux de la Manche, Cotentins ou Avranchins, utilisés en association avec les bovins, comportent 6 brebis. Les troupeaux Mérinos d'Arles des Bouches-du-Rhône ont 350 têtes.

- la main d'oeuvre est familiale et à temps partiel (90%). Souvent plusieurs membres de la famille s'occupent du troupeau. 15% seulement utilisent de la main d'oeuvre à temps complet ou non.

b) Les exploitants

Les éleveurs sont relativement âgés (50 ans).

1/3 font de l'élevage ovin parcequ'ils y sont contraints, 1/3 parcequ'ils le jugent rentable, les autres parcequ'ils recherchent un certain mode de vie. Ceux qui trouvent l'élevage rentable sont d'abord préoccupés par les problèmes sanitaires, puis par la conduite du troupeau puis par la production fourragère.

Les décisions des éleveurs ne reposent pas toujours sur des données chiffrées (45% enregistrent leurs ventes).

L'amélioration du revenu passe pour eux par :

- .l'accroissement de la productivité des brebis (35%)
- .le choix des reproducteurs.
- .la maîtrise des pertes d'animaux.

c) La production fourragère

26 ha sont consacrés aux animaux pour une superficie totale moyenne de 34,5 ha.

Une exploitation sur deux comporte une zone dont on ne s'occupe pas mais dont les animaux peuvent tirer profit comme les landes et les parcours (15 ha en moyenne). A cet

te zone extensive s'ajoutent dans les Pyrénées Atlantiques et les Bouches-du-Rhône les alpages très éloignés des exploitations sur lesquels le troupeau vit l'été. Grands parcours dans les Bouches-du-Rhône et en Lozère, petits (2 à 6 ha) dans la plupart des autres départements.

La partie la plus étendue de la surface fourragère est la prairie permanente. Trois ou quatre éleveurs utilisent en plus des prairies temporaires ou artificielles (1/3 de la SF). La part relative de ces dernières augmente avec la taille des troupeaux (30% pour ceux de moins de 25 brebis, plus de 50% pour ceux de 100 brebis).

Les prairies artificielles sont moins étendues et moins fréquentes que les prairies temporaires (40% des exploitations). Ces 2 types de prairie sont souvent utilisés dans l'Allier, l'Indre, la Vienne... Les départements très pluvieux (Manche) ou de sol sec (Ardèche) en font peu.

Un éleveur sur deux réalise des fourrages annuels et moins souvent des plantes sarclées.

Les racines fourragères dominent dans la Vienne, le Lot et le Limousin. On rencontre localement des nouveautés comme le maïs fourrager en Vendée, les choux dans la Vienne, la Vendée et la Creuse.

Le chargement des exploitations sans parcours, quand il passe de 2 à 7 brebis/ha SF principale, est corrélié avec la proportion des prairies temporaires et des autres fourrages cultivés.

d) La conduite du troupeau

(1) Alimentation du troupeau

- Ration de base : .provient pour une grande part de l'exploitation. 4% des éleveurs n'utilisent que du fourrage acheté.
- .une grande partie de l'année, la ration de base est apportée par la pâture. 53% pratiquent le pâturage classique, le reste le pâturage tournant.
- 8% utilisent le pâturage à clôture électrique et 1% l'affouragement vert
- .en hiver le foin est traditionnel.
- L'ensilage, surtout de maïs (2/3), n'intéresse que 3% des élevages. La pâture ne demeure l'essentiel que pour une faible part des troupeaux (18%). D'autres laissent les animaux en bergerie avec foin et plantes sarclées ou ensilage.

- Complémentation :
 - .une large majorité d'éleveurs achètent des aliments du commerce pour les agneaux, beaucoup moins pour les brebis, sauf les producteurs de lait.
 - .les brebis reçoivent le plus souvent une complémentation (surtout en phase d'allaitement) à base de céréales.
 - .la technique du flushing est peu appliquée (20%) car peu attractive pour la fertilité. Par contre, complémentation pour l'état général et la productivité numérique.
 - .ceux qui pratiquent des lutttes rapprochées et ceux dont les races sont très prolifiques (Rouge de l'Ouest, Bleu du Maine, Vendéen) complémentent.
 - .Les races rustiques reçoivent peu de concentrés sauf les races laitières et la Caussenarde du Lot.

- Types de production des agneaux :

- .races d'herbage: l'élevage et la finition se font à l'herbe (54% du total). Races laitières, Préalpes, OIF, finition en bergerie (36%).
- .9% font les deux.
- .à l'herbe, les agneaux reçoivent une fois sur 4 des concentrés après le sevrage.
- .les chargements sont moins élevés quand on engraisse à l'herbe (50% des élevages concernés ont moins de 3 brebis/ha, contre 20% dans l'autre cas).
- .1/4 des élevages en bergerie pratiquent le sevrage précoce. L'allaitement artificiel n'est pratiquement jamais utilisé à grande échelle.
- .en règle générale la ration des brebis s'enrichit actuellement, même dans le cas des élevages en plein-air, grâce à la distribution de céréales ou de plantes sarclées

(2) Amélioration génétique

- Races utilisées : la fréquence dépend de l'échantillonnage. Southdown, Charmoise et Lacau-
ne : 40% des élevages de celui-ci. Avec
8 races on touche 70% des effectifs.
- Croisements : ils sont utilisés au moins partiellement
par un éleveur sur 2. Dans 20% des éleva-
ges 2 races de brebis sont en présence.
Au croisement traditionnel avec les bé-
liers dits de race améliorée s'ajoutent
désormais des croisements avec des races
mises en vedette plus récemment : Charol-
laise, Rouge de l'Ouest, Vendéenne. Le
croisement à double étage avec 2 brebis
1/2 sang prolifiques se fait encore rare-
ment (moins de 20%).
- Critères de choix des reproducteurs :
 - .Béliers. 1er critère prioritaire : bonne
conformation (70%). En zone laitière,
bonne valeur laitière de la mère. 10%
des éleveurs mettent la taille ou la vi-
tesse de croissance avant, et 4% le mode
de naissance.
 - .2nd critère prioritaire : 28% des éle-
veurs mettent en second la taille ou la
vitesse de croissance, 12,5% le mode de
naissance. En race pure, Vendéen et OIF
recherchent la prolificité, ainsi que
les éleveurs de certaines races rusti-
ques. Charmois et Southdown ont bonnes
taille et vitesse de croissance.
 - .Agnelles. L'aspect physique prime dans
un cas sur 3, le mode de naissance dans
17% des cas (vient en second dans 14%).
1/3 des éleveurs ont pris conscience de
l'intérêt de la taille de la portée.
On recherche plus de femelles que de mâ-
les nés multiples. L'aptitude au désai-
sonnement n'est plus mise en avant.
- Provenance des béliers : plus de la moitié des éleveurs
utilisent des béliers nés dans leur trou-
peau. La plupart des autres les achètent

à des éleveurs non sélectionneurs. Un utilisateur sur 8 fait appel, partiellement aux troupeaux inscrits.

- Objectif de productivité : Prolificité moyenne de la ou des races. L'éleveur souhaite, par la sélection ou la réduction de la mortalité, se porter au niveau des bons troupeaux de même race.

(3) Physiologie de la reproduction

- Epoque du déroulement des luttés :

• races rustiques	}	Automne
• races du littoral		
• Lacauze	}	Toute l'année
• Caussenarde		
• Blanche de Lozère	}	Printemps
• Préalpes		
• Mérinos d'Arles		
• OIF		
• Laitières	)	Juin/Juillet

Les agnelles sont luttées à l'automne pour des raisons de fertilité.

- Préparation à la lutte : peu d'éleveurs y voient un intérêt. Si elle existe, elle est plus fréquente pour le bélier.
- Méthode de lutte : libre dans 90% des cas. Le bélier n'est pas en permanence dans le troupeau. Une fois sur 2, il y a une période bien marquée, soit à l'automne, soit à contre-saison. Parmi ceux qui laissent le bélier avec le troupeau, certains espèrent accélérer le rythme des agnelages.
9% des éleveurs cherchent à avoir plusieurs périodes de lutte dans l'année, soit qu'ils essaient de mettre en place le système de 3 agnelages en 2 ans, ou, le plus souvent, 2 agnelages dans l'année avec le plus de brebis possible.

- Techniques particulières : 8% des troupeaux sont touchés par les manipulations des chaleurs: accélération, déplacement ou synchronisation des agnelages entraînent le développement de l'insémination artificielle qui intéresse 3% des élevages (en zone laitière surtout).

Tableau 9.

EFFECTIFS MONDIAUX DE MOUTONS EN 1978 (1.000 têtes)

1 030 000	
AMÉRIQUE	115 768
<i>Amérique du Nord</i>	18 278
● U.S.A.	12 387
● Mexique.	4 900
● Canada	455
<i>Amérique du Sud</i>	97 490
● Argentine	37 200
● Uruguay	18 800
● Brésil	17 200
● Pérou	13 000
● Chili.	6 000
AFRIQUE	169 087
● Afrique du S.	31 875
● Éthiopie	23 233
● Maroc	15 058
ASIE	299 937
● Chine	88 000
● Turquie	42 000
● Inde	41 000
● Iran	32 000
OCÉANIE	189 500
● Australie	129 500
● Nouv.-Zélande	60 000
U.R.S.S.	140 900
EUROPE	114 169
<i>Europe de l'Est</i>	39 328
● Roumanie	14 000
● Bulgarie	10 000
● Yougoslavie	7 100
<i>Europe de l'Ouest</i>	74 841
C.E.E. (à neuf)	45 456
● Royaume Uni	21 200
● France.	11 200
● Italie	8 661
● Irlande	2 353
● R.F.A.	1 100
● Hollande.	800
● Belgique, Luxembourg	83
● Danemark	59
● Espagne	15 558
● Grèce	8 300
● Portugal	3 657

in (25)

CHAPITRE II

LES PRODUCTIONS

ET LA SITUATION GLOBALE DU MARCHÉ DE LA VIANDE

A . LA SITUATION MONDIALE

1. Le cheptel

Voir tableau 9. page 36.

Il est à noter que l'URSS et l'Australie sont les premiers producteurs du monde. L'Asie (300 millions de têtes) est la première de tous les continents, puis l'Océanie (190 millions), l'Afrique (170 millions), puis à égalité les Amériques et l'Europe (Russie exceptée) avec 115 millions. Les USA dépassent seulement de 10% la France.

Les effectifs ovins sont très diversement répartis, comparés au nombre d'habitants : Japon : moins d'un mouton pour 100 habitants, USA : un pour 20, France : un pour 5, URSS : un pour 2. La Nouvelle Zélande compte 1.500 moutons par famille d'éleveurs.

C'est une production très concentrée puisque 10 pays ont 60% du cheptel mondial.

2. La production de viande (6)

Voir tableau 10. page 39.

La production mondiale de viande ovine atteint environ 5% de la production mondiale des viandes, toutes

espèces regroupées. En 1978 elle a été de 7 millions de tonnes.

L'importance de la production dépend en partie :

- de la quantité des animaux ; les zones les plus fortes productrices ayant aussi les cheptels les plus importants.

- de l'évolution du cheptel de chaque pays en fonction du choix entre la production de lait, de viande ou de laine. Dans de nombreux pays d'Asie, d'Afrique et d'Europe du Sud, les brebis sont élevées pour le lait, alors que dans l'hémisphère austral la production dominante de laine tend à se conjuguer à une production de viande.

- des conditions socio-économiques des différents pays et du marché mondial.

- de l'évolution de la consommation.

Tout ceci conduit à une évolution de la production différente selon les régions du globe :

- . recul sensible en Amérique du Nord
- . stagnation en Amérique Latine
- . progression moyenne en Afrique, Océanie, Europe
- . progression importante en URSS, Proche Orient et Chine.

3. La consommation (8)

La consommation par habitant varie de 1 à 200 (0,2 kilo. aux Pays-Bas, 9 k en Irlande, 40 k en Océanie).

Dans les pays de l'OCDE, entre 1966 et 1976, la consommation de viande ovine est globalement en régression, mais de façon très variable selon les pays.

Elle a décliné de 48% aux USA, 43% en Australie, 26% au Royaume Uni. Par contre elle s'est accrue de 160% en RFA, 68% en Italie, 47% en Turquie, 46% au Japon, 44% en France, 6% en Irlande et 4% en Nouvelle Zélande.

Le niveau de consommation mondiale semble influencé :

- par l'abondance de la production. Les pays dont la production est abondante (Australie, N.Zél., Irlande et R.U.) sont ceux où la consommation de viande ovine est élevée. L'importance relative des autres productions joue aussi.
- par les traditions et habitudes alimentaires : le pourtour méditerranéen consomme de grandes quantités de viande ovine.

Tableau 10.

EVOLUTION DE LA PRODUCTION MONDIALE DE VIANDE OVINE DEPUIS 1948.

(1.000 tonnes)

Zone	1948-1952	1952-1956	1964	1968	1977	% d'accroissement entre la 1ère période et 1977
Monde	4 255	4 936	6 171	6 617	7 100	+ 67 %
Europe (sans U.R.S.S.)	681	811	994	1 061	1 140	+ 67 %
U.R.S.S.	494	604	842	800	936	+ 90 %
Amérique du Nord	299	342	337	285	185	- 38 %
Amérique Latine	400	420	385	467	416	+ 0,1 %
Proche-Orient	418	482	687	727	950	+ 127 %
Extrême-Orient (sans la Chine)	571	606	677	719	620	+ 9 %
Chine	220	352	540	560	622	+ 182 %
Afrique	515	585	621	754	767	+ 48 %
Océanie	656	733	1 088	1 244	1 050	+ 60 %

in (6)

4. Les échanges (6)

Le commerce mondial porte principalement sur la viande fraîche et surtout sur la viande congelée.

On distingue : .les pays possédant un cheptel important, mais où la vente de la laine représente toujours une part importante des revenus : 55% en N.Zél., 80% en Australie et seulement 4% en France. Le prix mondial de la laine détermine donc largement celui de la viande ovine. En 1979, celui-ci s'est situé à 7,50 F/kg de carcasse. Ces pays produisent également de la viande d'agneau et de mouton et sont, pour la plupart, tournés vers l'exportation : Austr., N.Zél., Argentine, Uruguay.

.la CEE à 9, globalement déficitaire de 281.000 Tonnes (Equivalent carcasse) en 1978, avec la France qui importe un nombre élevé d'ovins vivants de l'Europe de l'Est, et qui constitue un débouché important pour la viande ovine d'autres pays de la CEE. Le R.U importe la moitié de ses besoins de Nouvelle Zélande.

.les pays qui, par suite d'une production insuffisante, absorbent les excédents mondiaux : Japon, USA et certains pays du Moyen Orient producteurs de pétrole.

.enfin les pays possédant parfois des effectifs importants mais dont les échanges avec l'extérieur sont limités (URSS, Chine, Turquie, Inde).

Le commerce mondial de la viande ovine est caractérisé par sa forte concentration. En 1978, deux pays (la N.Zél. et l'Austr.) représentaient 85% des exportations mondiales, et 3 pays (le R.U, le Japon et la France) totalisaient 75% des importations. Le commerce mondial de viande ovine est contrôlé presque entièrement par une dizaine de compagnies britanniques. En 1977, les importations du R.U représentaient encore 30% du commerce mondial de la viande ovine et plus de 50% du tonnage exporté par la N.Zél., qui produit plus de la moitié des exportations mondiales.

Il faut distinguer la viande de mouton et la viande d'agneau, dont les prix mondiaux peuvent évoluer de façons divergentes: - viande d'agneau : prédominance de l'échange entre la N.Zélande et le Royaume Uni. Comparativement aux échanges existants entre les autres pays exportateurs (Austr., Argentine, Irlande) et importateurs (USA, Canada, France, Grèce), le commerce d'agneaux congelés

entre la N.Zél. et le R.U est le plus important (40% des exportations totales).

- viande de mouton : les échanges essentiels s'effectuent entre l'Australie et le Japon. Il existe un important pays fournisseur : la N.Zél., et un groupe d'importateurs (USA, Canada, R.U, Grèce et pays du Moyen Orient). De nouveaux marchés vont s'ouvrir : les pays de l'OPEP, certains pays de l'Asie du Sud-Est, Hong-Kong, Singapour, la Malaisie sont des clients potentiels. Par ailleurs l'Irak et l'URSS passent des marchés de plus en plus importants.

Les courants d'échange provenant d'Océanie comportent un certain niveau de spécialisation. Les exportations néo-zélandaises comportent 3/4 de viande d'agneau et 1/4 de viande mouton; en effet la N.Zél. exporte plus de 90% de sa production d'agneaux, mais 60% seulement de sa production de moutons. La tendance est inverse pour l'Australie.

Les échanges mondiaux portent sur 15% de la production mondiale de mouton et d'agneaux et sur 7% des productions bovine et porcine.

B . LA SITUATION COMMUNAUTAIRE (6)

1. Le cheptel

Entre 1968 et 1978, le cheptel communautaire (45 millions d'ovins en 1978) a peu augmenté (environ 8%). Celui de l'ancienne Communauté des "six" a progressé régulièrement. Le cheptel irlandais a enregistré une baisse sensible de 1973 à 1977 (2,8 millions à 2,5). Le cheptel britannique est resté stable (20,5 millions d'ovins en 1978).

Voir tableau 11. page 42.

D'un point de vue régional, l'élevage ovin de la CEE régresse en plaine où il subit la concurrence d'autres spéculations, dont l'élevage bovin; il progresse en revanche dans certaines zones défavorisées.

Répartition par zones : (9)

- zones à très forte concentration ovine :

(moteur de l'économie régionale, sols pauvres)

Sardaigne	Provence	Ecosse
Midi-Pyrénées	Pays de Galles	Ctés Galway & Wicklaw (Ir!).

- zones à forte concentration ovine :
(rôle import. dans l'éco.rég^{le} en assoc. d'autres prodns)
Sicile | France Sud-Ouest | Ouest Irlande
Italie du Sud | et Mass. Central | Nord de l'Angleterre
- zones à population ovine diffuse :
(simple compl^t de ressources de l'économie régionale)
Centre France | Côte belge et Danemark | S.Irlande
et Bass.Parisien | (Mer du Nord)
- zones où la spéculation ovine a presque disparu :
Ouest France } au profit Nord Italie }
Danemark } des bovins Allemagne } au profit
Basse Saxe } Angleterre } des industries
Belgique }

Tableau 11.

CHEPTEL OVIN ET CAPRIN

(mois de Décembre de l'année précédente)

Pays de la C.E.E. :	milliers de têtes	
	1978	1979
R.F.A. :	1.135	1.136
France :	11.255	11.450
Italie :	8.694	8.998
Pays-Bas (1) :	523	540
Belgique :	84	85
Luxembourg :	5	5
Royaume-Uni :	20.524	21.740
Irlande :	2.526	2.418
Danemark (2) :	57	57
Total C.E.E. :	44.803	46.429

(1) au mois de Mai

(2) au mois de Juin

in (6)

2. La production

a) Chiffres (6)

En 1978, la production indigène de viande ovine a été pour la CEE de 505000 tonnes (production brute), très inégalement répartie entre les pays membres : R.U 47%, France 30%, Irlande 8%, Italie 7%, RFA 3%, Pays-Bas 3%, UEBL et Danemark 1%. Elle représente 2% de la production toutes viandes de la Communauté. La production néo-zélandaise (494.000 tonnes) et australienne (490.000 tonnes) avoisinent la production communautaire.

b) Les 3 grands groupes de systèmes de production en CEE

- le système des Iles britanniques (GB et Irlande)
- les systèmes de l'Europe continentale du Nord-Ouest (RFA, Bénélux, Danemark, Nord et Centre France)
- les systèmes méditerranéens (Italie, Sud France)

. Le système des Iles britanniques : (21)

Toute la production ovine est organisée selon une production à 3 étages étroitement solidaires les uns des autres du fait des croisements très standardisés pratiqués entre les races pures de chacun d'eux. Il ne s'agit pas de 3 systèmes de production bien délimités et autonomes, mais de 3 composantes d'un système unique.

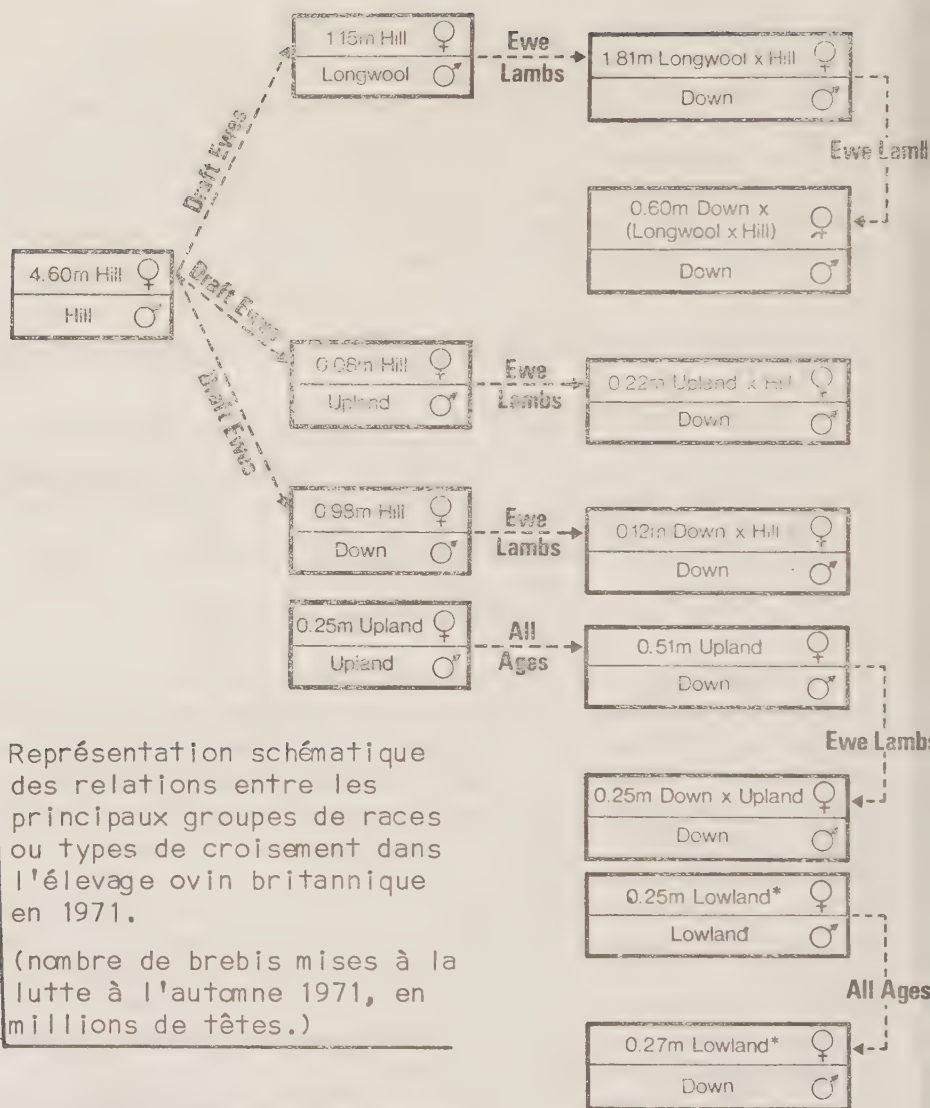
Voir tableau 12, page 44.

- les zones de montagne (Hills Areas), qui servent de réservoir à femelles, constituent la base de l'industrie ovine. Les races de montagne (Scottish, Black Face, Welsh Mountain, Cheviot...) sont conduites très extensivement en race pure. Après 3 ou 4 agnelages, elles sont vendues aux éleveurs des Uplands.

- les zones de collines (Uplands) : les brebis de transfert, dans ces zones à climat moins rude, sont croisées avec des béliers améliorant le format et la prolificité (Border--Leicester, Clun-Forest, Tees water...)

- zones de plaine : les agnelles 1/2 sang achetées dans les Uplands sont utilisées pour la production intensive d'agneaux de boucherie avec des béliers "down" (surtout Suffolk). C'est également dans ces zones que sont gé

Tableau 12.



Représentation schématique des relations entre les principaux groupes de races ou types de croisement dans l'élevage ovin britannique en 1971.

(nombre de brebis mises à la lutte à l'automne 1971, en millions de têtes.)

* Romney, Devon and Lowland breed classes combined
Source: MLC sheep breed survey 1972.

Troupeaux de
montagne

Troupeaux de
colline

Troupeaux de
plaine

in (21)

néralement engraisés les agneaux mâles des étages supérieurs.

La solidarité constatée entre les différents types d'élevage ovín est renforcée par une spécialisation méticuleuse des fonctions qui permet au maximum d'exploiter les potentialités des différents milieux (climat, superficies utilisables, disponibilités fourragères).

La production ovine très extensive apparaît comme la seule activité économique intéressante dans les 6 à 8 millions d'hectares des Uplands et des Hills (Pays de Galles, en Ecosse, dans le Nord de l'Angleterre et en Cornouaille. Altitude voisine de 700 m. Sol pauvre, acide, souvent rocailleux et constitué de tourbes marécageuses. Climat froid. Précipitations importantes permettant une végétation spontanée non négligeable).

Grâce aux moutons le rôle économique des Hills et des Uplands est important. Ces zones dans lesquelles se trouvent 60% du cheptel ovín britannique fournissent directement le 1/3 de la production nationale de viande ovine (et 50% de la viande d'agneau) et la moitié de la laine brute du Royaume-Uni. Pour maintenir un certain équilibre entre ces 3 étages, donc cimenter cette solidarité, le gouvernement anglais utilise des sommes importantes. Il base les subventions sur le nombre de têtes de brebis (Hill Sheep Subsidies). Les subventions versées dans les Hills et les Uplands favorisent la constitution d'un important réservoir de femelles et maintiennent un certain peuplement humain dans des zones qui seraient autrement désertées.

. Les systèmes de l'Europe continentale du Nord-Ouest :

(9)

- zones d'herbage : viande à coût réduit

. littoral ou intérieur.

. élevage de plein-air ou 1/2 bergerie.

. très petits troupeaux en complément des bovins.

Développement important après seconde guerre mondiale.

- Centre Ouest : production intensive

. à partir des exploitations de polyculture-élevage, par intensification fourragère.

- .semi-bergerie.
- .petits troupeaux

Développement important après seconde guerre mondiale

- zones de grande culture : capital peu rentable
main d'oeuvre rare
 - .valorisation des sous-produits cultureux.
 - .bergeries.
 - .grands troupeaux.

En régression.

- zones de montagne et troupeaux ambulants :
Pâturage de friches, entretien des paysages.
 - .parcours extensifs.

Grands troupeaux transhumants en baisse, petits en augmentation.

. Les systèmes méditerranéens :

- systèmes laitiers : bonne infrastructure commerciale
 - .Rayon de Roquefort.
 - .Italie insulaire.
 - .très spécialisés.

En extension.

- systèmes à viande : seule spéculation possible sur certaines zones.
 - .Languedoc
 - .Provence
 - .Italie du Nord
 - .extensifs
 - .parfois transhumance.

Maintien.

- systèmes différenciés : peu rentables
 - .lait ou viande ou laine
 - .Italie centrale et du Sud

Disparition sauf si intensification ou spécialisation.

c) Les différentes catégories d'animaux produits et commercialisés - La saisonnalité de la production -

Ce sont des aspects importants de la production de viande ovine. Ils interviennent directement dans les fluctuations de l'offre et de la demande, et , en conséquence sur les prix et les échanges.

3. La consommation (6)

La consommation de viande ovine dans les pays de la CEE est restée relativement stable ces dernières années : 800.000 tonnes par an. Cette stabilité est due à deux tendances opposées : - baisse très sensible et régulière de la consommation au Royaume-Uni (472.000 tonnes en 1973, 400.000 en 1977).

- augmentation importante en France (180.000 tonnes en 1973, 198.000 en 1977) et en RFA (25.000 tonnes en 1973, 43.000 en 1977).

Cette consommation représente environ 4% de celle de viandes et abats comestibles de la CEE.

La consommation moyenne par habitant et par an pour la CEE était en 1978 de 3 kg, soit : 9 kg en Irlande, 8 au RU, 3,7 en France, 1,3 dans l'UEBL, 1 en RFA et en Italie, 0,4 kg au Danemark et 0,2 aux Pays-Bas.

4. Les échanges (6)

a) Les importations :

L'approvisionnement de la CEE en viande ovine n'est assuré qu'à 65% par la production indigène. Cependant l'accroissement de ce taux d'auto approvisionnement depuis 1973 traduit une diminution des importations totales (1973: 315.000 tonnes-1978: 281000 t.)

Les principaux pays fournisseurs de la CEE sont :

- la Nouvelle Zélande (plus de 80% du total)
- l'Argentine (5%)
- l'Australie (4,5%)
- la Hongrie (3%)

Voir tableau 13, page 48.

Tableau 13.

IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE (tonnes)

	1977	1978
<u>Importations totales</u>		
Autres pays		
Grèce	2 796	1 145
Espagne		1
Portugal	428	1 002
Nouvelle-Zélande		8
Argentine	220 581	231 766
Australie	16 993	11 164
Hongrie	5 758	12 114
Bulgarie	8 043	6 866
Pologne	838	2 488
Yougoslavie	4 232	4 822
Uruguay	3 583	3 824
D.D.R. (1)	2 450	2 063
Roumanie	2 305	3 625
	229	418
Total général	268 236	281 306

in (6)

Les pays de la CEE qui s'approvisionnent dans les pays tiers sont :

- le Royaume-Uni : 225.000 tonnes (80% des importations totales de la CEE), dont 200.000 tonnes d'agneaux congelés.

- l'Allemagne : 20.000 tonnes

- l'Italie : 20.000 tonnes

- la France : 6.000 tonnes

- l'UEBL : 4.000 tonnes

- les Pays-Bas : 1.200 tonnes

b) Les exportations :

Elles sont faibles (4.000 tonnes en 1975 et 6.000 tonnes en 1976) Elles sont destinées à des pays tiers européens (Suisse) ou méditerranéens (Libye). Elles proviennent pour l'essentiel d'Irlande et du R.U.

c) Les échanges intra-communautaires :

Ils ont progressé en 1978 (102.500 tonnes contre 92.800 en 1977). Il s'agit principalement de 40 à 50.000 tonnes de viande destinée à la France, en provenance du Royaume-Uni, d'Irlande, de la RFA, et des Pays-Bas.

d) Le marché communautaire :

Les états membres de la CEE appliquent :

- vis à vis des pays tiers un tarif douanier commun : on n'applique pas, sur les viandes ovines importées, de droits de douane ou taxes à effet équivalent dont le niveau global dépasserait 20% de la valeur déclarée en frontière. Les droits sont "consolidés" à 20% de la valeur, quelle que soit la quantité importée. Les droits sont libres pour les ovins vivants.

- vis à vis des pays de la CEE : en dehors de la France qui bénéficie de l'organisation nationale du marché, il n'existe pas de règlement communautaire du marché de la viande ovine au début de 1980.

Voir chapitre III, le conflit Marché Commun.

Tableau 14.

BILAN DE VIANDE OVINE DANS LA C.E.E. 1977 ET 1978 (1.000 T carc.)

	Production	Consommation	Exportation	Importation	Prix de gros (FF/kg carc.)
Royaume Uni 1977 1978	229 239	397 402	52 57	220 220	9,60 10,70
Irlande 1977 1978	33 32	30 23	8 17	5 8	10,50 17,60
France 1977 1978	141 147	195 202	- -	54 55	18,00 19,90
Italie 1977 1978	36 39	63 80	- -	27 41	13,40 15,20
Belgique 1977 Luxembourg 1978	4 4	9 8	5 9	10 13	21,10 22,40
Pays-Bas 1977 1978	17 20	4 4	13 16	- -	17,90 19,30
R.F.A. 1977 1978	15 16	34 33	10 12	29 29	15,00 17,00
Danemark 1977 1978	1 1	2 2	- -	1 1	13,40 13,90
Total C.E.E. 1977 1978	476 498	734 754		258 256 (solde)	

in (8)

e) Bilan de la viande ovine dans la CEE en 1977-1978 :

Voir tableau 14. page 50.

Jusqu'en 1978, la formation des prix de la viande ovine dans la CEE était déterminée par deux marchés : le marché britannique et le marché français. Le premier influençait directement le niveau du prix du marché irlandais, le second déterminait le niveau du prix reçu par les producteurs situés dans les états membres de l'ancienne Europe des 6, qui produisent essentiellement de la viande ovine destinée à approvisionner le marché français.

En 1978, les facilités accordées par la France aux importations irlandaises ont entraîné une hausse spectaculaire du prix du marché en Irlande. Les différences de prix de marché par rapport à celui de la France peuvent s'expliquer par le fait que les marchés représentatifs de ces pays subissent l'influence d'importations destinées aux besoins de la consommation intérieure, souvent de qualité inférieure à celle de la production indigène destinée à l'exportation vers la France. (9)

Les circuits d'importation se font en 2 étapes :

Australie	---	R.U	----	France	} les pays concernés en (2) se fournissent à bon marché auprès de (1) et nous exportent leur production nationale à un prix plus élevé.
N.Zélande				Belgique	
				RFA	
Argentine	---	RFA		France	
N.Zélande		P.Bas	---		
Yougoslavie					}
Bulgarie	---	Italie	--	France	
N.Zélande					
Argentine					
(1)		(2)		(3)	

C . LA SITUATION FRANCAISE

La viande représente la source de revenus la plus importante pour les éleveurs d'ovins, puis viennent le lait et la laine (qui sortent des limites de cet exposé).

Tableau 15.

IMPORTATIONS (1) EXPORTATIONS (2) D'OVINS ET CAPRINS VIVANTS EN 1977 (têtes)

(1)	Ovins re- : producteurs : ovins : de race : domestiques : reproduc- : pure : : teurs de : : : race pure	Caprins : domestiques : : : : race pure	Autres : caprins : : : : ques	Ovins et : caprins : : : : domestiques : race pure	Total sans : les repro- : : : producteurs de : : : : caprins	TOTAL : ovins et : : : caprins
U.E.B.L.	--	3 012	--	--	3 012	3 012
Pays-Bas	7	85.634	--	--	86.076	86.083
R.F.A.	79	94.788	1	442	94.789	94.868
Italie	4	34.216	--	--	34.216	34.220
Royaume-Uni	15	32.702	--	7	32.713	32.728
Irlande	--	--	--	--	--	--
Danemark	--	--	--	--	--	--
C.E.E.	105	250.352	1	449	250.806	250.911
Autres pays	--	--	--	--	--	--
Europe de l'Ouest	--	--	--	--	--	--
Autriche	--	--	3	--	13	13
Suisse	--	--	--	--	--	--
Europe de l'Est	--	--	--	--	--	--
U.R.S.S.	210	--	--	--	--	210
R.D.A.	--	37.452	--	--	37.452	37.452
Pologne	--	46.387	--	--	46.387	46.387
Hongrie	--	102.996	--	--	102.996	102.996
Roumanie	--	11.276	--	--	11.276	11.276
Bulgarie	--	--	--	--	--	--
Yougoslavie	--	--	--	--	--	--
Autres pays	--	--	--	--	--	--
Australie	--	--	--	--	--	--
TOTAL TOUS PAYS	315	448.463	4	449	448.930	449.245

(2)	(	U.E.B.L.	88	60	14	3	--	--	77	165	)
	(	Pays-Bas	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	R.F.A.	276	7	1	186	--	--	194	470	)
	(	Italie	119	--	--	989	--	--	989	1.108	)
	(	Royaume-Uni	63	--	--	--	--	--	--	63	)
	(	C.E.E.	546	67	15	1.178	--	--	1.260	1.806	)
	(	Autres pays									)
	(	Europe Ouest									)
	(	Suisse	1	--	3	42	--	--	45	46	)
	(	Espagne	239	--	16	23	--	--	39	--	)
	(	Andorre	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Grèce	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Autriche	--	--	25	--	--	--	25	25	)
	(	Portugal	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Pays de l'Est									)
	(	R.D.A.	60	--	--	--	--	--	--	60	)
	(	U.R.S.S.	--	--	142	--	--	--	142	142	)
	(	Yougoslavie	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Pologne	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Roumanie	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Bulgarie	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Tchécoslovaquie	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Hongrie	20	--	--	--	--	--	--	20	)
	(	Autres pays									)
	(	Sénégal	--	--	11	--	--	--	11	11	)
	(	Tunisie	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	Rép. Sud Afric.	13	--	--	--	--	159	159	13	)
	(	Martinique	3	--	--	--	--	--	70	162	)
	(	Réunion	--	20	16	34	--	--	112	114	)
	(	Tchad	2	112	--	--	--	--	4	4	)
	(	Népal	--	4	--	--	--	--	24	24	)
	(	Koweït	--	--	24	--	--	4	4	4	)
	(	Algérie	--	--	--	--	--	--	--	--	)
	(	TOTAL TOUS PAYS	884	203	252	1.277	163	163	1.895	2.779	)

. Le cheptel

a) Ovins vivants : - Voir tableau 15. pages 52-53.

Les exportations d'ovins et caprins vivants continuent de décroître (4.985 têtes en 1975, 2.861 en 1976, 2.779 en 1977) et concernent, pour les ovins, surtout les reproducteurs de race pure (884 en 1977).

Les importations concernent surtout des animaux destinés à l'abattage pour la viande et proviennent globalement pour moitié des pays de la CEE et pour moitié des pays d'Europe de l'Est.

b) Abattages contrôlés : (20)

L'évolution des abattages contrôlés a été assez forte en 1979. Ovins et caprins confondus, le nombre d'animaux abattus atteint 8.815.300 têtes, dont 5,46% sont des animaux importés vivants et 94,54% des animaux indigènes.

Abattages contrôlés d'ovins et caprins
(milliers de têtes)

	1977	1978	1979
FRANCE	8.004,1	8.247,7	8.815,3
R.U.	11.356	11.496	n.c
C.E.E.	28.587	29.367	n.c
F ^{ce} /CEE	27,9%	28%	n.c
R.U/CEE	39,7%	39,1%	n.c

Source SCEES

N.B. l'année 1979 présente une augmentation de 6,8% par rapport à l'année 1978.

2. La production (20)

a) Chiffres :

La production de viande a progressé en 1979 de 7,9% par rapport à 1978. La progression moyenne sur les trois dernières années se situe à 4,75%.

Production de viande ovine et caprine (par 1.000 tonnes)

	1977	1978	1979
FRANCE	145	147	159
R.U.	228	237	n.c
C.E.E.	486	505	n.c
Fce/CEE	29,8%	29,1%	n.c
R.U/CEE	46,9%	46,9%	n.c

Source Eurostat

Durant les deux dernières années, le Royaume Uni prend la 1ère place et la France la seconde des producteurs à l'intérieur de la Communauté.

b) Types de production :

(1) Type d'animal : enquête du SCEES 1974 : les agneaux constituent 80% du cheptel abattu chaque année.
(32)

Ventes élevage : (têtes)

Agneaux de lait	:	511.500
Autres pour embouche	:	153.800
Agnelles	:	236.800
Brebis	:	342.300
Béliers	:	49.100
TOTAL	:	1.293.300

Ventes boucherie, y compris
l'autoconsommation(1974).

Catégories	Effectifs	Poids moyen (kg)	Poids total vif (tonnes)
Brebis de réforme	846 200	55,2	46 710,2
Béliers de réforme	57 200	69,5	3 975,4
Agneaux de lait 15 kg vifs	382 700	12,9	4 936,8
Autres agneaux 6 mois	4 482 000	33,8	151 491,6
Agneaux 6 à 12 mois	1 499 600	37,3	55 935,1
Moutons 1 an et +	44 300	45,0	1 993,5
Toutes catégories	7 312 000	—	265 042,7

(2) Productions régionales et saisonnalité :

Les sorties d'ovins destinés à la boucherie s'échelonnent assez régulièrement au long de l'année. Cependant, la variation saisonnière est caractérisée par deux pointes, l'une en Avril et l'autre en été, tout en gardant une amplitude faible. Elle s'explique par le fait que la majorité des brebis, du fait de leur période sexuelle, sont luttées à l'automne, agnellent au printemps, et la fin de l'engraissement des agneaux se situe à l'été ou automne suivant, en fonction du type d'agneau produit.

Ventes mensuelles d'agneaux de boucherie :

Têtes		
Jan. 405.600	Mai 526.600	Sept. 619.900
Fév. 476.300	Juin 530.700	Oct. 560.500
Mars 501.400	Ju ^t 608.200	Nov. 454.500
<u>Avr. 594.100</u>	<u>Août 648.400</u>	Déc. 482.200

Cela se traduit par des déséquilibres saisonniers dans les productions des différentes régions naturelles. En fonction des conditions climatiques et structurelles, les diverses régions françaises ont été amenées à se spécialiser. En région Poitou-Charente, par exemple, assez arrosée et bénéficiant de bonnes structures d'exploitation, la spécialisation s'est faite dans la produc-

tion d'agneaux d'herbe. Celle-ci évite en effet les frais entraînés par la conservation d'agneaux l'hiver (bâtiments, reports d'alimentation, productivité numérique inférieure).

Dans les zones de montagne, du fait de la pratique de la transhumance, les agneaux naissent souvent à la descente des alpages et sont finis en bergerie pour être commercialisés en hiver ou au printemps. Les zones à climat méditerranéen doivent s'efforcer de commercialiser leurs agneaux avant la sécheresse et l'arrêt actif de la végétation.

Ces deux exemples montrent qu'il y a des coûts de production différents entre agneaux d'été et agneaux d'hiver, qui devraient se traduire par des cours différents.

Type d'animal et saisonnalité de la production de viande ovine entraînent une différence notable avec la production de viande bovine :

- la viande bovine est surtout assurée par l'abattage d'animaux de réforme (V.L notamment) et ensuite d'animaux de provenances très diverses : du veau au châtiron de 30 mois, dont la croissance s'effectue toute l'année.

- la viande ovine est principalement constituée de viande d'agneaux d'âge relativement constant (3 à 7 mois). Selon les modes de conduite les plus courants, une brebis fait un agnelage par an et les éleveurs groupent généralement les agnelages de leurs brebis.

- zone la plus septentrionale (Nord, Région Parisienne, Picardie, Est) : l'amplitude saisonnière de la production est faible. Poids moyen des agneaux à l'abattage : 18 à 21 kg (21,5 dans le Nord) carcasse.

- Ouest (Normandie, Bretagne, Poitou-Charente) amplitude saisonnière très forte, avec un minimum en Août P.M.A.A : 17,5 kg de carcasse, sauf en Haute-Normandie où ils sont plus lourds. Ces régions correspondent à des zones d'herbage à climat plutôt océanique.

- Centre de la France, qu'on peut inclure dans les zones d'herbage. L'amplitude saisonnière est moins élevée, avec un maximum en Août. P.M.A.A : 18 kg

- Limousin, également dans les zones d'herbage, a une grande amplitude saisonnière et le PMA est faible.

- Dans le Sud-Ouest, la région Midi-Pyrénées a un maximum de production de Mars à Mai, ce qui s'expli-

que par la forte spécialisation laitière d'une partie de la région. PMA plus élevé.

- Région Aquitaine : amplitude saisonnière très élevée, avec un net maximum en Mars.

(3) Les produits : un ovin abattu donne lieu à 2 types de produits : - la carcasse : animal dépouillé éviscéré, sans tête et sans pieds.

- le cinquième quartier : peau, tête, abats rouges (foie, coeur, poumons), abats blancs (les boyaux, la panse, les testicules, le ris, les pieds) dont nous ne parlerons pas.

. La carcasse : il faut un système qui caractérise avec précision la valeur des carcasses pour permettre : (24)

- une clarification des transactions,
- une bonne connaissance des marchés de production et de la consommation,
- une orientation convenable des productions (ou des consommations).

La qualité fut difficile à définir de façon objective au niveau national pendant longtemps. La grille EUROPA est officiellement utilisée depuis le 1er Janvier 1977. Elle comporte 2 critères : la conformation et l'état d'engraissement, quels que soient la race, le sexe, l'âge ou le poids. Elle se traduit par le marquage des carcasses au moment de l'abattage, à l'aide d'un tampon désignant les classes de conformation et l'état d'engraissement.

Il faut noter que la grille Europa ne tient donc pas compte de l'âge; ainsi des carcasses de valeurs commerciales différentes, provenant les unes d'animaux jeunes et les autres de bêtes de réforme, sont marquées de la même façon. Or le poids moyen des carcasses d'agneaux est assez proche de celui des carcasses de brebis. Ex.: en 1975 : poids moyen des carcasses d'agneaux:16,3 kilo, poids moyen des carcasses de brebis : 23,2 Kg.

3. La consommation

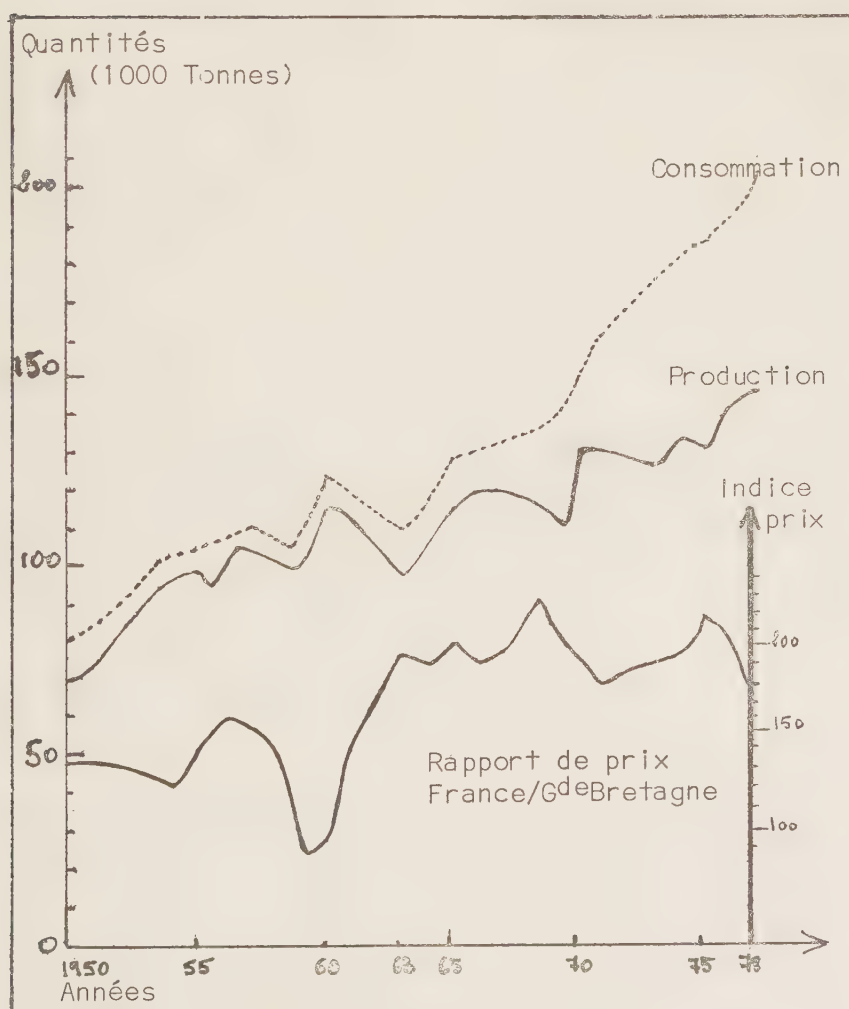
La consommation de viande ovine augmente régulièrement depuis 1963. L'accroissement des revenus et l'extension de l'urbanisation sont les principales causes de cette augmentation. Puis viennent la hausse moins rapide du prix du mouton, à cause des importations crois-

santes, et l'arrivée en France des rapatriés d'Algérie et des immigrés méditerranéens,

De 1976 à 1977, on constate un accroissement de 2%, Alors que la consommation moyenne par habitant est de 2,3 kg en 1963, elle est de 3,7 kg en 1976. (8)

Tableau 16

EVOLUTION DE LA CONSOMMATION, DE LA PRODUCTION ET DU PRIX DE LA VIANDE OVINE EN FRANCE (1950-1978)



in (8)

4. Les échanges

a) Le marché intérieur : (22)

(1) les animaux maigres : la grande majorité des éleveurs pratique à la fois le naissage et l'engraissement. Il existe malgré tout une certaine division du travail. Par exemple le nombre d'engraisseurs spécialisés ne possédant pas de brebis mères a augmenté de 25% entre 1970 et 1974.

Trois catégories d'animaux entrent dans ce marché :
- agneaux issus de brebis laitières : les agneaux issus de l'élevage laitier sont soit abattus très jeunes, soit dirigés vers des ateliers d'engraissement. En 1972, dans les régions Aquitaine et Midi-Pyrénées, il y a eu 385.000 agneaux vendus maigres. Ce marché intéresse principalement des animaux issus de la zone de Roquefort - les ateliers d'engraissement étant situés dans le Lot et le Nord-Aveyron - et il est très saisonnier, l'essentiel des ventes se situant de fin Octobre à début Juin. Dans les Pyrénées Atlantiques, les agnelets mis sur le marché sont abattus, mais on note actuellement une augmentation des achats pour l'engraissement.

- broutards : ils sont issus d'élevages situés dans des zones difficiles qui ne peuvent pas nourrir tous les agneaux à la même saison. Si c'est l'hiver (Auvergne, Alpes Provençales), les agneaux sont vendus en début d'hiver pour être engraisés dans des zones à climat moins rigoureux. Si c'est l'été (Sud-Est, Plaines littorales sèches de la zone méditerranéenne), les agneaux sont vendus au printemps. Le nombre des agneaux ainsi commercialisés dépend essentiellement des conditions météorologiques, de l'état des ressources fourragères dans l'élevage naisseur et des conditions de marché.

- agneaux maigres importés : en provenance de pays de l'Est. Ils sont engraisés dans des ateliers spécialisés, la plupart dans le Sud-Ouest.

(2) les animaux destinés à la boucherie, les grands pôles producteurs-consommateurs : (Doutonnet-INRA de Montpellier : *Bilan de la viande ovine par régions*)

Il ressort de ces enquêtes que :

- il existe un gros pôle excédentaire dans la zone Centre-Ouest comprenant Poitou-Charente, Auvergne, Limousin. Des échanges ont lieu entre ces 3 régions pour les animaux vi-

vants, ainsi qu'avec le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur. L'essentiel des expéditions se fait sous forme de carcasses, d'abord vers la région parisienne et la Côte d'Azur, puis vers la Normandie et la Bretagne, et enfin vers Bordeaux.

- le second pôle de production excédentaire est le Sud du Massif Central (Aveyron, Tarn, Lozère) qui approvisionne la région Rhône-Alpes sous forme de carcasses, le Languedoc-Roussillon et la Provence-Côte d'Azur sous forme d'animaux vivants et de carcasses à parts sensiblement égales.

- un pôle de consommation et de production est déficitaire dans la région Provence-Côte d'Azur. Si la production y est importante, elle ne couvre pas les besoins très élevés des consommateurs locaux. Les échanges se font entre les Alpes du Sud et les villes de la côte méditerranéenne. Le déficit est comblé par les arrivages de viande ovine produite dans le Centre-Ouest et le Sud du Massif Central.

- un gros pôle de consommation : la Région Parisienne. Son approvisionnement se fait essentiellement par carcasses venant du Centre-Ouest, de la Bretagne et du Berry. Les importations de carcasses ont ici une importance non négligeable.

- une vaste zone de consommation et de production déficitaire couvre le 1/3 Nord de la France : Bretagne, Normandie, Nord et Nord-Est.

Qualitativement, du fait de l'hétérogénéité de la viande ovine et des habitudes régionales de consommation, les demandes régionales diffèrent en fonction de la qualité des carcasses et en particulier de leur poids :



Poids moyen des carcasses préférées sur les grands marchés régionaux.
(poids en Kg)

Tableau 17.

BILAN DES IMPORTATIONS DE VIANDE OVINE
EN FONCTION DE L'ORIGINE ; 1975, 1976, 1977.

(quantités en tonnes)

ORIGINE ANNEE		PAYS ANCIENS MEMBRES	PAYS NOUVEAUX MEMBRES	PAYS TIERS	TOTAL
1975	QUANTITES	22775	29506	6696	58977
	% DU TOTAL IMPORTE	39	50	11	100
1976	QUANTITES	25972	17169	5864	49005
	% DU TOTAL IMPORTE	53	35	12	100
	VARIATION 1976/1975	+ 14	- 42	- 12	- 17
1977	QUANTITES	27079	21733	5892	54704
	% DU TOTAL IMPORTE	49	40	11	100
	VARIATION 1977/1976	+ 4,3	+ 26,6	+ 0,5	+11,5

in (14)

La viande de brebis, différente de celle de l'agneau, est consommée essentiellement dans des régions à forte implantation de populations Nord-Africaines. Les principaux pôles sont les villes des régions Aquitaine, Midi-Pyrénées et Languedoc,

b) Le marché international :

- chiffres : en 1977 la production française n'a couvert que 72% de la consommation.(11) Afin de combler ce déficit important, nous avons recours aux importations de viande ovine soit en vif soit en carcasses, fraîches ou réfrigérées, soit en congelés.

Ces importations sont en provenance :

- des pays de la CEE.
- des pays tiers.

Les 1^{ers} pays exportateurs de viande ovine vers la France sont les 5 anciens partenaires de la CEE, et en particulier les Pays-Bas et l'Allemagne, qui ont fourni plus de 27.000 tonnes en 1977 contre 26.000 en 1976 sous forme de viande fraîche et d'animaux vivants.

Ensuite viennent l'Irlande et surtout le Royaume-Uni en tête des nouveaux pays membres de la CEE. Ces 2 pays ont exporté vers la France en 1977 : R.U : 19.890 t, Irl.: 1.840 tonnes, contre 16.000 et 1.180 t en 1976, principalement sous forme de viande fraîche.

Voir tableau 17. page 62, et tableau 18. pages 64-65.

- modalités des importations : notice ONIBEV
(14) (20)

La viande ovine est l'une des rares productions agricoles à ne pas avoir été régie par une organisation communautaire des marchés avant ces derniers mois. En l'absence de règlement communautaire, la réglementation définie par l'ONIBEV était toujours en vigueur au début de 1980 :

Les ovins vivants et la viande ovine fraîche en provenance des pays anciens membres de la CEE (Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, RFA et Italie) pouvaient pénétrer librement sur le marché français.

Les ovins vivants et la viande ovine fraîche en provenance des nouveaux pays membres de la CEE (Angleterre, Irlande et Danemark) et des pays tiers ne pénétraient en France que si le prix officiel du marché français était supérieur au prix seuil fixé annuellement (Avril 77 17,50 F/Kg carcasse, 79 : 19,85 F/Kg carcasse). Dans ce cas les importations étaient possibles avec :

Tableau 18.

IMPORTATIONS (1) EXPORTATIONS (2) DE VIANDE OVINE ET CAPRINE EN 1977 (tonnes)

(1)	Viande ovine fraîche ou réfrigérée	Domestique congelée	Autres	Viande caprine	TOTAL
<u>IMPORTATIONS</u>					
U.E.B.L.	27,2	--	--	--	27,2
Pays-Bas	14.074,6	1,7	--	9,8	14.086,1
R.F.A.	7.981,2	12,3	--	--	7.993,5
Italie	55,1	--	--	--	55,1
Royaume-Uni	19.188,4	185,4	--	--	19.373,8
Irlande	1.838,8	--	--	6,7	1.845,5
Danemark	8,9	--	--	--	8,9
C.E.E.	43.174,2	199,4	--	16,5	43.390,1
Autres pays Europe Ouest					
Suisse	0,4	5,5	--	--	5,9
Espagne	422,3	--	--	--	422,3
Europe de l'Est					
Hongrie	--	--	--	--	--
Roumanie	1,9	--	--	--	1,9
Autres pays					
Etats-Unis	6,4	--	--	--	6,4
Tunisie	10,5	--	--	--	10,5
Mauru	2,2	--	--	--	2,2
Argentine	--	1.128,6	--	--	1.128,6
Australie	--	65,7	--	--	65,7
Nouvelle-Zélande	0,6	1.351,8	--	--	1.352,7
Paraguay	--	0,8	--	--	0,8
Nouvelle Guinée	--	6,5	--	--	6,5
TOTAL	43.618,8	2.758,3	--	16,5	46.393,6

(2)	U.E.B.L.	54,0	0,7	--	--	12,9	67,6
(	Pays-Bas	7,8	--	--	--	22,4	30,2
(	R.F.A.	4,7	--	--	--	47,4	52,1
(	Italie	3,0	--	--	--	131,3	134,3
(	Danemark	--	--	--	--	--	--
(	Royaume-Uni	0,3	--	--	--	--	0,3
(	C.E.E.	69,8	0,7	--	--	214,0	284,5
(	Autres pays Europe Ouest	--	--	--	--	--	--
(	Suisse	7,8	--	--	--	161,8	169,6
(	Grece	--	--	--	--	--	--
(	Andorre	0,2	0,1	--	--	--	0,3
(	Autres pays	--	--	--	--	--	--
(	Liberia	9,6	--	--	--	--	9,6
(	Sénégal	--	--	--	--	--	--
(	Côte d'Ivoire	0,1	6,4	--	--	0,4	6,5
(	Gabon	0,8	0,1	--	--	--	1,3
(	Congo	0,2	1,8	--	--	--	2,0
(	Zaire	0,3	--	--	--	--	0,3
(	Iran	--	4,0	--	--	--	4,0
(	Philippines	3,4	1	--	--	--	4,4
(	Cameroon	--	0,7	--	--	--	0,7
(	Djibouti	0,1	--	--	--	--	0,1
(	Réunion	1,4	0,8	--	--	0,2	2,4
(	Guadeloupe	1,5	1,9	--	--	0,4	3,8
(	Martinique	0,2	2,5	--	--	--	2,7
(	Guyane	1,0	1,5	--	--	--	2,5
(	Angola	0,1	--	--	--	--	0,1
(	Abu Dhabi	0,2	--	--	--	--	0,2
(	Singapour	0,2	--	--	--	--	0,2
(	Mauritanie	--	0,5	--	--	--	0,5
(	Togo	--	0,1	--	--	--	0,1
(	Arabie	--	2,8	--	--	--	2,8
(	Sécherelles	--	0,1	--	--	--	0,1
(	Dubai	--	--	--	--	0,4	0,4
(	TOTAL	97,0	26,4	--	--	377,2	500,6

(source S.C.E.E.S)

- licencié d'importation..
 - prélèvement d'un reversement (5,40 à 8,50F/Kg carcasse selon le niveau du marché intérieur).
 - limitation de poids (22 Kg en carcasse et 44 en vif).
 - les animaux vivants importés devaient être abattus dans les 72 h, ce qui exclut l'importation d'animaux de service.
 - les droits de douane étaient consolidés au GATT à 20% ad valorem.
- Il existait un contingent d'animaux maigres en provenance des pays de l'Est, dispensé de reversement.
- L'importation de viande congelée était interdite, sauf un contingent de 3.000 tonnes/an donnant lieu à un reversement.

Malgré la fin de la période transitoire au 1.1.78, la France continuait d'appliquer cette organisation aux viandes ovines en provenance du Royaume Uni. Les viandes des autres pays de la CEE entraient librement (même celles de l'Irlande, à cause du "gentlemen agreement" contracté au 1.1.78). Par contre ces pays n'opposaient aucune restriction à l'importation en provenance du R.U.

En 1979, nos importations en provenance du R.U. ont représenté 10% du total. Les 3/4 de ces viandes sont entrés dans le cadre de la notice ONIBEV. Le dernier 1/4 fait exception, même frontières fermées (ex: Novembre-Décembre 1979). Il correspond à des quantités dédouanées sur lesquelles l'ONIBEV est intervenue, et concerne des importations de viande congelée.

- évolution de la cotation officielle de la viande ovine : (8) - Voir tableau 16. page 59.

Depuis 1950, le prix de la viande ovine en France est beaucoup plus élevé que sur le marché mondial, malgré une chute en 1959-60, il atteint un niveau 2 fois supérieur à celui de la Grande-Bretagne en 1963, c'est toujours le cas en 1978. L'année 1963 marque une limite entre deux périodes bien distinctes : avant, les courbes production-consommation ont la même évolution. Après, la consommation augmente sans cesse. Cette pression de la demande a permis au système de prix seuil et de reversement de maintenir les prix intérieurs à un niveau élevé malgré l'augmentation de l'importation des pays non soumis à cette réglementation. Le système de prix seuil, fonctionnant aussi dans l'autre sens, a permis que cette pression de la de-

mande soit partiellement couverte par des importations,
et que les prix de la viande ovine n'augmentent pas trop
vite.

CHAPITRE III

LE CONFLIT MARCHÉ COMMUN

A . LE CONTEXTE REGLEMENTAIRE

1. Le conflit

Le conflit s'appuie sur l'existence d'un engagement consenti par la CEE : les 6, en 1962, et les 9, en 1974 ont accepté de ne mettre aucune entrave aux importations de viande ovine dans la CEE, en dehors d'un droit de douane consolidé à 20% au GATT, et ceci quelles que soient les quantités présentées par les pays tiers.

A l'échéance de la période transitoire, le 1er Janvier 1978, la situation reste bloquée et la France conserve son organisation nationale de marché de la viande ovine, exposée plus haut.

En 1979, malgré l'inquiétude croissante des organismes professionnels concernés (FNO...), l'optimisme est de règle pour les pouvoirs publics. Le ministre de l'Agriculture, Monsieur Pierre Méhaignerie, assure en clôturant les travaux du 34è congrès mondial de la FNSEA (11/13 Mars), qu'il fera respecter les objectifs de la PAC dans les négociations communautaires. Il refusera en particulier la transformation du Marché Commun en une vaste zone de libre-échange : "La PAC est une politique globale fondée sur le respect de l'unité des prix et des marchés, de la préférence communautaire et de la solidarité financière. C'est pourquoi nous avons la certitude,

en soutenant avec fermeté le dossier du mouton, d'être les véritables défenseurs du traité de Rome. Abandonner 50 à 60.000 familles d'éleveurs sans mécanismes communautaires de garantie des prix et des revenus serait tout à fait contraire à la lettre et à l'esprit de la PAC. La France continuera donc à défendre avec ténacité sa position."

Le 20 Juin, la France réintroduit le dossier du règlement dans la négociation des prix agricoles, admettant le principe des aides directes au producteur et non plus une protection extérieure satisfaisante autour du marché ovin européen. La vive réaction des organisations agricoles provoque un recul dans l'adhésion des négociateurs français à ce règlement. Le 25 Septembre 1979, un arrêt de la Cour de Justice Européenne condamne notre organisation de marché.

De nombreux textes émanent des différentes organisations professionnelles pendant cette période, proposant l'élaboration et la mise en oeuvre d'un "règlement communautaire normal", tel celui de la Conférence Annuelle du 23 Novembre 1979 (Le Dossier Ovin et la PAC-Communiqué des organisations professionnelles agricoles (20)).

" Les organisations professionnelles agricoles ont enregistré les promesses de défense de l'EOF faites à plusieurs reprises par le Président de la République et le Premier Ministre. Le président a notamment déclaré, le 24 Oct.1978, à Ambert, que les producteurs d'ovins qui s'interrogent sur leur avenir doivent savoir que leurs intérêts ne seront sacrifiés ni dans les négociations européennes, ni dans les décisions gouvernementales.

Les organisations professionnelles tiennent à souligner qu'en défendant l'intérêt des éleveurs de moutons, le gouvernement défend du même coup des intérêts beaucoup plus larges et fondamentaux de la PAC:

- il défend en effet aussi, en raison de l'interdépendance des secteurs, la viande bovine. Tout règlement qui laisserait entrer dans la CEE la viande ovine congelée et, surtout, fraîche dans l'avenir, sans la soumettre à prélèvement variable, déterminerait une concurrence très grave pour la viande bovine dont le marché est déjà profondément perturbé par les divers contingents d'importation en exemption de prélèvement (460.000 Tonnes/an) qui provoquent, en l'absence d'une gestion dynamique du marché, un recours aussi massif qu'anormal à l'intervention.

- il fait barrage aussi à la création artificielle et scandaleuse "d'excédents importés" dans la Communauté, dans le secteur bovin à viande et ovin, où une marge d'expansion pour la production française peut justement offrir une alternative à la production laitière. Ces excédents artificiels sont, en outre, générateurs de coûts excessifs qui seront ensuite imputés à la PAC.

En ce qui concerne le règlement ovin, lors de la "phase Varenne" de la Conférence Annuelle, les organisations professionnelles unanimes avaient rappelé au Ministre de l'Agriculture les points qui, dans la négociation du règlement communautaire, leur paraissaient fondamentaux :

- une déconsolidation permettant à la fois d'offrir un contingent tarifaire à la Nouvelle Zélande (qui y a le plus grand intérêt) et d'appliquer un prélèvement sur les viandes congelées et fraîches.
- la fixation de prix directeurs affectés de modulations saisonnières.
- une période transitoire permettant un rapprochement progressif des prix et la libération des échanges intracommunautaires, grâce à des montants compensatoires spécifiques.

Or, les solutions envisagées actuellement à Bruxelles, outre qu'elles auraient les effets négatifs exposés plus haut, seraient surtout incapables en l'absence de période transitoire d'éviter l'écrasement immédiat de l'élevage ovin continental, drame qu'aucune correction ultérieure de la réglementation ne pourrait réparer.

La profession estime cette menace d'autant plus insupportable que rien ne justifie juridiquement le refus de la Commission de prévoir une période transitoire. Celle-ci permettrait en outre la mise en oeuvre du plan national d'adaptation de l'élevage ovin..."

2. Le Règlement Communautaire

Il a été choisi le 29 Mai par les ministres de l'Agriculture et formellement adopté par le Conseil le 27 Juin 1980. Nous décrirons succinctement les mécanismes retenus. Deux aspects sont à distinguer : les mécanismes de marché et les dispositions soutenant exclusivement le revenu. (18)

a) Mécanismes de marché :

C'est autour d'un prix de base communautaire qu'est bâti le règlement. Celui-ci est le niveau de prix souhaité pour le marché communautaire établi chaque semaine d'après les cotations nationales pondérées selon l'importance du cheptel de chaque pays (campagne 1980-81 : carcasses fraîches ou réfrigérées : 20,17 F le kg).

Il est affecté de variations saisonnières selon une échelle hebdomadaire pré-établie (maximum en Avril et minimum en Octobre, à 10% de la valeur moyenne annuelle).

• Régime de prix intérieur : c'est la position du prix de marché officiel (CEE ou national selon le cas) par rapport au prix de base, qui provoque le déclenchement de mesures toutes financées par la CEE.

Il y a deux possibilités : le soutien du marché ou le soutien de la recette viande au niveau du producteur :

- mesures de soutien du marché : 3 possibilités :

.aides au stockage privé : possible si le prix descend en dessous de 90% du prix de base. Ce sont des subventions accordées aux négociants acceptant de congeler et de conserver un certain temps les marchandises.

.achats publics par les organismes nationaux d'intervention si le prix descend au dessous du prix d'intervention, égal à 85% du prix de base. Cette intervention publique ne porterait que sur certaines qualités et, en dehors d'une période 15 Juillet-15 Décembre, sa mise en oeuvre serait subordonnée à une autorisation communautaire justifiée par la gravité de la situation.

.restitutions : des aides communautaires pourraient être négociées sous certaines conditions au coup par coup, pour favoriser l'exportation hors CEE d'ovins vivants ou de carcasses.

- mesures de soutien de la recette viande : les pays qui ne voudront pas soutenir leur prix de marché national auront la possibilité d'insérer, sur fonds CEE, une prime variable

à l'abattage des ovins. Cette prime est un "deficiency payment". Adaptée, semaine après semaine, et versée au kg de carcasse ou au kg net sur pied, elle ramène la recette viande moyenne des productions jusqu'au niveau du prix d'intervention, appelé alors prix directeur. A la sortie du pays qui choisit ce système toutes les exportations d'ovins vivants et de viande ovine (fraîche, réfrigérée ou congelée) seront taxées d'un montant égal à la valeur de la prime d'abattage en vigueur la même semaine.

. Régime des importations venant des pays tiers:

Pour les principaux produits du secteur ovin (viandes et animaux vivants autres que les reproducteurs de race pure) les droits de douane sont supprimés et remplacés par un prélèvement variable comblant la différence entre le prix de base et le prix d'offre estimé franco-frontière CEE. Mais la consolidation qui plafonne à 20% ad valorem le niveau des droits pouvant frapper les importations reste en vigueur. Donc la CEE compte maîtriser ses importations par des accords d'auto-limitation négociés avec les principaux pays tiers fournisseurs; à ce titre, les pays consentants pourront obtenir une baisse du plafond des droits à l'importation qui deviendraient alors inférieurs à 20% ad valorem.

En cas de refus de pays tiers de s'engager sur les quantités traditionnelles importées, ou en cas de dépassement ultérieur de ce niveau de référence, la CEE imposerait des contingents conservatoires d'un montant équivalent. Chaque pays pourra exporter autant qu'au cours de la plus performante des trois dernières années.

En fonction des réalisations antérieures, les engagements distingueront bien : animaux vivants-viandes fraîches ou réfrigérées-viandes congelées, sans possibilité de transfert.

Les pays tiers bénéficient d'un accès direct aussi aisé à toutes les régions de la Communauté, quel que soit le mode de gestion de marché choisi par le pays.

b) Mécanismes de soutien global du revenu :

L'élément permanent de soutien du revenu est une prime compensatoire destinée à ramener, globalement et

sur une base annuelle, une recette viande prévue insuffisante jusqu'à un certain niveau de référence.

Au départ, les niveaux de référence retenus dans les différentes régions pour le calcul de la prime compensatoire sont différents : pour 1980-81 (en fonction du nouveau taux de l'ECU) :

- 20,17 F/kg en France (prix de base communautaire)
- 21,92 F/kg en Italie
- 18,41 F/kg en Bénélux, Danemark, RFA.
- 18,12 F/kg en Irlande
- 17,15 F/kg au Royaume-Uni (prix dir^r ou d'intervention au R.U)

Ce niveau découle du niveau des prix nationaux constatés en 1979, sauf pour le R.U qui a demandé et obtenu une référence beaucoup plus favorable.

Les divers prix de référence seront autoritairement rapprochés en quatre étapes d'égale importance.

Pour chaque état membre le montant total annuel de la prime compensatoire devrait correspondre à la différence entre le prix de référence et le prix moyen annuel de marché, cette différence étant multipliée par le tonnage de viande ovine produit au cours de l'année précédente.

Pour l'élaboration de la moyenne annuelle à comparer avec le niveau de référence, ce n'est pas toujours le prix de marché hebdomadaire qui sera retenu dans tous les pays. Il sera remplacé par :

- le prix directeur pendant les semaines où sera servie une prime variable à l'abattage dans les pays qui ont choisi ce même système
- le prix d'intervention dans les pays et pendant les périodes où ce mécanisme fonctionne et ceci même si le marché reste inférieur au prix d'intervention.

La prime compensatoire doit être répercutée au producteur en 2 fois (acompte puis régularisation en fin de campagne). Elle est répartie forfaitairement par l'Etat, de préférence sur la base du nombre de brebis détenues. En cas de difficultés, une répartition en fonction du nombre d'agneaux abattus ou de leur poids peut être autorisée.

c) Date d'application :

La mise en oeuvre du nouveau règlement devrait intervenir lorsque seront applicables les accords d'autolimitation négociés avec les pays tiers.

B . LES MESURES DE SOUTIEN DE L'ÉLEVAGE OVIN EN FRANCE

Ces mesures font l'objet d'un Plan Pluriannuel de Développement de l'Élevage Ovin qui s'inscrit dans le Plan National de Développement de l'Élevage, adopté par le gouvernement français le 30 Mai 1980, plan quinquennal. (26) (23)

1. Objectif

Il se propose d'encourager un effort important de développement de la production ovine . Il repose sur la mise en place d'aides directes ou indirectes aux producteurs.

2. Principe

Il s'adresse à tous les éleveurs de moutons ayant un projet de développement de leur atelier ovin au niveau de leur exploitation. Chacun de ces éleveurs devra souscrire un contrat d'appui technique à partir d'un programme de développement pour la réalisation duquel il pourra bénéficier des aides prévues par le Plan.

3. Mesures prévues

- Appui technique aux éleveurs par le renforcement du réseau d'appui technique spécialisé, qui doit permettre une meilleure information des éleveurs.

- Investissements individuels et collectifs : des actions ponctuelles d'équipement seront prises en considération, sous réserve qu'elles s'inscrivent dans le cadre de projet de développement (Aides à l'édification des clôtures, matériel d'élevage, bâtiments d'élevage).

- Amélioration génétique : des crédits complémentaires attribués aux UPRA sont prévus pour renforcer les programmes visant à la création et à la diffusion du progrès génétique. L'objectif est d'améliorer la prolificité et la productivité numérique, la croissance et la qualité bouchère des troupeaux par l'utilisation raisonnée de gènes sélectionnés, en race pure ou en croisement.

- Amélioration sanitaire : 3 programmes principaux sont retenus :

. Lutte contre les maladies abortives, avec, pour la brucellose, un passage accéléré à la prophylaxie obligatoire (indemnité d'abattage portée à 165 F et extension des prêts bonifiés pour la reconstitution des troupeaux). Pour les autres affections (Fièvre Q, chlamydie, salmonellose), des recherches seront poursuivies et des actions pourront être entreprises régionalement.

. Lutte contre certaines maladies spécifiques faisant obstacle aux exportations, ex. la maladie de Visna Maedi : organisation d'un plan de lutte (7).

. Lutte contre les parasitoses : l'information des éleveurs et la mise en oeuvre des programmes de lutte seront poursuivis à la demande des organismes régionaux.

- Renforcement de l'organisation économique : L'objectif est de renforcer l'impact des groupements de producteurs (objectif : regrouper 40% du cheptel national et d'inciter le plus grand nombre possible d'éleveurs à adhérer au secteur organisé. Une rationalisation des structures d'aval sera encouragée par la création d'abattoirs spécialisés ou la modernisation d'outils existants. Une action structurelle sera menée au niveau de certaines sociétés d'abattage, notamment dans le but d'y associer les producteurs. Le régime des contrats d'élevage sera adapté aux nouvelles données du marché, en concertation avec les organisations professionnelles.

- Revalorisation de l'I.S.M de 50% en 2 étapes successives, la première - de 30% - intervenant en 1980, étendu aux femelles de plus d'un an, brebis et antenaises

- Création d'une prime de 15 F par brebis et antenaise (100 F/UGB) au profit des éleveurs situés en zone défavorisée simple.

- Dispositions nouvelles pour le financement des investissements : régime de prêts bonifiés par le Crédit Agricole, modification des durées et des plafonds.

4. Procédure

- Système de comités de pilotage à l'échelon départemental, régional et national.

- L'Ingénieur Général du GREF pour la Région, le DDA pour le département, joueront un grand rôle pour l'élaboration, le financement et le contrôle de ces actions.

L'ITOVIC sera associé à ces différents échelons et devra présenter et soutenir ses propositions devant ces diverses instances.

C . REMARQUES

- Les Pouvoirs Publics, par le Plan de Développement de l'Elevage Ovin, expriment la volonté d'encourager un effort important de la production ovine.

- Le présent Règlement Communautaire - théorique dans la mesure où les textes d'application ne sont pas parus - n'est pourtant guère encourageant :

- . Les cotations nationales, dont l'importance est déterminante pour le calcul des diverses primes, n'ont dans certains pays aucune fiabilité et ne sont pas comparables entre elles.

- . Le système officialise le "deficiency payment". L'accord des 8, le 27 Avril à Luxembourg (sans les Anglais) prévoyait qu'une certaine part du revenu des producteurs proviendrait d'une aide directe compensatoire, mais à partir d'un certain niveau de prix, le soutien du marché (prix de base, aide aux stockages privés, prix d'intervention) devenant une obligation dans toutes les zones de la CEE.

- . Avec les négociations d'accords d'autolimitation, il est prévu que les pays tiers concernés bénéficieront d'un accès direct dans toutes les régions de la CEE. Si la CEE soutient les cours dans certains pays en retirant des viandes autochtones, les exportateurs des pays tiers seront incités à en orienter des quantités croissantes vers ces pays, jusqu'à ce que les cours s'égalisent dans toute la Communauté pour cette qualité importée. Ex: le phénomène de réorientation du congelé vers les pays qui interviendront sera amplifié si le nombre de pays choisissant la prime variable à l'abattage augmente.

Il aura forcément un effet dépressif sur les

prix des marchandises autochtones et il pourrait bien neutraliser les efforts forcément ponctuels et limités déployés par les organismes d'intervention.

. L'intérêt des moutonniers semble exiger que tout soit préparé en France pour pouvoir verser une prime variable à l'abattage parvenant intégralement et rapidement à destination. En renonçant à soutenir le marché de la viande ovine, des efforts supplémentaires seront rendus nécessaires pour soutenir le marché des autres viandes. De toute façon, les moutonniers peuvent dès maintenant s'interroger sur la pérennité des garanties qu'on leur laisse espérer.

- Dans tous les états membres il existe des exploitations détenant des ovins et situées dans des zones défavorisées, au sens de la directive 75/268/CEE sur l'agriculture de montagne et de certaines zones défavorisées. Les principales régions concernées sont les suivantes :

(29) - Allemagne : Schleswig-Holstein, Hessen, Niedersachsen, Baden-Württemberg.

- Pays-Bas : Friesland, Groninger, Zeeland.

- Belgique : extrême Est du pays.

-Luxembourg : ensemble du pays.

- R.U. : Régions des collines du Nord et de l'Ouest de l'Angleterre, d'Ecosse, du Pays de Galles et de l'Irlande du Nord.

- Irlande : Counties de Galway, Mays, Roscommon, Wicklow.

- France : Massif Central, Pyrénées, Alpes du Sud, Corse.

- Italie : Péninsule, Sardaigne, Sicile.

Les 2/3 des effectifs ovins se trouvent dans les régions défavorisées (28 millions sur 43 millions. Italie de 80 à 90%, Irlande 75%, R.U 60%, France 70%).

La liste des régions fait apparaître certaines incohérences, par exemple l'extrême Est de la Belgique comprend une zone voisine et semblable à la région française de Thiérache qui, elle, n'est pas défavorisée. De plus, le handicap n'est pas le même pour toutes les régions.

SECONDE PARTIE

AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DU CHEPTEL

PAR LA SELECTION ET LE CROISEMENT

Le Plan de Rationalisation de la Production Ovine et le Plan Pluriannuel de Développement de l'Elevage Ovin comprennent des mesures en faveur de l'amélioration génétique du troupeau. Nous tenterons dans cette partie de présenter la sélection ovine en race pure en France, puis, plus rapidement, le croisement, et d'en déduire ce qu'on en peut attendre dans l'optique du développement de l'élevage ovin.

LES GRANDS PRINCIPES DE LA SÉLECTION OVINE EN FRANCE

La sélection est le choix des jeunes animaux à conserver pour la reproduction (22).

Initialement elle permettait aux utilisateurs de disposer d'un matériel animal sans surprise, conforme à un certain standard tant pour les différentes composantes de l'aspect extérieur que pour les performances. Elle permettait d'entretenir une honnête productivité du troupeau.

Depuis quelques décennies, l'idée de sélection implique avant tout celle d'une amélioration permanente des aptitudes des reproducteurs et se confond avec celle d'amélioration génétique. Cette évolution dans les objectifs s'assortit d'une évolution dans le choix des critères qui privilégiaient autrefois l'aspect et la conformation, et maintenant, entre autres, production laitière, productivité numérique et pondérale, vitesse de croissance.

Le cheptel ovin français est caractérisé par une importante mosaïque de races qui se traduit (à échelle moindre) par une grande hétérogénéité génétique. Celle-ci, associée aux structures des petites exploitations d'élevage en France, rend difficile la mise en oeuvre de schémas efficaces de sélection, maîtrisés et cohérents.

Tableau 19.

OBJECTIFS DE SÉLECTION DES RACES OVINES SELON TYPES RACIAUX ET SYSTÈMES D'ÉLEVAGE

	Objectif principal	Objectif annexe	Autres caractères (non mesurés)
Races traitées	Production de lait	Développement des animaux. Conformité au standard.	Teneur en matière grasse et matière azotée. Facilité de traite. Reproduction (prolificité et désaisonnement).
Races rustiques	Productivité numérique (prolificité ou désaisonnement). Aptitudes laitières.	Développement des animaux. Conformité au standard.	Rusticité
Races du Nord de la France dites "améliorées"	Productivité numérique (prolificité ou désaisonnement ou les 2). Aptitudes laitières et aptitudes bouchères en race pure ou en croisement.	Conformité au standard.	Laine (jugée au moment de l'agrement du reproducteur)

Les objectifs sont regroupés en un schéma de sélection qui tient compte des aptitudes propres à des races à améliorer, des conditions d'utilisation de ces races (systèmes d'élevage et milieux naturels concernés, valorisation en race pure ou en croisement par exemple) et des possibilités réelles d'amélioration des caractères jugés intéressants (conditionnées par la viabilité génétique). Voir tableau 19, page 82.

On peut tenter de définir ces objectifs sur la base des principaux types raciaux :

1. Cas des races traites :

L'objectif principal est la quantité de lait par lactation. Facilement mesurable et intégrable dans une chaîne de prises de données et de traitement de l'information, ce critère présente en outre une héritabilité moyenne ($h^2=0,30$) qui a autorisé la mise en oeuvre de schémas efficaces de sélection en race pure.

Le développement des animaux est également pris en compte, du fait de l'importance actuelle des agneaux et des brebis de réforme dans le bilan économique des élevages laitiers. Vitesse de croissance et conformation étant des caractères qui présentent une bonne héritabilité, l'élimination des animaux non satisfaisants à l'issue de la phase de contrôle individuel des futurs reproducteurs mâles est suffisante pour maintenir les caractères de la race.

2. Cas des races locales de brebis allaitantes

(races de montagne ou de plateaux calcaires telles que Préalpes du Sud, Blanc du Massif Central, Causse du Lot, Limousine, Tarasconnaise, Lacaune-viande etc...) La qualité déterminante de ces races est la rusticité. Ce terme est difficile à définir, dans la mesure où, exprimant les possibilités d'adaptation à des conditions d'élevage difficiles, il concerne des aptitudes différentes d'une race à l'autre. Ex: contraintes alimentaires à certaines époques de l'année (phase hivernale des hivers pyrénéens), conditions dans lesquelles l'alimentation des animaux est assurée (transhumance, utilisation de parcours, contraintes climatologiques, parasitologie..

On peut définir la rusticité, soit comme la possibilité de vivre et de produire dans un milieu aux contraintes très spécifiques qui déterminent une niche écologique étroite, soit comme un ensemble de qualités d'intérêt général conférant probablement à la race qui les possède une propension à l'extension d'autant plus importante qu'elle présentera par ailleurs des qualités productives intéressantes (cas de la race Lacaune ou Romanov par exemple). (15)

On est mal renseigné sur la viabilité génétique de ce caractère aux formes multiples.

On peut admettre que la sélection sur la rusticité intervient par l'intermédiaire de celle des caractères de production qui s'expriment dans les conditions d'élevage du troupeau. Les caractères pris en considération par le contrôle de performances concernent essentiellement les caractéristiques maternelles jugées par :

- la valeur laitière
- les aptitudes de reproduction

La priorité est donc donnée aux possibilités de production de jeunes, indépendamment des valeurs bouchères de ceux-ci.

La valeur laitière est estimée par la vitesse de croissance de l'agneau au cours du 1^{er} mois (GMQ:10-30 jours).

Les caractéristiques de reproduction retenues sont variables en fonction des situations, mais toujours en vue d'une productivité numérique plus élevée:

- prolificité, lorsque l'agnelage et l'allaitement peuvent être réalisés dans un contexte favorable (conditions d'élevage, niveau d'alimentation) qui permet une bonne viabilité et évite l'épuisement des mères.
- désaisonnement, qui permet la réalisation soit de rythmes accélérés de reproduction (Lacaune-viande et Causse-narde du Lot), soit d'un agnelage à contre-saison d'automne. Il constitue un facteur de souplesse du système d'élevage permettant un bon ajustement du rythme de reproduction du troupeau aux rythmes de disponibilité en alimentation, en travail et en débouchés du marché (Estive des Alpes pour les troupeaux Mérinos d'Arles, par exemple). Ces caractères matériels sont difficiles à sélectionner, du fait de la faiblesse des héritabilités :

- l'héritabilité des vitesses de croissance est minimale au cours du 1^{er} mois,
- l'héritabilité de la prolificité est comprise

0,05 et 0,12, ce qui est inférieur à l'héritabilité.

- l'aptitude au désaisonnement est difficile à mesurer et possède une héritabilité faible ($h^2=0,17$).

3. Les races du Nord de la France :

Que ce soit dans les régions céréalières (OIF, Berrichon du Cher) ou les régions d'herbage (Texel, Vendéen, Bleu du Maine, Rouge de l'Ouest, Cotentin, Avranchin, Têtes Noires) les races prennent comme objectif de sélection la réalisation d'un animal à aptitudes mixtes :

. amélioration de la productivité numérique (prolificité, désaisonnement) pour répondre aux exigences de productivité des troupeaux concurremment à d'autres élevages (V.L. par exemple) ou des productions végétales (OIF, Texel, Vendéen).

. maintien et amélioration des aptitudes bouchères et de conformation de ces races couramment utilisées en croisement terminal avec des races locales en France ou à l'Étranger (OIF, Ber. du Cher).

. maintien de la qualité lainière qui contribue à la bonne image de marque de certaines races exportatrices (OIF).

4. Remarques :

- la diversité des objectifs liés au polymorphisme des races et des conditions d'exploitation n'est pas totale. Dans un contexte d'intensification, le coût de la brebis logée et celui de l'UF produite sont des contraintes économiques d'ordre général qui expliquent l'intérêt accordé dans toutes les situations à l'accroissement de la productivité par tête de brebis, c'est à dire l'amélioration des caractéristiques maternelles.

- les caractères maternels recherchés ont une héritabilité faible. Leur sélection est beaucoup plus complexe à réaliser et nécessite une action collective plus intégrée.

- pour être d'une efficacité maximale, les objectifs de sélection d'une race doivent être les mêmes pour l'ensemble des éleveurs. Or, chez les ovins, la diversité d'exploitations observée entre races se rencontre aussi à l'intérieur d'une même race.

- on sélectionne le plus souvent sur plusieurs caractères simultanément. Il ne faut donc pas s'attendre à des progrès génétiques rapides.

B . LES STRUCTURES DE LA SÉLECTION

La sélection est organisée dans le cadre de structures communes mises en place à la suite de la Loi sur l'Elevage de 1966. *Voir tableau 20. pages 88 et 89.*

1. Les U.P.R.A (Unités de sélection et de Promotion de Races)

Elles constituent le cadre dans lequel se trouve orientée et réalisée la sélection de chaque race. Leur conseil d'administration comprend obligatoirement :

- des représentants de la base de sélection (ancien livre généalogique ou adhérents au contrôle de performance).
- des représentants des utilisateurs (groupements de producteurs, centres d'I.A).
- des représentants des E.D.E. (Etablissements Départementaux de l'Elevage).

Elles sont également dotées d'un comité technique où siègent des représentants de l'ITOVIC et de l'INRA.

Elles sont chargées de l'agrément des reproducteurs et de l'organisation de la sélection.

Elles sont regroupées au sein de l'A.L.G.O (Association des Livres Généalogiques, Zootechniques, et des Unités de Promotion de Races reconnues pour l'espèce Ovine).

2. Les E.D.E.

Ce sont des organismes professionnels chargés :
• dans le domaine de la sélection, de l'identification et de la vérification des généalogies des animaux inscrits au contrôle de performance, dans le département.

• du recueil de l'information (contrôle de performance), de sa vérification et de sa transmission aux organismes chargés de traiter cette information.

3. Les organismes de traitement de l'information :

- les A.R.S.O.E (Associations Régionales au Service des Organisations d'Eleveurs) ou C.R.I. (Centres Régionaux Informatiques) transcrivent sur support magnéti-

que l'information collectée et peuvent réaliser des 1ers traitements élémentaires à l'échelon régional.

- le C.T.I. (Centre de Traitement de l'Information de l'INRA) qui réalise à l'échelon national et sous le contrôle du département "génétique animale" de l'INRA, le traitement et le stockage de toute l'information collectée.

4. L'I.T.O.V.I.C. (Institut Technique de l'Elevage Ovin et Caprin)

Il assure la réalisation de programmes de traitement de l'information conçus en collaboration avec l'INRA. Il veille au bon fonctionnement de l'ensemble et interprète les résultats. Il constitue un échelon intermédiaire entre la recherche et la vulgarisation.

5. L'I.N.R.A. (Institut National de Recherche Agronomique)

Il intervient à plusieurs niveaux :

- . au secteur de centralisation et traitement de l'information à l'échelle nationale,
- . au niveau conceptuel de la méthodologie de la sélection.
- . en assistance technique à des schémas de sélection particuliers considérés comme objets de recherche : schémas de sélection conduits dans les races laitières, schéma de testage sur descendance Berry-Test, amélioration de la productivité numérique avec ou sans synchronisation des chaleurs sur la race Lacaupe par exemple.

6. La C.N.A.G. (Commission Nationale d'Amélioration Génétique)

C'est un organisme paritaire de réflexion et de propositions. Elle est composée de membres de la profession et de l'administration désignés par le ministère.

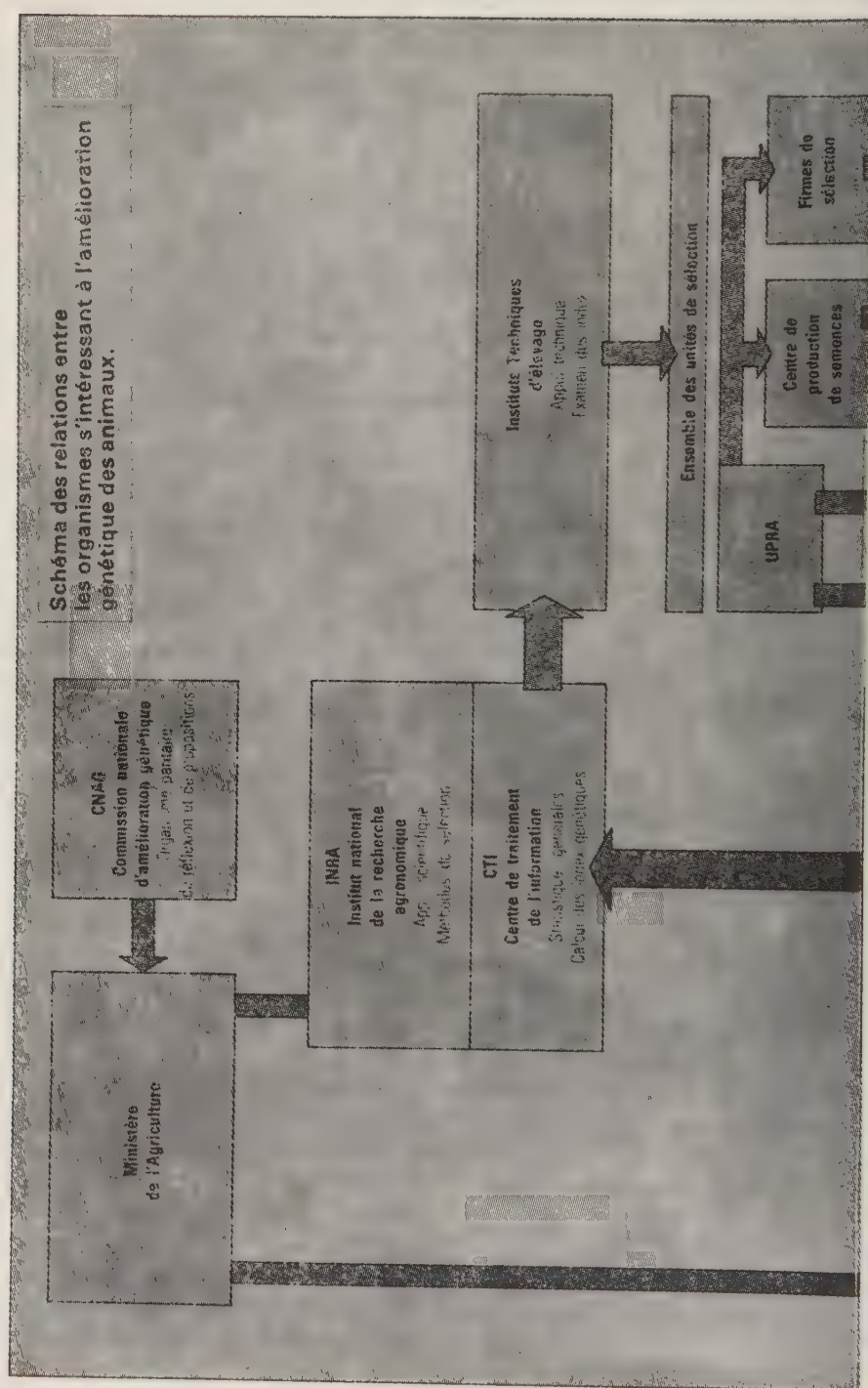
Elle siège au niveau national auprès du Service de l'Elevage du Ministère de l'Agriculture.

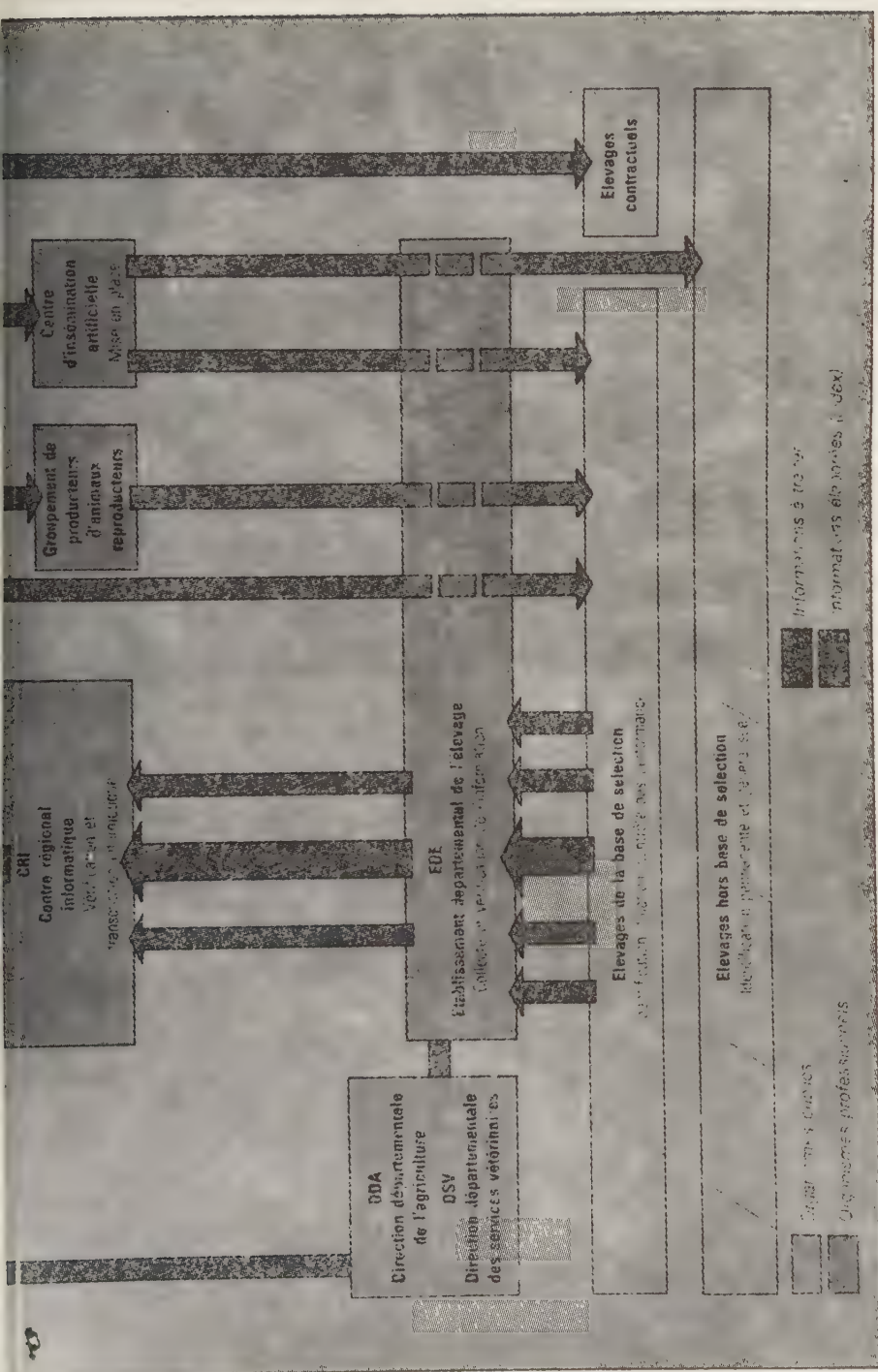
Elle intervient dans :

l'orientation de la sélection des différentes espèces et races.

- . l'arbitrage des rapports entre les différents opérateurs de la sélection.
- . l'agrément des UPRA et l'examen de leurs règlements intérieurs et techniques.
- . l'avis sur les programmes d'amélioration génétique nécessitant une subvention du Ministère (FORMA-ONIBEV).
- . la répartition des fonds du Ministère consacrés à l'amé-

Tableau 20.





in (1)

lioration génétique.

. l'avis sur les importations de reproducteurs étrangers.

Elle est éclairée par les avis de conseils consultatifs par espèce.

C . LES OUTILS DE LA SELECTION

Un schéma d'amélioration génétique se décompose en 2 étapes :

- choix des reproducteurs sur la base d'une estimation de leur valeur génétique concernant le ou les critères retenus.

- diffusion du progrès génétique réalisé par la plus large utilisation possible des reproducteurs détectés à l'étape précédente.

Du fait de l'intervalle des générations relativement long, il y a coexistence des 2 étapes, et cela constitue une difficulté.

Le contrôle de performances a un rôle central dans l'organisation de la sélection. Faisant l'objet d'une organisation nationale, il est le point commun des différents schémas. Les autres outils (troupeaux, pépinières, centres d'I.A , stations de testage) contribuent à différencier entre eux les schémas, puisque leur choix dépend plus de l'initiative des UPRA ou des organismes économiques qui soutiennent l'effort de sélection.

1. Le contrôle de performances en ferme :

a) il concerne : les résultats de reproduction des brebis et la croissance des agneaux, ceci pour les brebis allaitantes.

. la quantité de lait récoltée, pour les brebis laitières.

Après traitement, ces informations permettent d'obtenir : - des index individuels femelles sur prolificité ou sur valeur laitière (GMQ 10.30 jours des agneaux).

- des index des béliers sur leur descendance (vitesse de croissance des agneaux - GMQ 30.70 jours et poids à 70 jours).

- caractéristiques maternelles des mères (prolificité et valeur laitière).

b) critères contrôlés en 1979 pour les ovins viande (11)

(1) Les caractères d'élevage et de reproduction:

. la fertilité : rapport des brebis agnelées sur les brebis mises en lutte. Son estimation repose sur un inventaire permanent des catégories de femelles présentes et mises en lutte ainsi que des béliers utilisés. Ce taux pourra être calculé à chaque période de lutte lors d'une conduite accélérée du rythme de reproduction.

. la prolificité : rapport agneaux nés sur brebis agnelées. C'est actuellement le critère principal pour les éleveurs.

. la mortalité des agneaux doit être prise en compte, car son influence sur la productivité est loin d'être négligeable.

. la valeur laitière, exprimée par GMQ 10.30 jours. L'appétit laitière devient primordiale avec les techniques d'augmentation de la prolificité.

(2) Vitesse de croissance entre 30 et 70 jours et poids à 70 jours reflètent la précocité des agneaux.

c) les effectifs contrôlés :

L'évolution des effectifs contrôlés se fait différemment selon le type de contrôle.

Voir tableau 21. page 92.

-Formule 1 : reproduction + croissance 10.30 jours.

-Formule 2 : contrôle de reproduction + croissance 30.70j.

-Formule 3 : reproduction seulement.

La formule 3 a été retenue ces dernières années parceque:

. elle conditionne la productivité numérique, objectif prioritaire de sélection pour la majorité des UPRA.

. la formule 2 est très contraignante pour les éleveurs. Pourtant elle donne une bonne indication de valeur laitière de la brebis ($h^2=0,2$ à $0,3$) et le contrôle GMQ 30.70 et poids à 70 jours semblent être des indicateurs très satisfaisants des performances obtenues ultérieurement. Un niveau d'hérédité de $0,2$ à $0,3$ et une pression de sélection importante laisseraient envisager des progrès substantiels grâce à cette stratégie de contrôle.

Tableau 21.

EVOLUTION DES EFFECTIFS CONTROLES OVINS VIANDE (Brebis-mères)

SELON LE TYPE DE CONTROLE

Campagnes	Nombre d'élevages	Effectifs contrôlés (brebis-mères)	FORMULE 1 reproduction. + croissance. 10/30 jours.	FORMULE 2 reproduction. + croissance. 30/70 jours.	FORMULE 3 reproduction seulement
70-71	1.437	161.111	11.000	150.111	/
71-72	1.561	190.928	23.000	167.928	/
72-73	2.084	290.403	111.678	112.365	66.360
73-74	2.345	339.794	110.997	103.268	125.529
74-75	2.520	385.968	130.718	87.069	168.181
75-76	2.682	400.499	129.480	90.518	180.501
76-77	2.615	391.625	122.091	89.514	180.020
77-78	2.393	360.725	111.723	102.345	146.657

d) remarques :

Il existe une confrontation permanente entre les exigences d'une organisation collective de la sélection dans la perspective du moyen ou du long terme de la race, et les préoccupations immédiates de l'éleveur quant au fonctionnement de son troupeau dans son contexte d'élevage particulier.

Le contrôle de performances prend en compte ce qui est facilement mesurable dans les troupeaux et facilement intégrable dans une chaîne de traitement de l'information. C'est une difficulté quand on veut sélectionner des caractères à mesure difficile tels que rusticité et aptitude au désaisonnement. Le bon fonctionnement de la chaîne nationale est rendu difficile par la diversité des critères à prendre en compte et la variété des époques auxquelles les résultats sont souhaités s'accommode mal d'une chaîne automatisée.

Le contrôle en ferme est la seule source de l'estimation de valeur génétique des femelles mais aussi des mâles. Cette estimation appelle le contrôle des paternités, ce qui entraîne des contraintes non négligeables.

2. Les troupeaux pépinières :

Ils répondent à 4 préoccupations :

a) troupeau pôle de sélection ou de diffusion génétique d'une race : du fait de leur taille limitée par rapport à la population qu'ils prétendent améliorer, ces troupeaux ne semblent avoir qu'une faible efficacité.

b) troupeau support indispensable dans la phase de diffusion d'une race importée ou d'un nouveau génotype créé à la suite d'un croisement :

Ex: .troupeaux pépinières de type Mérinos- troupeau relique de Rambouillet et troupeau du Domaine du Merle à Salon de Provence pour la race Mérinos d'Arles.

.troupeau Romanov de l'INRA, ou souche croisée Romanov-Berrichon du Cher, en cours de création à Bourges, au Domaine INRA de la Sapinière. (34) La souche INRA est la souche synthétique issue de croisements réciproques entre les 2 races Romanov et Berrichon du Cher, puis d'accouplements successifs entre animaux de la même génération ($F^1 \times F^1$, $F^2 \times F^2$...). L'objectif est de sélectionner et de

Tableau 22.

PROGRAMME D'AMELIORATION GENETIQUE EN 1977

MAITRES D'ŒUVRE	ADRESSES	MISE EN PLACE DU PROGRAMME	RACES CONCERNÉES	OBJECTIFS DE SÉLECTION	STRUCTURES D'APPUI
Société civile Berry Test	Route de Villabon 18800 Baugy	1978	Berrichonnes - Bleu du Maine. Charmoise - Ile-de-France - Mérimos - Précoce - Mouton charolais - Mouton vendéen - Rouge de l'ouest - Texel.	Croissance, aptitudes bouchères	Diverses S.C.I. 1 S.C.D. à Baugy (Cher)
Union de coopératives Fédatest	Soual 81110 Dougne	1977	Bianc du Massif central - Causses du Lot - Lacauine - Limousin Préalpes du Sud.	Proliféricité, désaisonnement, valeur laitière	1 S.C.D. à Langeac (Hte-Loire) C.I.A.
UPRA Ile-de-France	95 bis, bd Pereire 75017 Paris	1971	Souche viande.	Croissance, aptitudes bouchères	1 S.C.D. à Soual (Tarn) C.I.A.
UPRA Mouton vendéen	Les Établissements Route de Dompierre 85000 La Roche/Yon	1977	Mouton vendéen	Proliféricité	1 S.C.D. à Verdilly (Aisne)
UPRA Texel	95 bis, bd Pereire 75017 Paris	1977	Texel	Croissance, valeur bouchère, prolificité	1 S.C.I. à La Roche-sur-Yon (Vendée)
Confédération de Roquefort	36, av. de la République 12100 Millau	1964	Lacaune	Prohibécité, fertilité, facilité de mise bas	Pépinière femelle et S.C.I., à Verdilly (Aisne)
Coopérative Ouest	42, rue Raynal 12000 Rodez	1972	Lacaune	Quantité de lait trait	C.I.A. à Saint-Affrique (Aveyron)
UPRA des races ovines laitières des Pyrénées	Ordiarp 64130 Mauléon	1975	Basco-béarnaise - Manch	Quantité de lait trait	C.I.A. à Saint-Léons (Aveyron)
				Quantité de lait trait	C.I.A. à Orluarp (Pyrénées-Atlant.)

fixer une lignée de brebis prolifiques, à bonnes aptitudes maternelles (2 agneaux sevrés par mise bas à l'âge adulte) aptes à suivre un rythme accéléré de reproduction et bien conformées. Après l'étape consacrée à la production d'animaux croisés, il s'agit de sélectionner des mâles qui devront être mis à l'épreuve dans des troupeaux d'observation, pour connaître la variabilité des réponses en ferme (différents milieux et différents mode de reproduction) et éventuellement modifier les critères de sélection. Si les résultats sont favorables, il faudra organiser la multiplication et la diffusion des reproducteurs de façon plus large et organisée, en coopération étroite avec les éleveurs intéressés.

c) troupeaux appartenant à des races ovines en voie de disparition que l'on désire étudier, promouvoir puis éventuellement rediffuser (Race Rava : Domaine Somival de Laroue de 1970 à 1976).

d) troupeau ayant pour objet le rassemblement de très bonnes femelles de la race, "mères à béliers", afin de pratiquer des accouplements raisonnés avec les meilleurs mâles. Ex: troupeau de brebis de la section Limousine de l'UPRA Massif Central Nord. Les mâles produits sont alors diffusés dans les élevages.

3. Les centres d'Insémination Artificielle :

Voir tableau 22. page 94.

(C.I.A)

Dans une perspective d'amélioration génétique, l'insémination artificielle ovine peut avoir plusieurs fonctions : - utilisation de reproducteurs mâles de races spécialisées, en croisement avec des femelles de race locale (Centre Ouest par exemple).

- réalisation d'accouplements raisonnés permettant la production de reproducteurs mâles à partir des meilleures femelles de la population jugées sur leurs qualités maternelles.

- réalisation d'un programme de testage sur descendance nécessitant le contrôle de paternité en ferme (schémas Lacaune-lait, Lacaune-viande, races laitières des Pyrénées Atl., Texel). Elle permet alors d'éviter la contrainte de la lutte en lots et d'obtenir de façon plus sûre le nombre minimum de descendants exigés pour interpréter les résultats du testage.

- stockage de semence permettant de pallier la

disparition des géniteurs en cours de testage; et la longueur d'obtention des résultats du testage (l'âge des béliers testés est de 3 ans 1/2 à 5 ans lorsque les résultats du testage sont connus).

-diffusion à grande échelle du progrès génétique. Dans ce cas, elle est encore peu utilisée en raison de ses particularités chez les ovins qui la rendent onéreuse et difficile à mettre en oeuvre.

4. Les stations :

Elles ont pour objectif explicite l'estimation de la valeur génétique des reproducteurs dans des conditions d'élevage standardisées. On en distingue trois types : le centre d'élevage de jeunes mâles, la station de contrôle individuel, la station de contrôle de la descendance.

a) Le Centre d'Elevage de jeunes mâles :

Il a une fonction de mobilisation. On rassemble en un même lieu, sous la responsabilité de l'organisme de sélection et après contrôle sanitaire, les jeunes mâles de la base de sélection jugés selon les performances des parents (performances individuelles des mères en ferme, index génotypique des pères). Il faut les mobiliser le plus jeune possible, avant l'âge usuel de vente des agneaux. Ils sont ensuite élevés jusqu'à 6-7 mois minimum. On élimine à la fin des opérations ceux qui ne présentent pas des qualités suffisantes du point de vue état général, conformité au standard de la race, reproduction.

Il s'adresse aux races laitières et aux races locales pour lesquelles l'objectif principal de sélection concerne les caractéristiques maternelles non mesurables sur les mâles, et où l'amélioration des aptitudes bouchères ou de la vitesse de croissance des agneaux ne constitue pas une préoccupation majeure. (34)

b) La Station de Contrôle Individuel (SCI): *Tableau 22*.

Elle présente les mêmes objectifs que le centre d'élevage de jeunes mâles, mais effectuée en outre à la sortie un classement ayant pour base objective la réalisation de contrôles zootechniques. Seuls les meilleurs sont gardés pour la reproduction de la base de sélection, et éventuellement pour le contrôle sur la descendance.

Ces contrôles sont actuellement relatifs à la vitesse de croissance et aux qualités bouchères (conformation, état adipeux). Le SCI concerne donc essentiellement les races à aptitudes bouchères (Berrichon du Cher ou Vendéen, par exemple),

L'entrée en station a lieu à l'âge de 60-70 jours et le contrôle de croissance intervient jusqu'à l'âge de 6 mois, le choix et la cession des béliers aux éleveurs ou leur orientation vers les centres de testage sur la descendance étant faits à 7 mois.

c) Les Stations de Contrôle sur la Descendance : *Tab 22.*
(SCD)

Il en existe trois actuellement :

- station O.I.F de Verdilly
- station multiraciale concernant les caractères bouchers, de Baugy (Berry-Test)
- station multiraciale concernant les caractères de reproduction des races du Massif Central et des Alpes, avec 2 implantations : Langeac et Soval (Fedatest).

Chaque station a été chargée d'élaborer son propre schéma et sa propre réglementation, mais, en raison de l'importance des fonds publics dans ces opérations, le schéma technique a été proposé à l'approbation de la CNAG, après étude conjointe avec les spécialistes de l'ITOVIC, de l'INRA et du Ministère de l'Agriculture. Il a été constitué également un comité scientifique qui effectue chaque année un diagnostic et des propositions soumises à discussion à la CNAG.

Caractéristiques de ces stations : *Voir tableau 23, pages 98-99.* Si les stations Ile de France et Fedatest ont pour objectif l'identification des reproducteurs mâles en vue de la diffusion des meilleurs pour les critères considérés, Berry-Test a une fonction en plus puisqu'on doit y réaliser l'étalonnage - par contrôle de la qualité des carcasses de la descendance - du jugement réalisé en SCI. C'est donc une unité de service apportant une information chiffrée à chacune des 9 races adhérentes et non une unité de sélection proprement dite.

Berry-Test et Fedatest disposent d'un troupeau de ♀ support. La station OIF utilise l'I.A pour créer les filles des béliers qui sont ensuite rassemblées en station et soumises à un même rythme de reproduction.

Exemple : La station multiraciale concernant les caractères bouchers, de Baugy : Berry-Test: Voir étude en annexe.

CARACTERISTIQUES DES STATIONS

DE CONTROLE DE LA DESCENDANCE

	ILE DE FRANCE	FEDATEST
Races testées	Ile de France	(1) Races rustiques Massif Central et Préalpes du Sud
Troupeau(x) support(s) de testage	Eleveurs privés Ile de France (1200 ♀)	(1) "POOL" génétique de races rustiques en Station (480 ♀)
Réalisation des accouplements de testage	Insémination artificielle chez les éleveurs	Insémination artificielle ou monte naturelle
Nature des animaux contrôlés et taille des lots	30 filles par bélier (produites par éleveurs privés)	(1) 20 filles par bélier
Caractères mesurés	Fécondité (prolificité) Fertilité à la lutte de mai après lère mise bas (en février-mars)	(1) Fécondité dans le contexte d'un rythme accéléré de reproduction (3 agnelages/2ans)
Effectifs de mâles testés sur descendance	12 (dont 2 mâles témoins)	(1) 6 à 10 mâles par race

FEDATEST	BERRY-TEST
2) Races de mâles en vue du croisement terminal	Berrichonne du Cher, Ile de France, Texel, Mouton vendéen, Charollais, "Têtes Noires", Bleu du Maine, Charmoise, Mérinos Précoce
(2) Filles des béliers "Races rustiques" testés en station (720 ♀)	Station = croisées F ₁ Romanov x Ile de France (1000 têtes)
I.A ou monte naturelle	Insémination artificielle ou monte naturelle
(2) 20 agneaux par bélier	20 agneaux par bélier
(2) Croissance des agneaux et qualité des carcasses	Croissance des agneaux et qualité des carcasses
(2) 50 mâles "viande" au total	25 béliers pour la race Berrichonne du cher 6 à 10 béliers pour chacune des autres races (3 races par an)

in (16)

L'amélioration génétique passe essentiellement par le choix des reproducteurs mâles. En effet, le stock génétique du mâle est beaucoup plus utilisé que celui des femelles (1 bélier sert 40 à 50 brebis). Ce choix est rendu difficile par le fait que les critères retenus sont surtout les critères de reproduction de la femelle (fertilité, prolificité, désaisonnement, précocité sexuelle, valeur laitière, aptitude maternelle, viabilité des agneaux) qui ne s'extériorisent pas sur le mâle, ou ne sont appréciables que sur les animaux abattus (conformation de la carcasse, état d'engraissement). C'est pourquoi les 3 phases classiques du choix des reproducteurs mâles sont : le choix sur ascendance, le contrôle individuel des caractères mesurables, le jugement sur la descendance.

La situation la plus simple et la plus fréquemment rencontrée est celle où le choix des mâles est réalisé sur l'ascendance maternelle intra-troupeau (en tenant compte des règles de jugement individuel édictées par les UPRA). Le tri des béliers est laissé à l'initiative des éleveurs individuels, l'organisme de sélection se contentant de classer les animaux présentés selon les normes établies.

Lorsque le centre d'élevage ou la station de contrôle individuel existent, il y a un jugement individuel du mâle et aussi un choix sur ascendance en utilisant les résultats des index individuels mâle et femelle parentaux.

Le jugement sur descendance peut prendre deux aspects : - l'utilisation des stations de testage sur descendance. Elles peuvent être l'aboutissement des opérations antérieures, et alors les mâles entrés sont issus de stations de contrôle individuel (Berry-Test) ou de centres d'élevage de jeunes mâles. Pour OIF, c'est un échantillon proposé par des éleveurs individuels : la maîtrise collective des mâles est moins bonne.

- l'utilisation des résultats de calcul d'index de la chaîne de contrôle de performances ITOVIC. Il faut, dans ce cas, que les informations collectées soient fiables et les index calculés interprétables. L'I.A. peut contribuer à rendre les informations fiables, ainsi

que les contrôles de paternité par vérification des groupes sanguins des mâles entrant en contrôle individuel ou sur descendance.

E . EFFECTIFS CONCERNES

Les schémas de sélection présentent de grandes différences entre eux si l'on considère le nombre d'animaux mis en oeuvre. Il faut prendre en compte l'effectif des animaux contrôlés, l'effectif des animaux reconnus par les UPPRA et l'effectif total de chaque race, pour dégager quelques enseignements sur l'efficacité des schémas.

1. Les effectifs de femelles :

Voir tableau 24. pages 102-103.

L'effort de contrôle réalisé dans une race peut être mesuré à la fois par le nombre total de femelles contrôlées (3), et par le rapport de celui-ci à l'effectif des femelles de la race (4). Ce critère mesure l'importance de la base de sélection dans l'ensemble de la population. La diffusion du progrès génétique depuis la base de sélection vers la partie non contrôlée de la race sera d'autant plus facile que ce rapport est grand.

Il faut faire entrer en considération le coût des contrôles confronté aux recettes dues aux résultats de la sélection. Ce bilan peut être négatif pour la partie de la population soumise aux contrôles, alors qu'il est nettement bénéficiaire pour la partie de la population où est diffusé le progrès génétique. Il y a donc un optimum au delà duquel l'effort de contrôle des animaux coûte plus cher qu'il ne rapporte.

La taille de base de sélection détermine directement le progrès total maximum qui pourra être réalisé dans la race et permet de mesurer le risque de baser la sélection sur un noyau initial de valeur génétique insuffisante. Il faut raisonner sur l'effectif absolu (3) en s'assurant qu'il est supérieur à un minimum, puis s'intéresser à un effectif relatif (4). Ceci conduit à envisager différemment les races à grands et à petits effectifs (1). Pour les races à grands effectifs, un rapport (4) même petit assure une base (3) suffisante et on aura la possibilité de déterminer dans chaque cas par le calcul

Tableau 24.

LES EFFECTIFS PAR RACE EN 1978

R A C E	Nombre de ♀ (1)	Nombre de ♀ reconnues/an (2)	Nombre de ♀ contrôlées (3)	(4)/(1) (4) en %	Nombre de ♂ reconnus/an (5)	(2) / (5) (6)	Nombre de ♂ entrant en station (7) (a)	Nombre de ♂ sélectionnés /an (8) (b)	(8) / (5) %
Suffolk	15 000	1 853	7 500	50	759	2,4	0		
Charollais	100 000	2 711	4 500	4,5	1 509	1,8	0		
Texel	170 000	4 310	15 000	8,8	725	5,9	0		
Southdown	600 000	397	1 850	3,1	278	1,4	0		
Berrichon Cher	430 000	2 347	11 000	2,6	1 450	1,6	92	?	
Ile de France	400 000	4 593	53 500	13,4	1 266	3,6	60	15	1,2
Hampshire	5 000	518	1 600	32,0	170	3,0	0		
Dorset down	1 500	358	650	43,3	179	2,0	0		
Vendéen	210 000	4 461	27 400	13,1	648	6,9	350	175	27,0
Bleu du Maine	150 000	2 137	5 000	3,3	481	4,5	0		
Rouge de l'Ouest	130 000	1 317	11 500	8,9	148	8,9	0		
Cotentin	100 000	523	400	0,4	288	1,8	0		
Avranchin	30 000	884	800	2,7	102	8,7	0		
Finnoise	200	389	17	8,5	101	3,9	0		
Romenc	4 500		1 350	30			0		
Préalpes	330 000	2 500	22 500	6,8	157	15,9	0		
Noir du Velay	12 000	597	4 300	35,8	18	33,2	18	15	83,3
Lacaune viande	400 000	1 320	28 000	7,5	90	15,3	165	5	5,6
Lacaune lait	430 000	2 400	87 000(c) +120 000(d)	19,3	789	3,0	950(e)	360(e)	45,6

Caussearde	110 000	720	22 000	20	180.	4,0	72	55	30,6
Rava	33 000	1 294	5 500	15,7	31	41,7	24	20	64,5
Solognote	1 000	338	740	74	22	15,4	0		
Blanc M. Cent.	300 000	2 651	19 000	6,3	105	13,6	224	164	84,1
Bizet	32 000	328	2 200	6,9	15	21,9	18	15	100
Charmoise	510 000	2 292	6 500	1,3	358	6,4	0		
Limousine (f)	142 000	2 991	23 500	16,5	155	19,3	14	13	8,4
Auroise	25 000	20	433				0		
Lourdaise	10 000	100	631				0		
Baregeoise	20 000	200	1 001				0		
Tarasconnaise (f)	110 000	745	2 000	1,8	51	24,0	71	51	100
Castillonaise	10 000						0		
Berrichon Indre		691	1 700		54	12,8	0		
Mérinos précocé	26 000	385	2 100	35	147	2,6	0		
Est laine mérin.	180 000	659	6 200	3,4	75	8,8	0		
Mérinos Rambouillet	120	20	85	70,8	20	1,0	0		
Mérinos Arles	220 000	1 595	14 000	6,3	169	9,4	0		
Corse	75 000		1 100(c)	1,5			0		
Manech et BascoP.	300 000	450	12 100(c)	4,0	170	2,6	230	50	29,4

(a) Station de contrôle individuelle ou centre de jeunes mâles (b) au sortir de la station de C.I. ou du centre de jeunes mâles (c) contrôle laitier officiel

(d) contrôle laitier simplifié (e) chiffres 1979 (f) chiffres 1978

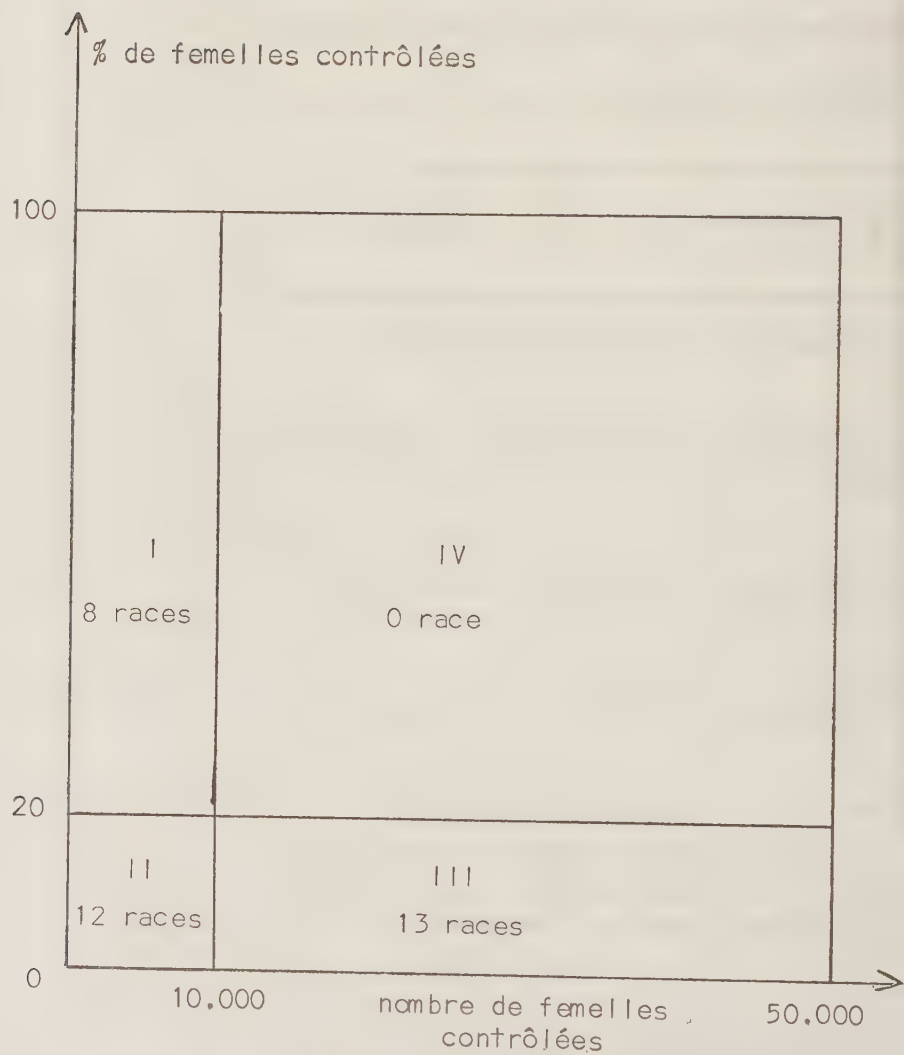
Sources : I.T.O.V.I.C., U.P.R.A. LACAUNE, S.C.E.E.S

Les effectifs de femelles de la race sont surestimés pour un certain nombre de races en voie de disparition.

in (16)

Tableau 25.

REPARTITION DES EFFECTIFS ET PROPORTIONS
DE FEMELLES CONTROLEES PAR RACE



in (16)

une valeur de ce rapport optimisant le schéma de sélection d'un point de vue économique. Pour les races à petits effectifs, il est nécessaire de contrôler une très forte proportion de brebis pour assurer la réalisation d'un effectif minimum contrôlé.

En appliquant ces critères aux situations réelles des races, on constate que sur 33 races :

- 2 contrôlent + de 50.000 ♀ - 14 entre 1.000 et 10.000
- 10 entre 10.000 et 50.000 + - 7 moins de 1.000

Les proportions de brebis contrôlées (4) varient de 0,4 à 70,8%. Les deux critères (3) et (4) ne varient pas de façon indépendante (*tableau 25. page 104*).

En aucun cas on ne contrôle plus de dix mille femelles et plus de 20% de l'effectif total. On peut distinguer 4 situations :

- I : moins de 10.000 ♀ , + de 20%
- II : moins de 10.000 + , - de 20%
- III : + de 10.000 , - de 20%
- IV : + de 10.000 , + de 20%

Les classes I et III sont les situations les plus favorables et correspondent à un recours satisfaisant au contrôle de performance. Pour la catégorie II, le contrôle est insuffisamment développé. L'absence de races dans la situation IV s'explique par l'importance des moyens à développer pour la réaliser.

2. Les effectifs de mâles :

On peut retenir 4 critères de l'importance accordée au choix des mâles :

- a) le rapport (6) de l'effectif des reproducteurs reconstitués par an (femelles/mâles) :

Il constitue un indice des besoins en mâles de renouvellement, donc des possibilités de sélection de ceux-ci. Elles seront d'autant plus grandes que ce rapport le sera aussi.

Il peut être interprété comme un indice d'évolution ou d'utilisation d'une race : un petit nombre de femelles/mâles correspond aux races dont les béliers sont largement utilisés en croisement avec des femelles d'un autre type. Un rapport élevé correspond à des races dont le cheptel femelle est soumis à une forte pression de croisement avec des mâles d'autres origines.

b) et c) le nombre des mâles entrant en station de contrôle individuel (7) ou centre d'élevage, et celui des mâles sélectionnés après ce contrôle (8) :

Ces nombres mesurent les possibilités de mobilisation de mâles jeunes de la race dans le schéma de sélection, et l'intérêt des éleveurs pour les caractères productivité pondérale. Un effort d'effectifs à l'entrée en station permet d'accroître potentiellement le progrès génétique total, c'est à dire d'élever à long terme le niveau théorique du plateau de sélection et de minimiser l'aléas dûs à un mauvais échantillonnage. Le nombre des mâles sélectionnés après contrôle (8) comparé au nombre de béliers entrés (7) renseigne sur l'importance de la sélection des mâles sur les caractères bouchers, mais fait intervenir également les causes d'élimination diverses (état sanitaire, développement et conformité au standard, aptitude à la reproduction),

En pratique, les races utilisant effectivement une station sont encore en minorité. Les plus gros effectifs de mâles entrant concernent les centres d'élevage de jeunes mâles, principalement pour les races traites. Les pressions de sélection pratiquées dans le cas de races rustiques allaitantes sont très faibles, ce qui correspond bien au rôle assigné aux centres d'élevage qu'elles utilisent.

On dispose de peu d'informations pour approcher :

d) le taux de recouvrement des besoins en reproducteurs de la race réalisé par le schéma de sélection (rapport de l'effectif de mâles issus du schéma par an au besoin annuel en renouvellement en béliers de la race).

Ce taux de recouvrement est le produit

2 rapports :

$$\frac{\text{Effectif } \sigma \text{ issus du schéma}}{\text{Effect. } \sigma \text{ nécessaires à la race}} = \frac{\text{Effectif } \sigma \text{ issus du schéma}}{\text{Effectif } \sigma \text{ reconnus}} \times \frac{\text{Effectif } \sigma \text{ reconnus}}{\text{Effect. } \sigma \text{ néces. à la race}}$$

Le second de ces rapports est assez proche, dans sa signification, de la proportion (4) des femelles contrôlées dans la race dont nous avons parlé plus haut. Le premier reflète la coïncidence des préoccupations de l'UPRA avec les objectifs du schéma de sélection.

Si on ne tient pas compte du choix sur descendance, cet effectif relatif est donné par (8)/(5). En ce qui concerne le jugement de la descendance en station, les effectifs de béliers retenus après contrôle sont sans rapport avec les besoins réels en reproducteurs.

Le contrôle de performances aboutit chaque année à la production d'une grande quantité d'index mâles sur la vitesse de croissance des agneaux, la valeur laitière des mères et la prolificité. Un certain nombre de races présentent dès à présent un effectif suffisant contrôlé en ferme pour raisonner l'utilisation de ces index (Texel, OIF, Vendéen, Préalpes du Sud, Caussenarde du Lot ...).

F . RESULTATS

Il est très difficile de mesurer l'efficacité réelle des schémas mis en oeuvre. Une mesure de cette efficacité pourrait utiliser un certain nombre d'indicateurs concernant le jugement des reproducteurs, la diffusion du progrès génétique, le progrès génétique réalisé. Il n'y a pas actuellement d'études systématiques sur la mesure du progrès génétique.

Au Domaine de la FAGE, le progrès réalisé se situerait aux alentours de 2,7 litres/an, valeur très proche des estimées théoriques.

Pour la productivité numérique, les calculs théoriques permettent d'espérer un progrès génétique annuel de l'ordre de 1 à 2%, dans un schéma pratiquant la sélection des mâles sur ascendance et réalisant des accouplements raisonnés avec IA.

Le schéma de testage de la race Texel, dont l'objectif est l'amélioration de la prolificité, laisse espérer une amélioration annuelle de la prolificité de près de 0,035 agneau/an, avec dans dix ans (documents de 1976) une prolificité de la race de 200%.

L'application du schéma d'amélioration génétique sur la prolificité des OIF a fait passer la prolificité des élevages inscrits de 1,37 en 1967 à 1,54 en 1976, dépassant de 8 points celle des élevages non inscrits contrôlés.

G. LE CROISEMENT : Apport génétique des races prolifiques

Il semble important de replacer rapidement ici le croisement qui complémentarise la sélection en race pure dans les schémas d'amélioration génétique. Il pallie en effet dans certains cas la lenteur de l'amélioration recherchée en race pure, l'insuffisance de la variabilité génétique dans le cas d'une base de sélection trop restreinte, et les retards observés du fait de la recherche de progrès sur plusieurs caractères simultanément voire de l'opposition entre certains critères de sélection.

Le croisement tend à valoriser la variabilité génétique existant entre les différentes races, en utilisant simultanément des qualités qui se retrouvent chez des animaux croisés, et met à profit des combinaisons génétiques favorables, effets d'hétérosis principalement. Ceci est vrai surtout pour les caractères de reproduction, et cela explique l'intérêt porté, depuis une quinzaine d'années en France et dans d'autres pays, aux races manifestant une prolificité exceptionnelle. Pour raisonner une stratégie de croisement, il faut définir les ressources génétiques de chaque race - qualités et défauts - et leur expression chez l'animal croisé.

1. Données théoriques :

Exemple: apport génétique des races prolifiques. (33)

Cet apport génétique concerne surtout la prolificité qui est remarquable pour les races Finnoise et Romanov. Elle l'est à un degré moindre pour d'autres races comme Border-Leicester, Frisonne-Allemande, Texel, Bleue du Maine, Cotentin, chez lesquelles les performances de reproduction sont nettement inférieures, aussi bien en race pure qu'en croisement. La plupart des expérimentations de croisement montrent en effet que les produits croisés 1/2 sang et 1/4 sang Romanov ou Finnois ont une prolificité supérieure à celle des produits croisés issus des autres races prolifiques.

En ce qui concerne les aptitudes viande vitesse de croissance et qualités de carcasse sont médiocres pour Finnois et Romanov. Mais il faut distinguer dans les résultats bruts la part des effets maternels

(production laitière limitée) et du poids de naissance (taille de portée comportant une majorité de double et de triple). Dans le cas où la population de base est constituée par des brebis prolifiques de race pure ou croisée, on aura intérêt à utiliser le croisement terminal avec des mâles de race à viande pour obtenir des produits finaux à meilleure qualité de carcasse.

Les expérimentations tendent à prouver qu'il n'y a pas d'effet maternel sur la prolificité, ni d'effet d'hétérosis. On peut donc envisager la création de souches synthétiques où la diminution des effets d'hétérosis avec les générations ne risque pas de faire perdre beaucoup d'avantages. Par contre les aptitudes viande médiocres des races prolifiques et l'hétérosis qui se manifeste sur la viabilité et la croissance des produits F1 conduit à l'utilisation de souches spécialisées viande en croisement terminal.

2. Schémas :

D'après ces données théoriques, on peut envisager plusieurs schémas : *voir tableaux 26.26 bis et 26 ter, pages 110-111-112.*

3. Applications :

Pour l'ensemble des schémas utilisant les races prolifiques, il reste encore à définir la race de mâles qui donnent les meilleurs résultats en croisement terminal sur les différents types génétiques de brebis, compte tenu de leur prolificité, des conditions d'élevage et du type de carcasse recherché. Il faut, de plus, tenir compte des possibilités d'adaptation aux divers types d'élevage des races prolifiques, de leurs croisés ou des lignées synthétiques.

En conclusion de l'étude (30), sur l'intérêt de la race Romanov et de ses croisés, il ressort que :

- sur le plan technique leur valeur amélioratrice est certaine, surtout lorsque les races locales sont faiblement productives.

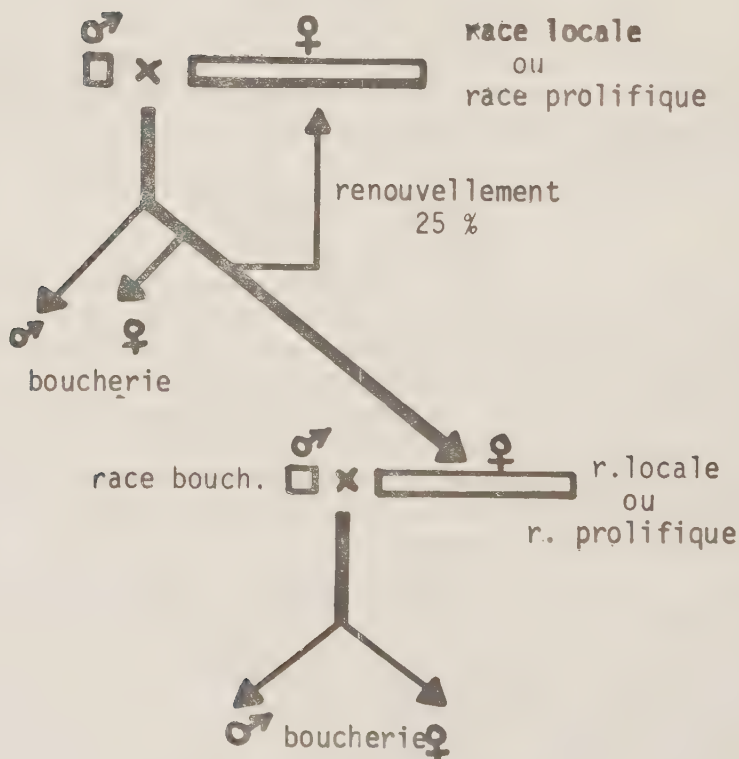
- sur le plan économique, l'élevage de Romanov en race pure à des fins de boucherie semble actuellement le plus intéressant, même si le prix de vente des agneaux doit subir une sérieuse décote ou si la conjoncture est défavorable.

Nous constatons que le bilan économique ne correspond pas toujours au bilan technique théorique. Ceci nous rappelle une fois encore la nécessité de faire des analyses technico-économiques et des bilans aussi précis que possible pour juger de la rentabilité d'un système d'élevage, et pour s'orienter dans le choix des races et dans leur type d'utilisation.

Tableau 26.

DIFFERENTS TYPES
DE SCHEMAS DE CROISEMENT

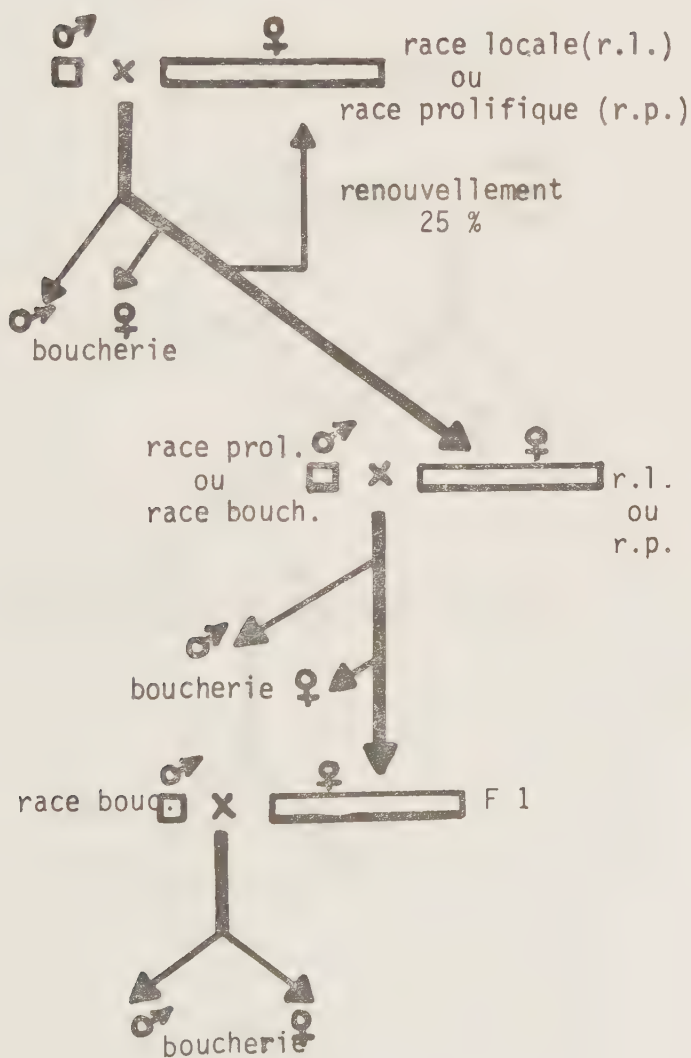
1 - Croisements industriels



in (33)

Tableau 26^{bis}

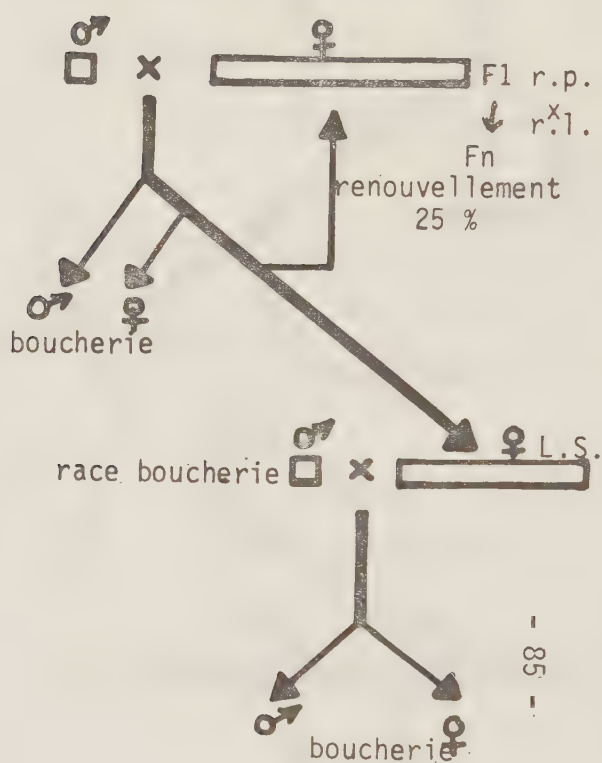
2 - Croisements à double étage



in (33)

Tableau 26^{ter}

3 - Lignée synthétique (L.S.)



D I S C U S S I O N

L'élevage ovin en France est principalement une production des zones méditerranéennes et de montagne. 70% du cheptel se trouve dans les zones dites défavorisées. Bovins et céréales font reculer les ovins dans les autres régions.

En dehors des exploitations ovines spécialisées, les troupes ovines sont surtout présentes dans les types d'exploitation polyculture-polyélevage. Les systèmes d'élevage sont variables, et le gradient de l'extensif à l'intensif est un aspect important de la réalité ovine.

La spéculation ovine principale est la production d'agneaux de boucherie élevés et engraisés sur place, agneaux d'été ou agneaux d'hiver.

Sous-produit de la laine sur le marché mondial, la viande ovine est et restera disponible à des prix très avantageux.

Le commerce mondial de la viande ovine, fraîche ou congelée, est caractérisé par sa forte concentration: Nouvelle Zélande et Australie représentent 85% des exportations mondiales. Le Royaume Uni, le Japon et la France totalisent 75% des importations. Les firmes de commercialisation de la viande ovine sont, pour la grande majorité, britanniques ou sous influence britannique.

La C.E.E est globalement déficitaire de 281.000 T équivalent carcasse (1978). Sa production indigène brute de viande ovine de 505.000 T est assurée à 47% par le Royaume Uni et à 30% par la France.

Les systèmes de production sont divers dans les pays de la C.E.E, le plus intégré étant le système britannique à 3 étages.

L'augmentation de la consommation de viande ovine est importante en France. En 1977, sa production n'a couvert que 72% de sa consommation.

Les importations proviennent surtout de la R.F.A., des PaysBas et du Royaume Uni, selon 2 étapes : ces pays s'approvisionnent à bon marché dans l'hémisphère Sud et nous exportent leur production nationale à un prix plus élevé.

La " Notice d'Importation ONIBEV " qui régissait le marché d'importation des marchandises ovines, autres que la laine, originaires du R.U et des pays tiers, avec des restrictions qualitatives et de nombreux éléments tarifaires, protégeait le marché français.

Elle est remplacée depuis peu par le " Règlement Communautaire de la Viande Ovine ". Celui-ci, dans sa forme actuelle, peut laisser perplexe quant aux débouchés et à la situation future des éleveurs de moutons français.

Le " Plan pluriannuel de Développement de l'Elevage Ovin " se propose d'encourager un effort important de développement de la production ovine.

Il est prévu, dans ses mesures, de renforcer les programmes d'amélioration génétique visant à la création et à la diffusion du progrès génétique, dans l'optique d'améliorer la prolificité et la productivité numérique, la vitesse de croissance et la qualité bouchère des troupeaux. On conserve donc l'objectif de développer une production intensive d'ovins de boucherie.

— L'amélioration génétique s'appuie sur des schémas de sélection en race pure et en croisement.

• L'amélioration génétique en race pure a pour objet de rechercher et d'améliorer des caractères génétiques intéressants, dans des races données. Elle utilise des outils tels que le contrôle de performance en ferme, les centres d'insémination artificielle, les stations de contrôle individuel et de contrôle sur la descendance.

Sa mise en oeuvre rencontre de nombreuses difficultés

- a-t-on pour objectif la réalisation d'un progrès génétique pour la collectivité, répondant aux besoins des éleveurs ovins d'une région et diffusant depuis la base de la sélection vers le reste de la population ?

Ou bien s'agit-il d'un moyen de promotion d'une race, au sens publicitaire et commercial au terme, satisfaisant essentiellement la réussite d'un nombre limité d'éleveurs vendant des reproducteurs, ou d'UPRA fortes ?

- les objectifs de la sélection définis par les UPRA coïncident-ils bien avec les préoccupations de la majorité des éleveurs ?

- quelle est l'efficacité réelle des schémas mis en oeuvre ? Nous avons vu que beaucoup de facteurs limitent cette efficacité : le nombre et la taille des races, la pluralité des objectifs, la difficulté de réalisation d'une monte contrôlée, les problèmes sanitaires des regroupements, la difficulté de la mise en oeuvre de l'I.A. obligatoirement associée à des manipulations hormonales, la satellisation des exploitations. Il n'y a pas, en outre, pour l'instant, d'études systématiques sur la mesure du progrès génétique.

- la taille dans la base de sélection est rarement suffisante pour satisfaire les besoins en reproducteurs.

.présente des dangers

dans la mesure où, représentant une lourde charge économique, elle risque de hâter la disparition des races à petits effectifs et à support économique faible. Or la variété des races locales, très riche en France, est due à la variété des terroirs, aux conditions naturelles de ceux-ci et à leur histoire agraire. Elle constitue un potentiel de valorisation d'une large gamme de milieux.

.a des résultats positifs :

- le progrès réalisé en race Lacaune, en production laitière, au Domaine de la FAGE à l'INRA, est de 2,7 litres/an.

- pour la productivité numérique, les calculs théoriques permettent d'espérer un progrès génétique annuel de l'ordre de 1 à 2%, dans un schéma pratiquant la sélection des mâles sur ascendance et réalisant des accouplements raisonnés, avec I.A.

- l'exemple de la sélection en race laitière montre que par la prise en compte des contraintes des exploitations qu'il suppose, par la gestion "population animale" qu'il recouvre, un schéma de sélection constitue une base solide de réflexion et d'action sur les possibilités d'évolution et les limites de l'élevage

d'une région donnée. Grâce à l'effort de groupe qu'il suppose, il peut avoir un effet d'entraînement dans de nombreuses autres actions de développement (alimentation, état sanitaire, développement des exploitations).

. L'amélioration génétique par le croisement, dont le croisement industriel est l'exemple le plus fréquent, en particulier lors du croisement à double étage avec en F1 des mères améliorées sur le plan de la prolificité, semble être une solution complémentaire de la sélection en race pure, plus rapide dans ses effets. Elle s'assortit de la nécessité d'un recensement génétique aussi précis que possible des différentes races, et en particulier des races locales. Elle s'assortit aussi de la nécessité d'une conservation, pour les races à petits effectifs, d'un noyau de race pure, sous peine de voir ces races disparaître.

Nous avons étudié plus précisément le centre de testage de Baugy. Malgré sa jeunesse, les résultats techniques de ce centre semblent être conformes aux prévisions, et prometteurs. La grande qualité de ce centre est, sans nul doute, son caractère pluriracial, qui en fait une unité de service véritable. Le problème posé est celui des races de mâles utilisés pour le croisement industriel; et l'objectif est de définir, sur le plan génétique, des mâles qui produiront des carcasses de bonne qualité commerciale, en valorisant un cheptel femelle amélioré pour ses qualités maternelles.

Cette unité de service commune complète les schémas respectifs de sélection propre à chaque race par une information sur la descendance d'un nombre limité de mâles issus de cette sélection. La composante théorique est claire, dans le cadre des schémas de sélection. Les conséquences pratiques sont beaucoup plus difficiles à appréhender. Le fait que peu de béliers testés sortent chaque année, les problèmes sanitaires de la monte naturelle de ces béliers, la difficulté de la mise en oeuvre de l'I.A chez les ovins, laissent à penser que l'impact à l'échelon national de ce centre sera assez modeste pour les bases de sélection comme pour les éleveurs qui n'en font pas partie.

L'amélioration génétique des ovins dans une optique purement productiviste risque de produire des animaux plus fragiles (inadaptation aux milieux d'élevage,

perte de rusticité, viabilité réduite des agneaux de races très prolifiques). La valorisation d'un potentiel génétique amélioré passe par une artificialisation progressive du milieu, donc une technicité et des ressources plus grandes des éleveurs. Par exemple, l'utilisation des gènes améliorés implique un large recours à l'I.A, délicate chez l'ovin; la modification des saisons de reproduction de la brebis, en vue d'obtenir 3 agnelages en 2 ans, impose le recours à des techniques hormonales; l'allaitement artificiel, souvent rendu obligatoire par l'augmentation de la prolificité des brebis, demande matériel et main d'oeuvre.

La mise en oeuvre de ces techniques se heurte dans la pratique à des obstacles concrets de compétence de l'éleveur, d'organisation et d'équipement.

— La notion d'intensification correspond à l'augmentation de la productivité des facteurs de production. Sa limite est fixée par la combinaison de la productivité de ces facteurs, aboutissant au bénéfice maximal.

Dans le cas de l'atelier ovin, la quantité et l'étalement des ressources fourragères disponibles déterminent les possibilités d'utilisation du potentiel, naturel ou induit, de productivité du troupeau. En effet, l'alimentation du troupeau représente de très loin le principal coût de fonctionnement. Lorsque le potentiel fourrager est faible, on doit tirer au maximum parti du caractère de ruminant des ovins, et de l'utilisation directe de ces ressources par le pâturage. On peut difficilement, dans ce cas, envisager un accroissement du rythme de reproduction, ou même une augmentation de la prolificité des brebis, sans avoir recours à des aliments complémentaires onéreux. Lorsque le potentiel fourrager est important et aisément utilisable, soit en pâturage direct, soit par récolte et distribution avec ou sans conservation, on peut envisager l'application de schémas intensifs de reproduction ou l'utilisation d'animaux prolifiques. Il faut alors analyser la valorisation des surfaces affectées à l'atelier ovin, et estimer si d'autres productions animales ou végétales ne valoriseraient pas mieux le foncier affecté aux ovins.

Le plus souvent les exploitations suffisamment grandes pour envisager une stratégie de croissance rapide, mais trop petites pour se spécialiser dans des productions mobilisant moins de travail et assurant une

meilleure rentabilité du capital (céréales par exemple), ont choisi l'élevage bovin laitier qui a profité des progrès sensibles de productivité du travail grâce aux équipements pour la traite et la diffusion de souches améliorées pour la production de lait.

Enfin, l'intensification des surfaces fourragères et du niveau de production du troupeau complique l'organisation de l'atelier et accroît les besoins d'équipements et de main d'oeuvre, donc les coûts de structure.

On a eu tendance, ces dernières années, à inverser les données du problème. Le développement des techniques d'augmentation de la productivité des troupeaux est apparu comme un moyen d'intensification rapide, commode et prioritaire. Il semblait que le fait de limiter les périodes improductives des brebis (accélération du rythme des agnelages), de diminuer le coût des agneaux à la naissance (augmentation de la productivité), et d'augmenter la vitesse de croissance de ceux-ci, rendait secondaire le poste des coûts d'alimentation. Un troupeau productif devait permettre de pouvoir utiliser en grande quantité des aliments chers, avec un résultat économique amélioré.

Trois difficultés majeures ont surgi dans la pratique : - sous-estimation des risques techniques, et besoins rigoureux d'organisation liés à l'adoption de ces techniques.

- inflation des coûts d'alimentation en 10 ans.

- contexte économique mondial et surtout européen, en raison duquel il est difficile et aléatoire de maintenir un prix de production de viande ovine élevé.

Dans les conditions françaises, où le foncier est le facteur limitant, on doit avant tout chercher à connaître la productivité que l'on peut raisonnablement attendre des surfaces susceptibles de produire des ressources alimentaires (fourrages et concentrés) pour le troupeau.

Ce n'est qu'après avoir dressé le bilan de ces disponibilités que l'on déterminera :

- la taille du troupeau souhaitable.

- son niveau de productivité possible, et donc le type d'animal à utiliser, amélioré ou non, en race pure ou en croisement.

On pourrait se demander, à ce stade du raisonnement, s'il est bien raisonnable de vouloir encourager la production ovine en France dans l'optique productiviste traditionnelle.

Cela semblerait l'être si l'on visait, par un développement systématique de l'actuelle production, un plus grand auto-approvisionnement et, par là-même, la reconquête du marché intérieur.

Mais les conséquences des nouvelles conditions de marché ne vont pas dans ce sens.

Deux objectifs semblent prioritaires dans l'adaptation de l'élevage ovin français à ce nouveau contexte :

1. Consolider l'élevage ovin dans les zones difficiles pour éviter sa disparition. Si les animaux de service issus des montagnes britanniques sont disponibles sans restriction sur le marché, les éleveurs de moutons français situés dans les zones les plus critiques ne pourront pas en supporter la concurrence.

En effet, grâce aux structures d'exploitation initialement importantes et au long conditionnement provoqué par des décennies de subventions, les zones difficiles britanniques sont capables de profiter au maximum des mesures retenues et financées par la C.E.E pour offrir des quantités d'animaux de service (agneaux maigres, agnelles, brebis de transfert) à des prix proportionnellement beaucoup plus avantageux que ceux des carcasses dont ces animaux permettent la production.

A partir d'animaux anglo-saxons une activité d'engraissement ou de croisement industriel pourrait se développer en France. Les carcasses produites seraient tellement compétitives qu'elles écraseraient la production traditionnelle française. Il s'agit donc de provoquer un accroissement de la taille des troupeaux en favorisant, par spécialisation, un élevage plus extensif dans les zones très difficiles où l'engraissement et le croisement industriel sont difficiles.

Amélioration des structures foncières d'exploitation, dans les régions les moins riches, effet restructurant de l'ISM et zones défavorisées, assortis de mesures sanitaires et commerciales, sont des objectifs retenus dans le plan de soutien (il faut rappeler ici que 70% du cheptel se trouve en zone défavorisée).

2. Orienter la production française vers les
crûs que fait apparaître la communautarisation du
marché. Il existe un profond déséquilibre saisonnier de
l'offre communautaire. Dans tous les pays d'Europe,
sauf la France, le déséquilibre entre l'offre et la de-
mande en viande fraîche se traduit au stade du gros par
des cours qui sont, au mois d'Avril, supérieurs d'envi-
ron 70% à ceux de l'automne. Ces fortes variations sub-
sistent malgré les importations de viande congelée, à
qualité et prix constants.

Les cours, trop stabilisés en France jusqu'à pré-
sent, ne tiennent pas compte de la forte variation des
coûts de production de la viande d'agneau en fonction
de la période de l'année où il a été élevé.

L'agneau à contre-saison est plus coûteux dans sa
production, mais répond à besoin du consommateur. En ou-
tre, ce sont justement les zones les plus défavorisées
qui ont opté pour la production d'hiver et de printemps
à cause des contraintes physiques (transhumance dans
les régions de montagne, sécheresse estivale en région
méditerranéenne). Il faut laisser les producteurs
français profiter de l'incitation commerciale due au
manque de viande fraîche à contre-saison.

Il faut remarquer que dans la réglementation
communautaire, dans les mesures de soutien du marché,
l'intervention publique ne porterait que sur certaines
qualités et, en dehors d'une période allant du 15 Juil-
let au 15 Décembre, sa mise en oeuvre serait subordon-
née à une autorisation communautaire de marché !

Le prix de base communautaire est affecté de va-
riations saisonnières selon une échelle hebdomadaire
préétablie (max. en Avril et min. en Octobre, à 10% de
la valeur moyenne annuelle).

Des mesures d'orientation de ce type ne figurent
pas dans le nouveau plan de soutien.

CONCLUSIONS

La première partie de notre exposé fait apparaître la diversité des systèmes d'élevage ovin en France, l'évolution du cheptel vers une plus grande concentration, sa localisation préférentielle dans les zones défavorisées et méditerranéennes.

L'étude des productions et des marchés nous montre que la C.E.E. et la France en particulier sont grandes importatrices de viande, alors que certains pays de l'hémisphère Sud, dont la viande est un sous-produit de la laine, sont de gros exportateurs. La nouvelle réglementation communautaire, sous sa forme actuelle, peut être génératrice de profonds déséquilibres et d'une situation désavantageuse pour la France.

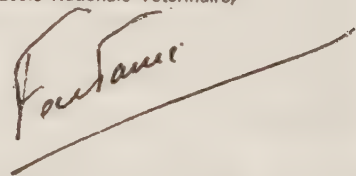
La seconde partie nous présente les différentes modalités d'amélioration génétique possible du cheptel, en insistant sur la mise en oeuvre de la sélection en race pure. Le centre de Berry-Test est décrit en annexe pour illustrer les programmes d'amélioration génétique.

La discussion nous conduit à nous interroger sur l'efficacité de l'amélioration génétique des ovins, sur les difficultés d'intensifier la production ovine, compte tenu des charges importantes que cela représente, tant financières que technologiques, dans un secteur de production très menacé par une conjoncture communautaire et internationale de marché très défavorable.

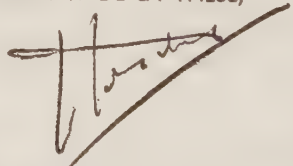
Vu :
LE DIRECTEUR
de l'École Nationale Vétérinaire de Lyon,



LE PROFESSEUR RESPONSABLE
de l'École Nationale Vétérinaire,

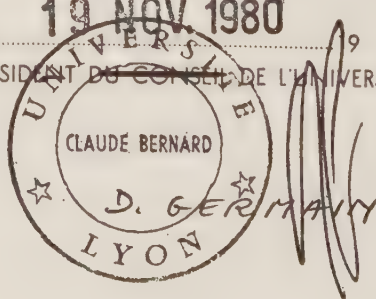


LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,



Vu et permis d'imprimer.....

LYON, le 19 NOV 1980
LE RECTEUR, PRÉSIDENT DU CONSEIL DE L'UNIVERSITÉ LYON



A N N E X E

BERRY-TEST

STATION MULTIRACIALE DE SÉLECTION SUR LA DESCENDANCE POUR LES CARAC- TERES BOUCHERS DES OVINS

A . HISTORIQUE .

Nous mentionnerons ici les grandes étapes de la création et de la mise en service du Centre.

1. Le 21 Décembre 1973 est déposé à Bourges, rédigé par L.Cornu, Ingénieur en Chef du Service du Génie Rural et des Eaux et Forêts, un " Rapport à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, tendant à faire bénéficier le Flock-Book Berrichon du Cher des aides de l'Etat au titre de la Relance de la Production Ovine ". (10)

Ce projet, élaboré par les adhérents du Flock-Book Berrichon du Cher, avec l'aide de la D.D.A., de l'E.D.E et de l'I.T.O.V.I.C , trouve ses origines dans les préoccupations que ressentent les éleveurs responsables de l'avenir de la Race :

- renforçant le travail des sélectionneurs privés, il imprime une impulsion supplémentaire à la sélection de la Race Berrichonne en lui donnant des bases scientifiques et collectives.

- il organise selon des méthodes économiques rationnelles la diffusion des reproducteurs chez les éleveurs utilisateurs.

- il parfait l'illustration économique de la race.

La justification du projet repose sur des considérations techniques, économiques et générales.

Considérations techniques

Le travail de sélection, en plus des deux groupes de méthodes actuellement employées - enregistrement de l'identification et des récompenses des animaux et contrôle des performances en élevage - utilisera le testage des meilleurs béliers pour mener des études de filiation en vue de dégager des résultats essentiels à une production ovine économique. L'étude des aptitudes fondamentales : croissance, consommation, conformation, qualités bouchères, associée au développement de l'I.A., sera un moyen d'améliorer et de diriger la production ovine pour l'emploi intensif des meilleurs reproducteurs mâles.

Considérations économiques

Le testage en station des béliers berrichons se justifie par l'importance numérique des ovins de type berrichon, l'ancienneté des courants de diffusion des béliers inscrits à travers la France et l'étranger, la possibilité des béliers d'être élevés soit en bergerie soit en plein-air, la quantité de béliers déjà inscrits.

Il semble profitable actuellement d'utiliser les possibilités du croisement industriel entre les femelles de race locale, remarquables par leurs qualités maternelles, et les béliers berrichons aux performances connues et éprouvées sous l'angle des qualités d'élevage et des aptitudes bouchères.

La qualité des carcasses produites par le croisement industriel permet aux producteurs des régions utilisant ces femelles rustiques d'entrer en compétition dans les zones de grande consommation avec les carcasses importées. A l'échelon national, les besoins en béliers destinés au croisement industriel sont importants.

Autres considérations

Rôle de propagande.

Sécurité sanitaire.

Ce rapport décrit ensuite le principe de la sélection, qui sera repris plus loin, et les moyens à mettre en oeuvre.

Le coût du projet est estimé à 2000.000 Francs, et le plan de financement est envisagé selon les mo-

alités suivantes :

RESSOURCES	%	MONTANT
Subventions de l'Etat		
- au titre de la relance ovine	50	1.000.000,00 F
- au titre des bâtiments d'élevage	25	500.000,00 F
Emprunt au C.A. à 7% sur 12 ans	25	500.000,00 F
TOTAL H.T.	100	2.000.000,00 F

Le budget prévisionnel annuel inclue dans ses charges l'amortissement des bâtiments et installations, l'amortissement du matériel en 5 ans, les frais financiers, le transport des agnelles, les salaires du personnel, le renouvellement du troupeau, les approvisionnements en aliments, la consommation de fluides (eau, fuel, électricité), les charges sanitaires (les frais sanitaires et honoraires vétérinaires), et les autres charges (entretien courant, assurances, frais administratifs).

Il inclue dans ses recettes la vente des animaux (brebis de réforme et agneaux croisés), la vente des sous-produits (laine, fumier), la contribution de l'U.P.R.A, les apports locaux, et une subvention nationale décroissante jusqu'à la 3^e année.

En conclusion, l'aide de l'Etat est sollicitée en raison de ce que représente en propre la Race Berri-chonne du Cher tant du point de vue génétique que commercial et, d'un point de vue plus général, par suite des nécessités s'attachant à l'économie de l'élevage ovin.

2. Le 1er Février 1977 est enregistré à Bourges le dépôt des statuts d'une Société Civile Particulière qui prend la dénomination de "Société Civile BERRY-TEST" et dont l'objet est: (4)

" - la mise en place d'une station de testage et de contrôle de la descendance sur l'aptitude viande des béliers de races reconnues, dont les unités de sélection participent à son capital social et à son fonc-

tionnement ;

- d'assurer la présentation numérique ou graphique des informations techniques collectées et d'en contrôler la publication ;

- de rassembler tous les moyens en mesure de contribuer à l'amélioration et à la diffusion des reproducteurs testés favorablement ou de leur semence ;

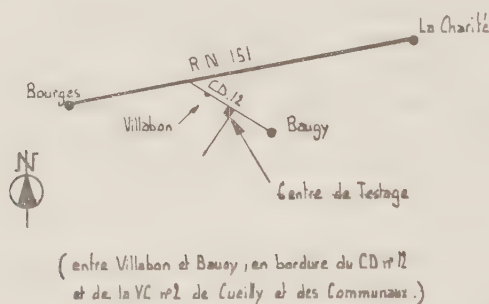
- de faciliter toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à l'objet de la Société, sous réserve que ces prestations n'en modifient pas le caractère civil ;

- de défendre les intérêts généraux et particuliers de ses associés."

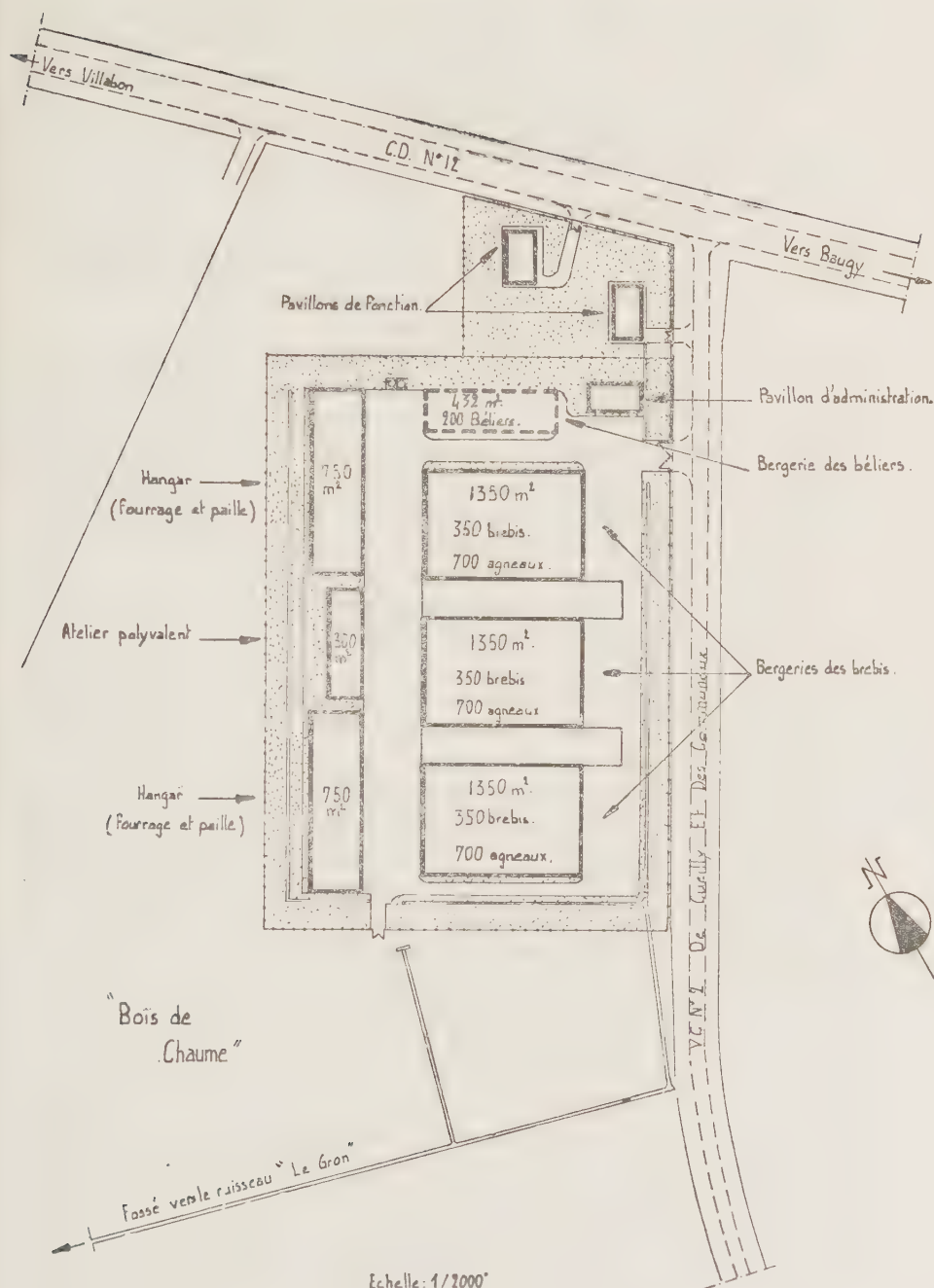
3. Le 24 Avril 1978 est inauguré à Baugy, dans le Cher, le Centre de Testage de Béliers de la Société BERRY-TEST, en présence de Mr Maurice PAPON, ministre du Budget, et de Mr Jean-François DENIAU, ministre du Commerce Extérieur, et de personnalités du monde agricole.

B . IMPLANTATION MATERIELLE.

1. Situation géographique : la Société BERRY-TEST promoteur, maître d'oeuvre et gestionnaire, est implantée dans le département du Cher, sur la commune de Baugy, au lieu-dit Bois de Chaume, sur un terrain communal de 14 Ha loués.



2. Les bâtiments d'élevage : ils comportent 3 bergeries de brebis de 1.350 m² chacune, une bergerie de béliers de 432 m², appartenant à l'UPRA berrichonne, 2 hangars de 750 m² chacun, où l'on entrepose le tourrage, la paille et le matériel agricole, et un atelier



Echelle: 1/2000

polyvalent de 300 m2 dans lequel se trouvent le centre d'allaitement, l'infirmerie, les sanitaires du personnel. Il n'y a aucun parcours pour les ovins.

3. Les locaux du personnel comportent un pavillon d'administration et 2 pavillons de fonction.

4. Le personnel est composé de :

- + 2 ingénieurs INRA
- 1 technicien avec BTA élevage
- des stagiaires
- 3 bergers
- + le directeur de l'UPRA berrichonne et du Centre de prétestage berrichon.
- le vétérinaire de Baugy, intervenant dans le domaine sanitaire et très accessoirement dans le domaine pathologique. Son intervention à BERRY-TEST se situe dans le cadre de la pratique libérale.

C . STATUTS . GESTION . REGLEMENTS .

1. Statuts. Nous ne mentionnerons ici que les points qui nous paraissent importants.

Titre I : il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient l'être ultérieurement une Société Civile Particulière qui sera régie par les articles 1832 et suivants du Code Civil, et par les présents statuts. La Société est constituée pour une durée de 60 années, sauf dans le cas de prorogation ou de dissolution anticipée prévues aux présents statuts.

Titre II : le capital social est fixé à 400.000 F et est divisé en 4.000 parts de 100 F chacune, numérotées et attribuées aux associés en fonction de leur apport. Il peut être augmenté soit par la création de parts nouvelles en représentation d'apports en nature ou en espèces, soit par l'incorporation au capital de toutes réserves disponibles et leur transformation en parts, soit par tout autre moyen, ou réduit, par exemple, par l'annulation, le remboursement ou le rachat de parts ou l'échange des anciennes parts contre de nouvelles d'un montant équivalent ou moindre, ayant ou non le même capital.

Chaque part donne droit, dans la propriété de l'actif social et dans la répartition des bénéfices, à une fraction proportionnelle au nombre de parts existantes.

Les associés sont tenus responsables des dettes et engagements de la société vis à vis des tiers. La responsabilité des associés est solidaire à l'égard du Crédit Agricole.

La société ne sera pas dissoute par décès ou incapacité d'un des associés.

Titre III : la société est administrée par un conseil d'administration composé de 10 membres, personnes physiques associées ou non. Cinq des sièges seront obligatoirement réservés aux adhérents de l'association régie par la loi de 1901, dénommée "Unité Nationale de Promotion de la Race Ovine Berrichonne", et aux adhérents de la "Société Coopérative Agri-Cher". Les cinq autres membres, qui sont obligatoirement des personnes physiques, doivent être choisis parmi les associés.

Les membres du conseil d'administration seront nommés par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés. Le conseil d'administration désigne un bureau composé de 4 membres choisis parmi les administrateurs. Le bureau désigne au scrutin majoritaire à 2 tours un président qui est de droit le président du conseil d'administration. La durée des fonctions des membres du bureau est fixée dans la décision qui les nomme. La durée des fonctions des administrateurs est de 6 ans. Tout membre sortant est rééligible. Le président du bureau a pour mission d'exécuter les décisions du conseil et de présider ses séances et les assemblées générales. Le bureau contrôle les actes du président. Chaque UPRA non représentée au conseil peut déléguer un de ses membres aux délibérations à titre de consultant. Le conseil est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion des biens et des affaires de la société et pour faire autoriser tous les actes relatifs à son objet, sous la réserve de ne pas modifier le caractère civil de la société. Les administrateurs reçoivent en rémunération de leur activité une somme fixe annuelle à titre de jetons de présence, dont le montant est déterminé par l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice. Les décisions collectives sont prises lors des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Titre IV : chaque exercice social a une durée de 12 mois. Le conseil d'administration établit chaque année un rapport sur l'activité de la société qui est soumis à l'appréciation de l'assemblée générale annuelle. Le produit net de la société constaté par l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux et charges sociales, de tous amortissements et toutes provisions jugées nécessaires ou utiles par le conseil, constitue le bénéfice net. Il est distribué entre les associés proportionnellement à leurs parts. Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le conseil d'administration devra provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire pour décider si la société doit être prorogée ou non. Pendant toute la durée de la société, et après sa dissolution jusqu'à la fin de la liquidation, les immeubles et autres valeurs de la société appartiendront toujours à l'être moral et collectif. Aucune partie de l'actif social ne pourra être considérée comme étant la propriété indivise des associés.

2 . Gestion . De par les statuts, la gestion est assurée par le conseil d'administration.

3 . Les règlements . Trois règlements ont été élaborés : un règlement sanitaire, un règlement technique et un règlement intérieur.

a) Le règlement sanitaire est valable pour les femelles et pour les mâles entrant à la station de testage.

Article 1 : les animaux entrant seront accompagnés de deux certificats sanitaires établis :

- par le Directeur des Services Vétérinaires du département, certifiant qu'ils proviennent d'une exploitation distante de plus de 10 km de tout foyer de fièvre aphteuse et reconnue indemne de brucellose par les DDSV.

- par le vétérinaire sanitaire, certifiant qu'ils remplissent les conditions suivantes : ne présentent aucun signe de maladie et présentent un résultat négatif au test de séro-agglutination brucellique datant de moins d'un mois et effectué à la suite d'une épreuve pour la recherche de la brucellose menée conformément à la législation en vigueur. Ce certificat atteste en outre qu'ils ont été vaccinés contre la rage, s'ils proviennent d'un département infecté. Toutes conditions supplémentaires pourront être décidées par le

conseil d'administration, en accord avec la DDSV, en fonction de l'évolution des risques sanitaires.

Article 2 : le certificat vétérinaire attestera en outre: - qu'un traitement anti-parasitaire externe et interne aura été pratiqué dans le mois qui précède l'entrée. Ce dernier aura été réalisé après examen coprologique dont copie sera jointe au certificat.

- que les animaux ont été vaccinés, conformément au programme propre à chaque UPRA, et en tout état de cause, contre l'entérotoxémie, en indiquant la date de l'intervention. Celle-ci ne devra pas remonter à plus d'un mois et devra avoir été réalisée entre le 10 ème et le 30 ème jour précédant l'entrée.

- que les animaux sont indemnes de piétin et d'anciennes lésions pouvant lui être attribuées.

- qu'ils sont indemnes de toute lésion dont l'origine pourrait présenter un risque pour les animaux du Centre (gros pied, kératite, abcès...).

- les ovins auront été tondus depuis moins de 6 mois.

Article 3 : les organes génitaux seront vérifiés à l'entrée et ne présenteront aucune anomalie.

Article 4 : le vétérinaire sanitaire désigné pour s'occuper du Centre aura toute latitude pour effectuer tous les traitements qu'il jugera utiles.

Article 5 : le présent règlement sanitaire qui a reçu l'accord de la DSV du Cher ne pourra être modifié par le conseil d'administration qu'après accord de celle-ci.

b) Le règlement technique.

Article 1 : le testage des béliers s'effectuant sur leur descendance, ils seront accouplés chacun avec 20 femelles du troupeau support (30 sur primipares), suivant la méthode la plus intéressante pour BERRY-TEST et pour l'UPRA concernée.

Article 2 : Viabilité des agneaux : toutes les informations sur la mortalité des agneaux, les facilités de mise bas et les anomalies seront enregistrées de façon à effectuer l'étude des variations entre différents béliers d'une même race. Les agneaux, morts ou vivants, seront pesés dans les 24 h après la naissance.

Article 3 : la vitesse de croissance des agneaux sera contrôlée selon le protocole officiel 10/30 jours

et 30/70 jours. L'âge à l'abattage et le poids vif seront enregistrés.

Article 4 : les carcasses des agneaux seront pesées et appréciées après l'abattage, tant sur le plan de la conformation que, et surtout, de l'état de l'engraissement, suivant une méthode définie par le conseil d'administration. La méthode de classement évoluera en fonction des possibilités de BERRY-TEST et de l'avancement des méthodes dans ce domaine. Dans la phase de mise en route, seulement 70% des carcasses seront contrôlées, objectif : 20 à 25 carcasses par bélier. Ensuite seront définis des critères permettant l'élimination des carcasses aberrantes.

Article 5 : chaque UPRA définira, après la période de rodage, le poids vif auquel BERRY-TEST devra faire abattre ses agneaux, et pourra envisager de moduler un rythme de croissance de ses agneaux (après étude par le conseil d'administration).

Article 6 : les données obtenues seront traitées et corrigées suivant un schéma défini par le conseil d'administration, avec à terme l'obtention d'un index regroupant les différents paramètres souhaités par l'UPRA concernée.

Article 7 : le support en femelles de la station comportera au maximum deux types de femelles. Il pourra évoluer soit pour des raisons techniques ou sanitaires, soit pour des impératifs économiques.

Article 8 : il est prévu au départ le passage d'une série de testages par an. Ce rythme sera accéléré de façon à accroître le nombre de béliers testés.

Article 9 : toutes modifications au présent règlement devront être approuvées par l'assemblée générale.

c) Le règlement intérieur.

Article 1 : la Société BERRY-TEST a pour mission de tester sur leur descendance des béliers de croisement terminal qui lui sont confiés par les UPRA intéressées par la production de viande.

Article 2 : le choix des béliers à tester est sous la responsabilité des chaque UPRA concernée qui devra informer le conseil d'administration des critères retenus. Les béliers retenus devront présenter des caractéristiques de croissance 30/70 jours les situant dans le tiers supérieur de leurs élevage d'origine. Ils devront répondre aux normes sanitaires définies au

règlement sanitaire. Ils devront avoir au moins l'âge de 7 mois à l'entrée à la station.

Le contrôle de semence pendant la période d'adaptation sera obligatoire avant la mise en lutte.

Article 3 : le nombre minimum de béliers d'une race donnée par série de testages est de 10. Les UPRA devront également faire entrer en station une réserve d'animaux égale à 30% du total de la série prévue.

Article 4 : la capacité de testage est de 50 béliers par série; elle se répartit selon la grille annexée entre les différentes UPRA en fonction du capital souscrit, sauf pour l'UPRA berrichonne. Les capacités de testage peuvent faire l'objet de cessions entre les UPRA et BERRY-TEST, mais les lots resteront conformes à l'article 3.

Article 5 : les UPRA ayant des béliers en testage seront considérées par BERRY-TEST comme propriétaires des dits animaux et recevront exclusivement les résultats s'y rapportant. Dans l'éventualité de perte d'animaux où sa responsabilité se trouverait engagée, BERRY-TEST assurera le remboursement des béliers pour une somme équivalente à 40 kg de carcasse d'agneaux extra (1er marché de l'année à Paris).

Article 6 : les béliers à tester arriveront au centre 7 semaines avant le début des saillies et seront disponibles 8 semaines après, soit 105 jours en tout. Le transport des animaux est à la charge des propriétaires.

Article 7 : toutes modifications au présent règlement devront être approuvées par l'assemblée générale.

4 . Organismes participants et parts sociales.

UPRA : Berrichon du Cher et de l'Indre (2.500 parts)

Charmoise (50)

Ile de France (250)

Texel (150)

Mérinos Précoce (50)

Mouton Charollais (100)

Vendéenne (150)

Ovine du Maine (150)

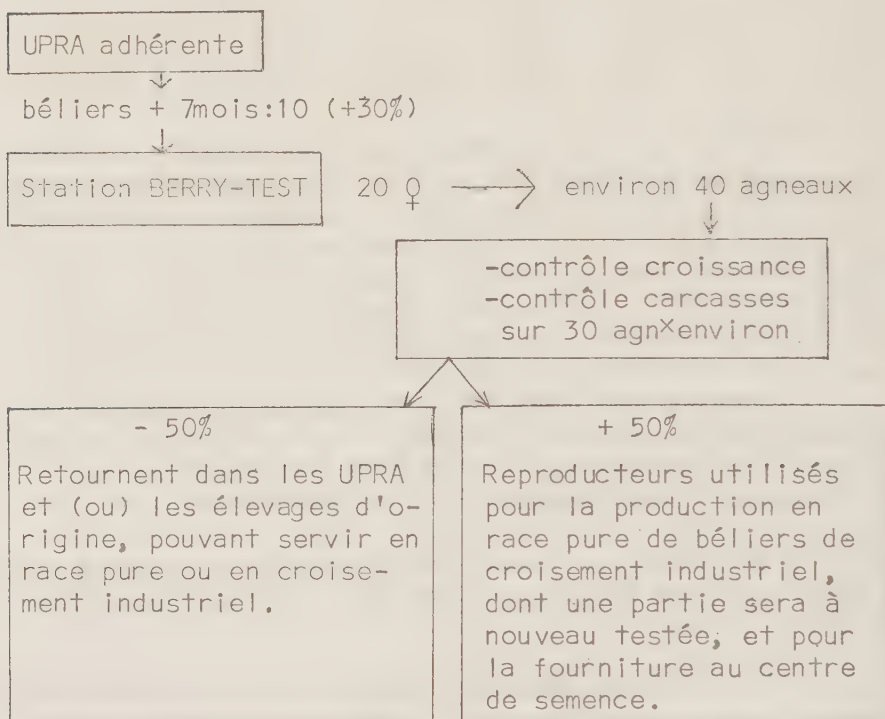
(Bleu du Maine
et Rouge de l'Ouest)

Coopérative agricole AGRI-CHER (500)

ITOVIC (100)

D . METHODOLOGIE GENERALE .

On produit et on élève dans un milieu aussi standardisé que possible, à une même époque, avec un même support femelle, 30 à 35 descendants d'un bélier, de façon à pouvoir en contrôler 20 à 30 à l'abattoir. Les béliers sont groupés par 10 ou multiple de 10. On forme 5 groupes de 10 béliers par série, sur les mille femelles supports.

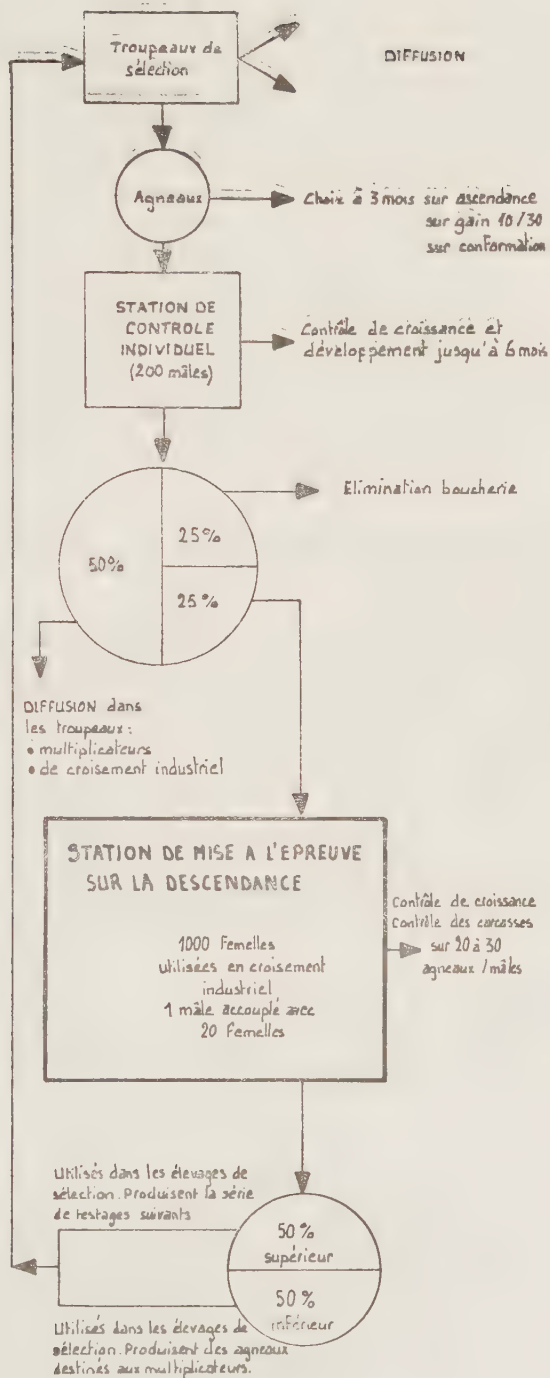


E . SUPPORT ANIMAL DU TESTAGE .

1 . Les Béliers .

a) Recrutement des animaux :

- dans les différentes races : cf. règlement intérieur.
- cas particulier des béliers berrichons : la station de prétestage. Les béliers qui iront en station de testage passent d'abord en prétestage.



Ces béliers ont entre 5 et 6 mois et proviennent d'élevages particuliers sélectionneurs. Ils répondent au Critère Type Elevage ou Type Production de Viande Croisement. Ils doivent, dans les deux types, être reconnus et répondre aux conditions suivantes :

- être âgés de 6 mois au moins.
- être d'un bon type, bien développés et bien conformés (caractères appréciés par la Commission d'Agrément de qualification et de reconnaissance).
- être issus de père et de mère reconnus, ou inscrits sur le livre généalogique avant le 1.9.1974.
- être nés d'un bélier à note de croissance 0 ou supérieure à 0 à 30/70 jours, ou d'un bélier favorablement testé au centre de testage.

Pour le type Elevage, ils devront en outre avoir une note de croissance 10/30 jours 0 ou supérieure à 0.

Pour le type Production de Viande Croisement, ils peuvent être qualifiés sur leurs performances propres : note de gain 10/30 jours 0 ou sup. à 0, note de gain 30/70 jours égale ou sup. à + 2.

200 agneaux mâles arrivent à la station de prétestage à 6 mois environ. On réalise des lots de 10 de poids égal, et une élimination progressive en fonction du phénotype (développement, conformation, tissu adipeux, conformité au standard), de la croissance (pesées à dates fixes), du contrôle de l'aptitude au saut et de la qualité de la semence, pour qu'il n'en reste que 20 à 30 pour une série de testage. Les autres retournent dans les élevages d'origine. Pour l'exercice 1978/79, 128 agneaux sont entrés de cette façon à la station de testage.

b) Logement :

- les béliers berrichons en prétestage sont logés dans la bergerie des béliers, appartenant à l'UPRA berrichonne.
- les béliers en testage sont en lots avec les brebis (1 bélier pour 20 brebis).

c) Problèmes sanitaires d'entrée et d'entretien :

- à l'arrivée : les béliers sont isolés dans l'atelier polyvalent où ils subissent une prise de sang en vue d'effectuer une séro-agglutination de recherche brucellique. Ils subissent un traitement anti-parasitaire interne et une visite du vétérinaire sanitaire. Ils sont

accompagnés des certificats sanitaires mentionnés dans le règlement sanitaire.

- au cours de leur séjour : il n'existe aucun protocole particulier; les interventions sanitaires sont laissées à la discrétion du vétérinaire.

d) Pathologie actuelle :

- béliers en testage : rien à signaler.

- béliers en prétestage : ils sont traités à l'arrivée contre les strongyloses et la coccidiose. Ils reçoivent une vaccination contre l'entérotoxémie. Un bélier est mort à la suite d'une rixe avec un congénère. Un autre a météorisé, a été trocardé puis, guéri, est parti à l'abattoir.

e) Alimentation :

- en prétestage : - grains : mélange de 2/3 orge
1/3 avoine
10 kg sucre azote par 100 kg de grain. De 800 g à 2 kg par jour de ce mélange, en fonction du poids,
- compléments minéraux + pierre de sel à volonté.
- foin : foin de luzerne à volonté.

Le rationnement est invariable en qualité pendant toute la durée du prétestage.

- en testage : les béliers reçoivent la même alimentation que les brebis (cf. plus loin).

f) Mise en lutte :

- béliers autres que races Texel et O.I.F. : lutte naturelle de 2 mois avec des lots de 20 brebis pour 1 bélier. Les béliers sont munis de tabliers marqueurs afin de surveiller leur ardeur sexuelle et leur aptitude au saut.

- béliers des races Texel et O.I.F. : ne sont pas envoyés au centre de testage. On n'y envoie que leur semence. Les brebis sont inséminées une fois après groupage des chaleurs par des éponges et injection de PMSG (pose des éponges par le personnel de la station), avec de la semence fraîche (insémination réalisée par les techniciens de l'UPRA O.I.F.). La repasse est faite en lutte naturelle par les béliers berrichons.

g) Lutte terminée :

Les béliers retournent dans leur élevage d'origine et leur propriétaire attend les résultats. Les béliers favorablement testés seront utilisés en insémination artificielle, en semence fraîche ou congelée. BERRY-TEST a des pourparlers pour travailler avec le Centre d'insémination Centre-Ouest, situé au Vasay.

2 . Les Brebis .

a) Recrutement des animaux :

Le lot support comporte au départ deux types de femelles mais tendra à n'en comporter qu'un seul. Le lot de départ était de 1000 brebis et agnelles, composé pour moitié de F1 Romanov-O.I.F. provenant du Syndicat Ovin de l'Aube, et pour moitié de F1 Romanov-Berrichon provenant de la station de l'INRA à Osmoy (Cher).

On y a adjoint 200 ♀ Romanov pures, provenant d'une station de l'INRA de Toulouse, pour créer des agnelles de remplacement, et qui sont luttées par des béliers berrichons. On estime que 1/5 du troupeau ♀ support est remplacé chaque année. Il n'y aura plus, à terme que des F1 Romanov-Berrichon.

b) Logement :

Les brebis sont logées dans les bergeries.

c) Problèmes sanitaires :

Les brebis et agnelles répondent au départ aux normes sanitaires définies par le règlement sanitaire. Elles subissent tous les ans une prise de sang en vue d'une séro-agglutination de dépistage brucellique, et un déparasitage.

d) Pathologie actuelle :

- avortements et mammites sont rares pour l'instant. Toute brebis ayant avorté ou eu une mammite est abattue après avoir été soignée, le cas échéant, mise en lot avec d'autres malades et engraisée. Ces affections n'entraînent pas de protocole particulier, et le dépistage des germes n'est pas systématiquement effectué. On recense 10 avortements par an environ. En cas de mammite, le traitement est à base de bipéni-streptomycine et de sérum antigangréneux.

- en cas de non-délivrance, les brebis reçoivent systématiquement des obiets intra-utérins.
- quelques brebis sont mortes d'entérotoxémie.
- les cas de maladie des abcès sont traités à la pénicilline, avec ouverture des abcès s'ils sont externes.
- les problèmes de renversement de vagin et de matrice concernent 1% des brebis pleines ou agnelées.
- au mois d'Août 1979 et dans un seul lot de brebis anciennement arrivées, est apparu une maladie icterogène entraînant 3 cas graves et 5 ou 6 cas légers. Ces brebis ont reçu, à l'instigation du vétérinaire (qui pensait à la leptospirose), un traitement à la Terramycine en intra-musculaire, et à la Méthionine en intra-veineux. 2 brebis sont mortes et ont été autopsiées. On a conclu à une hépatite virale.

e) Alimentation :

Les brebis et agnelles reçoivent à volonté de la paille. On leur donne de 300 g à 1 kg/j., en fonction des besoins, des granulés de luzerne ou de la pulpe déshydratée. En phase d'allaitement, et si possible, on donne du sorgho ou du ray-grass frais une fois par jour, et on remplace la paille par du foin de pré. Aussi compléments minéraux + pierre de sel.

f) Utilisation :

- mise en lutte ou insémination artificielle :

Les agnelles ou brebis sont mises en lutte à partir d'un an, sans manipulation hormonale; en lutte libre, sauf éventuellement pour homogénéiser les agnelages, et avec une éponge en I.A. On obtient 3 agnelages en 2 ans car les F1 désaisonnent bien. Le diagnostic de gestation n'est pas effectué. Les agnelles vides après le 1er cycle repassent dans le cycle suivant.

- agnelage :

En lutte naturelle les agnelages sont relativement étalés. Les brebis juste agnelées sont isolées pour la 1ère journée dans des cases de maternité (les bergers ont constaté que si l'on sépare la brebis du lot au moment de l'agnelage, elle a tendance à ne plus faire d'efforts). L'intervention du vétérinaire a été nulle jusqu'à présent, la technicité des bergers étant suffisante pour les problèmes posés. Ocytocine, Sergotonine et Avafortan sont utilisés pour aider aux agnelages trop longs ou sur les cas de non-dilatation du col.

Toutes les anomalies sont notées sur la carnet d'agnelage.

- lactation :

Selon l'état de la brebis et du ou des agneaux, la lactation est entretenue ou la brebis est tarie.

- sevrage :

Le sevrage des agneaux intervient systématiquement à 50 jours, car il permet de laisser le temps de préparer la brebis pour la lutte suivante.

- tarissement :

S'opère par suppression de l'eau et alimentation à la paille pendant quelques jours. Aucun produit de tarissement in-situ n'est utilisé.

g) Réforme :

En dehors des cas pathologiques d'avortement, de mammite, de mauvaises qualités maternelles, la jeunesse du troupeau support - donc la faible fréquence des problèmes - a fait que l'on a réformé très peu de brebis. Chaque brebis passe théoriquement 5 ans au Centre.

3 . Les Agneaux :

a) Naissance :

Les agneaux subissent une désinfection ombilicale à l'aide d'un aérosol à base de Chloramphénicol.

Ils sont identifiés par tip-tap avec un numéro d'ordre, pesés dans les premières heures, mis éventuellement en allaitement artificiel, sinon en lot chronologique de 40 brebis + agneaux.

b) Alimentation :

- allaitement naturel : pendant 50 j avec les brebis.

" artificiel : à 1 ou 2 jours ils sont placés dans le centre d'allaitement où ils reçoivent du lait froid (bassines à tétines). Le lait est du lait Sanders Agneaux.

- aliment complémentaire : à partir de 20 à 30 jours, ils reçoivent du Sanders 1er âge et passent progressivement au Sanders Engraissement.

- sevrage : le sevrage est systématiquement effectué à 50 jours. L'aliment est en libre-service ainsi que le CMV et la pierre de sel à lècher.

c) Pathologie :

- coccidiose : c'est la dominante pathologique actuelle.

Elle fait l'objet d'un traitement mensuel jusqu'à 3 mois (Amprol).

- entérotoxémie : frappe 2 à 3 % des agneaux que l'on essaie alors de soigner.

- arthrite : les cas d'arthrite sont très rares et soignés avec les médicaments usuels, sans dépistage pathologique particulier.

d) Contrôle de croissance :

On effectue 5 pesées jusqu'à 100 jours : à la naissance, à 50 jours (moment du sevrage), à 57 jours (sevrage terminé), à 70/80 jours où les agneaux sont allotés par sexe et race père, à 100 jours. Ensuite une pesée par semaine pour faire les lots de 40 à 42 kg à l'abattage. Enfin la veille du départ en boucherie.

e) Abattage :

Les agneaux partent à la boucherie à poids constant, par sexe et race père. Ex.: Berrichon du Cher : 38 kg pour les femelles et 42 kg pour les mâles. Ils sont transportés par un camion de l'abattoir industriel de Villefranche-sur-Allier, avec lequel est passé un contrat au début de la saison, fixant en particulier le prix d'achat des agneaux. Les agneaux sont abattus et les carcasses, accompagnées de l'oreille, sont contrôlées froides à l'abattoir, conservées 24 h entre 0 et +2°. Le produit de la vente des agneaux revient à BERRY-TEST.

f) Contrôle des carcasses :

9 paramètres sont enregistrés :

- le poids mort chaud, pris la veille par un agent de l'abattoir.
- le poids mort froid.
- la conformation appréciée subjectivement :

Appréciation														
Bon												Mauvais		
5+	5	5-	4+	4	4-	3+	3	3-	2+	2	2-	1+	1	1-
15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1
Notation														

- l'état d'engraissement interne
 - l'état d'engraissement externe
- } appréciés subjectivement :

Gras	Appréciation									Maigre
	1+	2+	3+	4+	5	4-	3-	2-	1-	
	9	8	7	6	5	4	3	2	1	
Notation										

- l'épaisseur de gras externe mesurée en cm à la règle, à 5 cm de l'axe de la carcasse, au niveau de la 1ère vertèbre lombaire.
- la longueur de la carcasse mesurée au mètre ruban, de la base de la queue à la base du cou,
- la largeur de la carcasse mesurée à la toise, au niveau du bassin (largeur maximale à ce niveau).
- la largeur de l'os au niveau du jarret (à droite et à gauche), au pied à coulisse.

Lors de la prochaine série, le paramètre poids de carcasse froide sera probablement abandonné. Par contre on introduira un paramètre de qualité de gras :

CODIFICATION	QUALITE DU GRAS
1	. Gras spongieux, jaune foncé, résistant à la coupe.
2	. Gras jaune, en "négatif", facilement coupable.
3	. Gras normal.
4	. Gras blanc, un peu granuleux.
5	. Gras très blanc, crouté, à reflets nacrés.

g) Calculs et classement :

A partir de ces données, soit brutes, soit incluses dans

des variables dérivées, un calcul statistique est effectué par une Station d'Amélioration Génétique de l'INRA, à Toulouse, et permet d'obtenir des paramètres corrigés pour le sexe, le mode de naissance, le mode d'allaitement, le poids d'abattage. Ces paramètres permettent d'établir des moyennes par bélier dont la crédibilité est vérifiée par différents tests statistiques.

F. COMPTE-RENDU TECHNIQUE DE LA 1ère SERIE DE TESTAGE .

1 . Résumé .

a) Lutte :

Série	Effect.	Type Brebis Âge	Début lutte ^{de}	Fin lutte ^{de}
1 Be	100	1/2 Ro-Be 7-11 mois	12.08.78	21.09.78
2 Be	197	60% Ro 7-18 mois 40% 1/2 Ro 1/2 Be 7 mois	25.08.78	21.09.78
OIF	287	1/2 Ro-OIF 18 mois	I.A 18.08.78	Repassé Be 25.08.78 21.09.78
Bleu	199	75% Ro 1/2 OIF 18 mois 25% 1/2 Ro 1/2 Be 7-11 mois	29.08.78	21.09.78
Total	783			

b) Agnelage :

1er Janvier/18 Février : 1.358 agneaux nés. Taux de fertilité 80%. Taux de prolificité 209. Taux de mortalité -

té 11,7%. Taux de perte élevé à la naissance pour les brebis en I.A. Taux de fertilité du lot inséminé : pose le problème des effectifs de femelles à utiliser.

c) Allaitement - Sevrage :

145 agneaux en allaitement artificiel.

61 morts (soit 5%) de la naissance au sevrage.

22 morts (soit 2%) du sevrage à l'abattage : essentiellement problèmes d'entérotoxémies induites par de la coccidiose.

Globalement : 1.116 agneaux vendus ou gardés.

d) Abattage :

Du 9 Mai au 22 Août, 1.069 agneaux ont été contrôlés, et 989 ont pu être pris en compte dans le calcul des résultats.

Les objectifs fixés - 4 kg d'écart entre mâles et femelles, 40 kg de P.M. à l'abattage pour les OIF et les Berrichons, 42 kg pour les Bleu du Maine - ont été atteints ou dépassés : 4,350 kg d'écart entre mâles et femelles pour un P.M. de 40,993 kg pour les Berrichons, 41,157 kg pour les OIF, et 42,550 kg pour les Bleu du Maine.

Les agneaux ont été produits gras pour "pousser à la faute". Les âges d'abattage ont été très variables (entre 100 et 203 jours), avec un âge moyen pour les mâles de 141 jours, et pour les femelles de 147 jours. 25 à 30 carcasses à l'heure ont pu être contrôlées par trois personnes.

e) Conclusion :

Quelques remarques sur certains points :

- la vitesse de croissance des agneaux n'est pas satisfaisante. Le vieillissement du troupeau support permettra certainement une amélioration entraînant une réduction de l'âge d'abattage et de consommation d'aliments.

- la perte de charges en résultats : 7,5%, nécessite un effort lors des pesées et de la retranscription de celles-ci.

- le manque d'information provenant du fichier femelles n'éclaire pas sur les problèmes de fertilité qu'ont eus certains lots.

Malgré ces imperfections, les différences sont, pour l'ensemble des critères, pratiquement toutes significatives entre les béliers, ce qui devrait permettre un choix sérieux au niveau des différentes UPRA.

2 . Résultats de la série 1 Race Berrichonne.

a) Analyse et présentation des résultats :

L'ensemble des variables mesurées ou calculées au cours de la croissance et de l'abattage sont présentées. Il conviendra dans l'avenir de faire un tri et de retenir celles qui permettent de caractériser au mieux l'effet de chaque bélier sur la croissance et la valeur bouchère de sa descendance. Ex : - poids à 80 jours, GMQ de la naissance à l'abattage et âge à l'abattage.

- note de conformation et rapport largeur carcasse sur longueur carcasse (compacité).
- note d'état d'engraissement de la carcasse, note de gras de rognon et épaisseur de gras de couverture.

Chaque variable a été analysée de manière à estimer la valeur moyenne de chaque descendance (estimée bélier) en tenant compte à la fois des différences d'effectifs entre chacune d'elles et de facteurs de variation indépendants de l'effet du bélier, à savoir le sexe des agneaux, le mode d'allaitement combiné au mode de naissance.

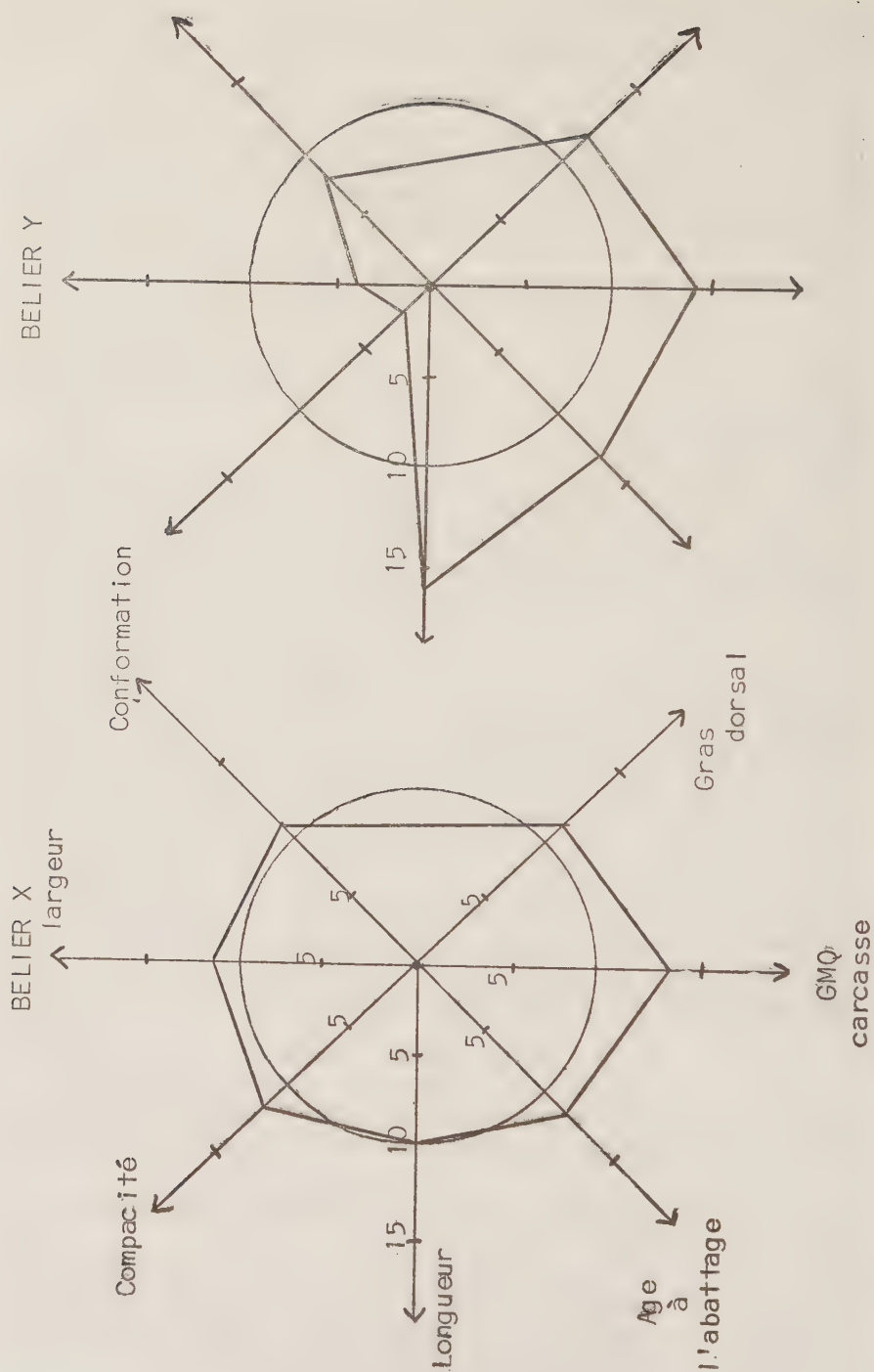
- le pourcentage de brebis agnelées, par bélier, a été rajouté, pour pouvoir tenir compte de ce critère important. Les données d'abattage ont été corrigées pour tenir compte des variations de ce poids. Les estimées béliers sont exprimées en écart à la moyenne de la série d'une part, et en écart standardisé d'autre part (ES), c'est à dire rapporté à l'écart type de l'estimée. L'ES a été retenu pour permettre une présentation graphique de la valeur respective de chaque bélier pour 7 critères qui semblent les plus significatifs : âge à l'abattage, longueur, compacité, largeur, conformation, gras dorsal, GMQ carcasse.

A cet effet, pour chaque bélier, on fait porter sur sept axes figurant ces sept critères, sa note comprise entre 0 et 20, calculée à partir de la formule :

$$E.S. \times 2 + 10$$

Le cercle tracé représentant la note moyenne.

Il est ainsi aisé de juger si un bélier a un effet améliorateur pour tel ou tel critère, simplement en vérifiant s'il se trouve à l'extérieur du cercle pour ce critère : voir graphique page suivante :



b) Comparaison des béliers sur leurs descendances :

Remarque : les agnelles croisées Be-1/2 Ro Be, des 10 béliers accouplés avec 1/2 Ro-Be, ont été conservées pour la reproduction, ce qui devrait permettre, moyennant un protocole à définir, de comparer ces béliers sur les performances d'élevage de leurs filles.

Il existe des différences significatives entre les descendance

s des béliers :

- des écarts extrêmes de plus de 3 kg sont observés pour le poids à 80 jours, et atteignent 15 j pour l'âge à l'abattage.

- pour les notes de conformation et d'état d'engraissement on enregistre des écarts de l'ordre d'un demi-point et les différences entre épaisseurs de gras dorsal atteignent 2 mm.

- les résultats témoignent en faveur de l'existence d'une variabilité génétique additive pour les caractères mesurés, ce qui est encourageant. Ils attirent généralement l'attention sur l'extrême variabilité des pourcentages de fécondation entre les béliers.

Dans la perspective des nouvelles séries à venir, il conviendrait d'envisager la possibilité d'utiliser un ou deux béliers de référence, ce qui devrait permettre d'une part une comparaison plus globale des béliers appartenant à des séries rapprochées dans le temps, et d'autre part une mesure du progrès génétique réalisé.



B I B L I O G R A P H I E

1. A.D.E.T.E.F - S.O.P.E.X.A
Bulletin de l'Elevage Français
N° spécial Printemps 1980 page 43.
2. BARILLET F.
La conservation de la race ovine Solognote.
Union Nat. des Livres Généal. PARIS Janvier 1975.
3. BERNY F.
Enquête ovine 1975
1ères journées de la Recherche Ovine et Caprine
INRA-ITOVIC Déc. 1975 Tome 2 225-234.
4. BERRY-TEST
Statuts de la Société Civile Particulière Berry-Test
enregistrés à Bourges-Sud le 1er Février 1977
Bordereau 55/9 F 33.
5. B.I.M.A
Le Ministre à la FNSEA : "Nous exigeons le respect des
principes communautaires".
BIMA 1980 890 27-31.
- (6). Situation mondiale et communautaire de la viande ovine.
BIMA 1980 886 17-24.
7. BOUCHARD N.
La maladie de VISNA MAEDI : Organisation d'un plan de
lutte.
La Semaine Vétérinaire 1980 183 16.
8. BOUTONNET J-P. MARTINAUD P.
Intensification de la production et marché mondial de
la viande ovine. Contradictions propres à la France.
Publication INRA-Montpellier Octobre 1979.
9. C.F.C.E.
Structure comparée de la production et de la commercia-
lisation des viandes ovines dans la CEE.
CFCE Janvier 1974 - 2 tomes.
10. CORNU L.
Rapport à Monsieur le Ministre de l'Agriculture et du
Développement Rural, tendant à faire bénéficier le
Flock-Book Berrichon du Cher des Aides de l'Etat au ti-
tre de la Relance de la Production Ovine.
DDA. Service du Génie Rural des Eaux et des Forêts,
Centre Administratif Condé. S.L R.M N/Réf. G/3/57.
11. Cournut J.
Après 20 ans d'existence, un contrôle en ferme pour
faire quoi et comment ?
5èmes journées de la Recherche Ovine et Caprine
INRA-ITOVIC 1979 129-142.

12. CRAPLET C. THIBIER M.
Le Mouton.
Editions VIGOT Frères PARIS 1977.
13. DALLOZ
Code Rural - Code Forestier. 1974.
14. DUSSAIGNE A.
La production ovine en France. Caractéristiques et statistiques 1977.
Laboratoire de recherches et d'études économiques sur les IAA. RUNGIS.
15. FLAMANT J-C., BIBE B., GIBON A., VU THIEN KHANG J.
Approche pour une amélioration génétique des races locales ovines. Notions de rusticité.
5^{èmes} journées de la Recherche Ovine et Caprine
INRA-ITOVIC 1979 427-447.
16. FLAMANT J-C, ELSÉN J-M.
Diversité, organisation et enseignement des schémas de sélection ovine en France.
5^{èmes} journées de la Recherche Ovine et Caprine
INRA-ITOVIC 1979 1-32.
17. FLAMANT J-C., RICORDEAU G., TCHAMITCHIAN L.
Réflexions sur l'évolution et le financement des programmes de sélection dans l'espèce ovine.
Bull. technique Dép^t Génét. Anim. (INRA Fr.) 1975 23
6-32.
18. F.N.O.
Le très spécial règlement communautaire "viande ovine"
Note d'information 2 Juillet 1980.
19. F.N.O.
Dossier "Pour que le mouton vive, un règlement communautaire normal !"
Assemblée générale 1977.
20. F.N.O.
Rapport du Conseil d'Administration.
Assemblée générale ordinaire 14 Février 1980.
21. GARRIGUES P.
Le croisement à double étage systématique : un sous-produit de la politique du Hill-Farming.
1^{ères} journées de la Recherche Ovine et Caprine
INRA-ITOVIC Déc. 1975. Tome 2 206-212.
22. I.T.O.V.I.C.
L'élevage Ovin.
Nouvelle encyclopédie des connaissances agricoles.
HACHETTE 2^{ème} trim. 1978.

23. I.T.O.V.I.C.
Plan pluriannuel de Développement de l'Elevage Ovin.
Note d'information - 11 Août 1980.
24. LEGRAS P.
Les carcasses et la production de viande chez les ovins.
ITOVIC 1970.
25. LEVACHER M.
Cheptel ovin dans le monde et en France et évolution.
Comptes rendus des séances de l'Académie d'Agriculture de France. 1979, 65 - 710-714.
26. MINISTERE DE L'AGRICULTURE.
Principaux éléments du Plan de Soutien à l'Elevage Ovin Français.
Direction de la Production et des Echanges. Service de la Production et des Marchés. Note d'information du 25 Juin 1980.
27. NEUVY A.
La production ovine française. Essai de synthèse explicative et prospective.
Min. de l'Agriculture. Dir. de la Prod. et des Ech.
AN/MJ.B 1980.
28. PERRET G., COUROT J.
Aptitudes des races ovines exploitées en France.
1ères journées de la Recherche Ovine et Caprine
INRA-ITOVIC Déc. 1975 Tome 2 - 181-189.
29. PETRY F.
La production ovine en France et en Europe.
I.F.O.C.A.P Section Etudes et Recherches 1^{er} trim. 78.
30. PEYRAUD D., MANNO J-M.
Description de l'utilisation des races prolifiques Romanov et Finnoise et de leurs croisées avec des races françaises dans différents systèmes de production.
Estimation de leur valeur technico-économique.
1ères journées de la Recherche Ovine et Caprine.
INRA-ITOVIC Déc. 1975 Tome 2 - 103-119.
31. RICORDEAU G., PAILLET J-C
Maintien de la variabilité génétique et conservation des races ovines françaises.
Bull. Techn. Dép. Génét. Anim. (INRA Fr.) 1975 23 - 67-68.
32. ROUY H.
La physionomie de l'élevage ovin continue à changer.
La Revue de l'Elevage 1975 - 87-91.

33. TCHAMITCHIAN L.

Stratégie d'utilisation des races prolifiques en race pure et en croisement.

1ères journées de la Recherche Ovine et Caprine.

INRA-ITOVIC Déc. 1975 Tome 2 82-102.

34. TCHAMITCHIAN L., RICORDEAU G., LEFEVRE C., BRUNEL J-C, LAJOU S.

Amélioration de la productivité numérique par croisement.

5èmes journées de la Recherche Ovine et Caprine.

INRA-ITOVIC Déc. 1979 323-348.

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE :	
Situation actuelle de l'Elevage Ovin Français, replacé dans son contexte économique	3
CHAPITRE I :	
Les caractéristiques de l'Elevage Ovin en France	
A. Structure du troupeau	5
1. Evolution et localisation du cheptel	5
2. Les principaux groupes de races ovines	7
3. Répartition des effectifs	10
4. Aptitudes des races ovines exploitées en France	11
B. Structure des exploitations	18
1. Les systèmes d'élevage ovin	18
2. Approche technico-économique	26
3. Place de l'élevage ovin dans les exploita- tions agricoles françaises.....	26
4. Enquête ovine 1975	28
CHAPITRE II :	
Les productions et la situation globale du marché de la viande ovine	37
A. Situation mondiale	37
1. Cheptel.....	37
2. Production.....	37
3. Consommation	38
4. Les échanges	40
B. Situation communautaire	41
1. Cheptel	41
2. Production	
a) Chiffres.....	43
b) Les 3 grands groupes de sys- tèmes de production en CEE..	43
c) Les différentes catégories d'animaux produits et commer- cialisés - la saisonnalité de la production	47

3. Consommation	47
4. Les échanges	47
a) Importations	47
b) Exportations	49
c) Echanges intra-communautai- res	49
d) Marché communautaire	449
e) Bilan de la viande ovine dans la CEE 1977/78.....	51
C. Situation française	51
1. Cheptel	54
a) Ovins vivants.....	54
b) Abattages contrôlés	54
2. Production	55
a) Chiffres	55
b) Types de production	55
3. Consommation	58
4. Les échanges	60
a) Marché intérieur	60
b) Marché international	63
CHAPITRE III :	
Le conflit Marché Commun	69
A. Le contexte réglementaire	69
1. Le conflit	69
2. Le règlement communautaire	71
a) Mécanismes de marché	72
b) Mécanismes de soutien glo- bal du revenu	73
c) Date d'application	74
B. Les mesures de soutien de l'élevage ovin en France	75
1. Objectif	75
2. Principe	75
3. Mesures prévues	75
4. Procédure	76
C. Remarques	77

SECONDE PARTIE :

Amélioration de la Productivité du Cheptel par la Sélection et le Croisement	79
Les grands principes de la sélection ovine en France	81
A. Les objectifs de la sélection	83
1. Cas des races traites	83
2. Cas des races locales de brebis allaitantes	83
3. Les races du Nord de la France	85
4. Remarques	85
B. Les structures de la sélection	86
1. Les UPRA	86
2. Les EDE	86
3. Les organismes de traitement de l'informa- tion	86
4. L'ITOVIC	87
5. L'INRA	87
6. La CNAG	87
C. Les outils de la sélection	90
1. Le contrôle de performance en ferme	90
a) Définition	90
b) Critères contrôlés en 1979 pour les ovins viande	91
c) Les effectifs contrôlés	91
d) Remarques	93
2. Les troupeaux pépinières	93
3. Les centres d'Insémination Artificielle ...	95
4. Les Stations	96
a) Centre d'élevage jeunes mâles	96
b) Station de contrôle indivi- duel	96
c) Station de contrôle sur la descendance.....	97
D. Utilisation des outils de la sélection	100
E. Effectifs concernés	101
1. Effectifs de femelles	101
2. Effectifs de mâles	105
F. Résultats	107

G. Le croisement : apport génétique des races prolifiques	108
1. Données théoriques	108
2. Schémas	109
3. Applications.....	109
DISCUSSION	115
CONCLUSIONS	123
ANNEXE	125
BIBLIOGRAPHIE	153

0 0 0



Imprimerie Edition de Brotonne - Bourg Achard